

La Révolution prolétarienne

REVUE

SYNDICALISTE

REVOLUTIONNAIRE

De Franco à Bao Dai

par R. LOUZON

Alerte à l'hitlérisme !

par J.-P. FINIDORI

Des Elisabeth aux Cromwell

par F. A. RIDLEY

La révolte de juin en Allemagne

par E. SALTER

Le nouveau visage de l'Amérique latine

par l'ITINERANT

Malaise à Force Ouvrière

par F. LEGER

Comment est partie la grève des postiers

par P. RICHOU

De la victoire d'août au rendez-vous d'octobre !

par R. HAGNAUER

AU VILLAGE : La crise ministérielle

par A.-V. JACQUET

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-89 Paris

Sommaire du N° 76 - Octobre 1953

La Tunisie martyre : Le système des otages
ou le massacre des innocents.

Alerte à l'hitlérisme !

Des Elisabeth aux Cromwell, ou les perspec-
tives révolutionnaires des âges élisabé-
thains

La révolution de juin en Allemagne orien-
tale et centrale

Le nouveau visage de l'Amérique latine ..

Peron partout : Les bonnes lectures des en-
fants argentins.

Au secours des militants espagnols victi-
mes de Franco.

Au village : La crise ministérielle.

Malaise à Force Ouvrière

Comment est partie la grève des postiers

De la victoire d'août au rendez-vous d'octo-
bre !

J.-P. FINIDORI

F. A. RIDLEY

E. SALTER
L'ITINERANT

A.-V. JACQUET
F. LÉGER
P. RICHOU

R. HAGNAUER

Parmi nos lettres

Suite à l'histoire de la paille et de la pou-
tre... ..et suite à l'affaire Rosenberg
(Réponse de Charbit).

GALLIENNE,
FERRES

Notes d'économie et de politique

A propos de l'indépendance française. — De
Franco à Bao Daï

R. LOUZON

Carnet de lecture

« Le Courrier Picard ».

Livres et revues

Georges Lefranc : Le syndicalisme en Fran-
ce. — Victor Alba : Le mouvement ou-
vrier en Amérique latine. — John Gun-
ther : Passeport pour les U.S.A.

P. MONATTE

Faits et documents

Mesures fascistes dans les P.T.T. (Circu-
laire Ferri).

Entre nous

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

A propos de l' "indépendance française"

L'un des courants sans doute les plus sains qui pourcourent la C.G.T.-F.O. est celui des militants groupés autour du *Courrier syndical*, dont les plus connus sont Hébert, de l'Union des syndicats de Maine-et-Loire, et Guy Thorel, de la Fédération du Papier.

Il y a cependant dans leur position un point qui mérite, il me semble, d'être sérieusement éclairci, et sur lequel, je crois, il faut s'exprimer très franchement.

Ces camarades se plaignent de l'influence qu'exercent les Américains sur F.O., notamment Irving Brown, qu'Hébert qualifie d' "agent secret américain" (1), et cela bien à tort, car ce serait un drôle d'agent secret que ce membre de l'*American Federation of Labor*, qui est en Europe depuis le lendemain de la guerre et qui n'a cessé de s'y livrer à une action publique.

Mais il faut voir les choses comme elles sont. Les "ukases" d'Irving Brown, s'il y en a, ont une raison d'être que nos camarades connaissent bien : ce sont les fonds que versent les syndicats américains à F.O. pour assurer son fonctionnement. Or il n'y a qu'un moyen pour F.O. de ne pas subir les pressions des syndicats américains, c'est de se passer de leur concours financier. Accepter celui-ci et se plaindre que ceux qui le fournissent cherchent à ce que les fonds qu'ils versent ne soient pas employés pour faire le contraire de ce pour quoi ils les ont donnés, est un enfantillage. Personne ne peut prétendre demeurer indépendant en étant entretenu.

La seule suite logique des plaintes formulées par nos camarades à l'égard de l'*American Federation of Labor* consisterait donc à demander à ce que cesse toute aide pécuniaire américaine à F.O., directe ou indirecte. Mais je n'ai point vu qu'ils formulent cette demande, et l'on comprend cela ! Car ça signifierait sans doute la fin de F.O., ou, tout au moins, sa réduction à une simple organisation des fonctionnaires et des cadres. A moins, bien entendu, qu'on ne remplace les fonds en provenance des syndicats américains par de l'argent patronal, venu par Bedes ou autres "distributeurs", ce qui serait, l'on en conviendra, bien pire, car le patronat, moins que quiconque, ne finance gratuitement.

Tel est donc le problème : vivre avec des ressources "étrangères" et dès lors, ne vivre que dans une indépendance relative, ou bien disparaître.

Le problème, s'il était confiné à F.O. serait déjà d'importance, mais ce qui lui donne encore plus d'ampleur, c'est qu'il se pose également et en des termes presque identiques pour toutes les branches de l'activité politique, économique et intellectuelle de la France d'aujourd'hui. On peut dire sans exagérer qu'il n'y a actuellement rien en France qui pourrait subsister sans l'aide américaine... ou russe.

Certainement pas l'Etat français, ce "cher vieux teneur", comme dit *Life*, dont à peu près toute l'activité consiste à envoyer ses ministres à Washington plusieurs fois par an, pour y quémander une augmentation des subventions.

(1) Voir le numéro 4 du *Courrier syndical*.

Certainement pas l'industrie française qui n'a pu se moderniser que grâce aux fonds du plan Marshall et que les commandes *off-shore* font aujourd'hui tourner.

Certainement pas l'*intelligenzia* de "gauche" à laquelle seules de multiples associations principalement entretenues par les Américains permettent de fonder des revues, publier des bouquins, tenir des congrès...

L'Amérique, d'ailleurs, ne se contente pas de fournir l'argent, elle fournit aussi les idées.

En dehors de la préoccupation lancinante de boucler le budget sans trop d'inflation et de la peur de l'Allemand, une seule grande idée anime aujourd'hui la politique française : faire l'Europe. Mais c'est là précisément une idée purement américaine, conçue par les Américains, dont la réalisation est pressée exclusivement par les Américains, et qui irait rejoindre instantanément les vieilles lunes si l'Amérique cessait tant soit peu de s'y intéresser.

Cependant, dira-t-on, tout le monde en France n'est pas américain ; les communistes, eux au moins, ne le sont pas. Evidemment ! mais la situation de cette presque moitié du peuple français à l'égard de la Russie est exactement ce qu'est celle de l'autre moitié à l'égard de l'Amérique. Argent, idées (dans ce cas, il vaudrait mieux dire : mystique), ainsi que tous ses mots d'ordre, toutes ses "lignes politiques" plus ou moins changeantes, lui viennent de Moscou, jusque dans les plus petits détails. Que l'U.R.S.S. s'écroule, et du jour au lendemain, il n'y a plus le moindre restant de "communisme" en France.

Ainsi, qu'on le veuille ou non, il n'y a plus de "France". Il n'y a plus de politique française, il n'y a plus de pensée française, il n'y a même presque plus d'économie française et guère plus de mouvement ouvrier français, parce que, dans les faits, il n'y a plus d'indépendance française.

C'est ce qui me faisait écrire, il y a quelques années, que tout comme dans les Cités grecques du deuxième siècle avant notre ère, qui se trouvaient alors confrontées avec une conjoncture historique très semblable à la nôtre, il n'y avait que deux partis : le parti romain et le parti macédonien, il n'existe de même aujourd'hui en France vraiment que deux partis : le parti russe et le parti américain.

Cette situation n'est d'ailleurs pas particulière à la France, elle est celle de toute l'Europe occidentale.

La dépendance de l'Italie officielle à l'égard des Etats-Unis n'est pas moindre que celle de l'Etat français, et l'emprise de Moscou sur la masse oppositionnelle est plus étendue encore dans la péninsule qu'ici.

L'Allemagne de Bonn est une création, très bien réussie d'ailleurs, de Washington, comme la République populaire d'Allemagne orientale est, tout pareillement, une création, moins bien réussie, de Moscou.

Malgré ses accès de mauvaise humeur et tous ses efforts d'abstinence, l'Angleterre ne se trouve pas moins obligée dans toutes les circonstances

critiques d'aligner sa politique sur celle de la Maison Blanche. Un petit fait est bien caractéristique à cet égard : lorsqu'en Egypte Nequib eut détrôné Farouk, l'Angleterre pensa immédiatement à faire marcher ses troupes sur Le Caire, mais elle n'osa le faire sans demander l'avis du Département d'Etat, et cet avis ayant été négatif, les troupes britanniques restèrent dans leurs cantonnements.

Cependant, me dira-t-on encore, il y a tout de même dans tous ces pays des partis réellement « nationaux » qui se refusent à dépendre de l'Amérique et qui ne sont point des partis russes camouflés ; par exemple : le parti néo-fasciste d'Italie, les gaullistes de France, la social-démocratie allemande et même, bien peut-être que dans une moindre mesure, le parti travailliste britannique.

Cela est vrai.

Mais l'audience de ces partis est souvent très faible. L'effondrement du gaullisme en France, l'échec à peu près total du néo-fascisme dans l'Italie du Nord, la seule Italie qui compte réellement et qui avait fourni à Mussolini le principal de ses troupes, montre combien l'on se rend compte dans les pays latins qu'on ne peut plus rien, sans l'Amérique ou sans la Russie.

Quant aux deux grands partis ouvriers du Nord de l'Europe, leur opposition à l'Amérique n'est guère que verbale, et ne dépasse pour ainsi dire pas les limites d'une position électorale. En fait, lorsque le Labour Party était au pouvoir, la dépendance de l'Angleterre à l'égard de l'Amérique était encore plus grande qu'elle ne l'est avec Churchill, et il y a fort à parier que si, un jour, Ollenhauer remplace Adenauer à la tête de la République fédérale allemande, il lui faudra, déférer autant qu'Adenauer, aux désirs des grands maîtres de Washington.

Car ce qui fait dépendre l'Europe de l'Amérique, ce n'est pas seulement sa situation économique et financière, c'est, plus encore, sa situation militaire.

Si les Etats-Unis n'avaient point aujourd'hui leurs Thunderjets, avec leurs bombes atomiques « bébé », campés en nombre sur le Rhin et dans les îles Britanniques, s'ils ne tenaient point en réserve, à l'arrière, leurs forteresses volantes avec leurs grosses bombes au plutonium ou à l'hydrogène, comment l'Europe, comment l'Allemagne, comment l'Angleterre pourraient-elles éviter d'être réduites à l'état de satellites russes ? C'est là un état de fait qu'on peut se permettre d'oublier lorsque l'on est dans l'opposition, mais qui se rappelle instantanément à vous dès qu'on a la charge de la sécurité du pays.

Etant donné cet état des choses, il me semble parfaitement vain de maugréer ou de tenter de faire revivre un nationalisme français, anglais ou allemand, qui, dans la situation où se trouve présentement le monde, ne serait guère que du « provincialisme ». Car le fait essentiel dont tout ce que nous venons de dire n'est que la conséquence, c'est que nous sommes en marche vers l'unité du monde, l'unité politique, tout comme l'unité économique ou culturelle. Selon toute vraisemblance, cette unité, qui présuppose la destruction de tous les restants, politiques et idéologiques, d'un monde passé, ne se fera pas par le simple accord de « bons esprits » rassemblés autour d'un tapis vert, mais par la force, par la volonté et la puissance de ceux qui disposent des moyens matériels pour y contraindre.

Le monde ne peut être unifié économiquement que par ceux qui disposent d'une capacité économique à l'échelle de l'économie mondiale, et

il ne peut être unifié politiquement que par ceux qui ont la possibilité de fabriquer des armes qui soient, elles aussi, à l'échelle du globe terrestre.

Dans une phrase prophétique que la « R. P. » reproduisait l'autre jour, Renan affirmait que « par l'application de plus en plus étendue de la science de l'armement, une domination universelle deviendra possible. »

Ce jour est arrivé.

Avec la « science de l'armement » ayant atteint le stade de l'arme atomique, une domination universelle devient possible ; les Etats nationaux vont devoir disparaître tout comme la féodalité dut disparaître le jour où la « science de l'armement » atteignit le stade de la poudre à canon.

D'où l'état de dépendance, ou totale ou relative, dans laquelle les seules puissances qui sont capables d'avoir une production massive d'armes atomiques tiennent, pour le moment, tous les autres Etats. Cet état de dépendance des Etats nationaux ne fait qu'exprimer que nous vivons une phase intermédiaire, intermédiaire entre celle des Etats nationaux et celle de l'Etat mondial.

Est-ce à dire cependant qu'en ce qui nous concerne, nous citoyens des pays dont la faiblesse relative fait qu'ils ne peuvent être qu'« à la suite » de l'un ou l'autre des grands Etats qui seuls peuvent réaliser l'unité du monde, il ne nous reste qu'à nous taire et à regarder ?

Je ne le pense pas.

Je crois, au contraire, que nous pouvons agir et jouer notre rôle, si secondaire qu'il soit, dans l'immense révolution que l'humanité est en train de réaliser, mais à la condition que, loin de nous placer sur le terrain du patriotisme et de l'indépendance nationale, nous nous situions résolument sur un plan diamétralement opposé, en nous considérant dès maintenant comme citoyens du monde. Il ne s'agit plus, pour ceux qui ne veulent pas d'un monde unifié par le despotisme, de bougonner contre l'emprise de l'Amérique (tout en en acceptant d'ailleurs les dollars), mais de nous considérer dès maintenant comme citoyens de l'empire américain et d'intervenir à ce titre, avec tous les moyens dont nous pouvons disposer, dans la politique américaine, pour contribuer à la modeler selon nos vues, à l'infléchir dans les directions qui nous paraissent les meilleures.

L'autre camp, l'autre « parti », le parti russe a depuis longtemps abandonné toute idée nationale et d'indépendance nationale ; tous les « communistes » se considèrent comme n'étant, en réalité, que des citoyens soviétiques. Et il ont raison ; et c'est ce qui fait leur force. Nous devons suivre cet exemple, mais, du fait même de la différence de nature entre nos deux « partis », l'un fondé sur le despotisme, l'autre sur une relative liberté, il ne nous faut pas être comme les servants du nouveau czar qui ne sont que des domestiques fidèles suivant les yeux fermés tout ce que le Kremlin ordonne, il nous faut, au contraire, surveiller constamment, critiquer, influencer de toutes manières, ce que fait Washington.

Nous savons tous qu'il y a des centaines de Français qui par besoins d'argent sont aux ordres de l'Amérique, tout comme d'autres, par besoins de mystique, ou aussi par besoins d'argent, sont aux ordres de Moscou. Il est de l'intérêt de tous, et, en premier lieu des Américains, que l'on réagisse contre cette pourriture. Vue sous cet angle, il se peut que l'action de nos camarades du *Courrier syndical* soit utile, mais elle ne peut vraiment l'être qu'à la condition d'être débarrassée de tout relent de nationalisme, qu'à la

condition qu'elle ne s'attaque pas à ceux qui sont à la solde des Américains, parce que c'est à la solde d'Américains, à la solde d' « étrangers » qu'ils sont, mais simplement parce qu'ils sont « à la solde », et que quiconque est à la solde, même de ses « compatriotes », perd par cela même toute dignité et, par suite, toute efficacité.

Etre du parti américain, ce n'est pas être au service du parti américain. Etre d'un parti, c'est, avant tout, s'y exprimer et y agir en toute indépendance.

P.S. — Sur la foi des renseignements assez confus parvenus dans mon patelin, j'avais écrit dans la dernière R.P. que la décision des postiers de Bordeaux de faire une grève illimitée était venue après une décision de la Fédération

postale d'ordonner une grève limitée. Delsol m'écrivit que c'est là une erreur. Il n'y a eu aucun ordre de grève de la Fédération avant la décision de Bordeaux.

Rectifions donc ce détail. Mais notre observation fondamentale demeure : la grève illimitée déclenchée par les services publics au mois d'août leur a valu des résultats substantiels, tandis que les grèves de 24 ou 48 heures décrétées précédemment n'avaient à peu près jamais rien rapporté. La preuve est donc faite une fois de plus qu'à l'égard du patronat, les menaces ou les « avertissements » ne servent de rien, il s'en faut éperdument ; ce n'est que devant des travailleurs vraiment résolus au combat, à un combat au « finish », que patrons et Etat finissent par s'incliner. — R. L.

De Franco à Bao Daï

L'une des idées principales que Montesquieu développe dans son *Esprit des Lois* est que tout régime périt par « corruption de son principe ». Les régimes despotiques, dont le principe est la terreur, périssent lorsque la terreur se relâche. Les républiques, dont le principe est la « vertu », c'est-à-dire le courage et l'esprit de justice dont font preuve ses citoyens, disparaissent lorsque cette vertu s'amoindrit.

C'est là une règle qui est susceptible de généralisation. On peut dire d'une façon générale que lorsqu'un peuple abandonne les principes qui sont sa raison d'être, on est sûr qu'il ne tardera point à connaître la défaite.

La guerre de 39 en a fourni un exemple frappant.

La France républicaine, la France du « Front populaire », représentait, face aux dictatures, le principe de la démocratie. Elle ne pouvait donc s'opposer efficacement aux dictatures de l'Est qu'en affirmant le principe démocratique, non seulement en paroles, mais dans les faits. Or au lieu de cela, elle laissa « corrompre » son principe en lâchant, à l'extérieur, ceux-là qui luttèrent contre la dictature, et en copiant, à l'intérieur, les méthodes mêmes de la dictature.

La France de 36 trahit la République espagnole avec la politique de soi-disant « non-intervention » grâce à laquelle les armes et les soldats d'Hitler et de Mussolini pouvaient pénétrer librement chez Franco, tandis que les républicains étaient soumis à un blocus impitoyable, militaire, économique et financier.

De même, en 38, elle abandonna la République tchécoslovaque au bon plaisir d'Hitler, ne se décidant ensuite à intervenir que pour interdire aux habitants de Dantzig, Allemands de toujours et qui, en maintes élections, avaient affirmé leur volonté d'être rattachés à l'Allemagne, de redevenir Allemands.

Elle trahissait ainsi ses principes, à la fois lorsqu'elle se refusait à agir et lorsqu'elle agissait.

À l'intérieur, le Parlement, dont le droit à faire, seul, la loi, est la base de tout régime démocratique, abandonnait ce droit entre les mains d'un ambitieux mégalomane qui, à coup de décrets-lois, dotait la France d'une législation fasciste permettant de faire poursuivre l'expression de n'importe quelle opinion et introduisant en France le régime typiquement fasciste de ces « camps de concentration » où l'on peut envoyer n'importe qui, sans raison, sans juge-

ment, en vertu simplement du « bon plaisir » du prince.

Puis, lorsque la guerre eut été déclarée, ce fut du délire ! La bourgeoisie ne pensa plus qu'à saisir l'occasion, pour prendre sa revanche de 36. Tout ce qui était ouvrier, et, a fortiori, tout ce qui était révolutionnaire, devint, par cela seul, suspect. Toute presse indépendante fut, en fait, supprimée par le moyen de la censure, et les cinq ans de prison distribués en série par les tribunaux militaires s'abattirent sans répit sur quiconque était dénoncé comme ayant tenu des propos qui n'étaient pas à la gloire de M. Daladier, de ses ministres ou de ses généraux !

La guerre, ainsi, n'avait plus rien d'une guerre contre le fascisme, d'une guerre contre la dictature ; elle n'était plus qu'une guerre entre deux fascismes, l'un déjà pleinement établi, l'autre cherchant à s'établir par le moyen d'une victoire militaire.

Le résultat fut celui que l'on sait. Le Français, qui ne se bat que lorsqu'il estime que ce pour quoi il se bat en vaut la peine, refusa de se battre. Et ce fut la honteuse débâcle !

La « débâcle », la France l'avait déjà connue en 70 lorsque les Français refusèrent de se battre pour la dictature de Louis-Napoléon ; elle la connut de nouveau en 40 lorsqu'ils refusèrent de se battre pour la dictature de Daladier, Reynaud, Mandel et autres.

Eh bien ! l'Amérique de 53 suit très exactement les traces de la France des années 36. Elle aussi est en train de « corrompre son principe ».

L'Amérique n'a qu'une raison valable pour s'opposer à la Russie : c'est la défense de la liberté et du droit, ceux des individus et ceux des peuples. L'histoire lui a passé le flambeau que la France a laissé choir de ses mains.

Or si c'est cette défense qu'elle a paru, en effet, vouloir assurer durant les années qui suivirent immédiatement la guerre, c'est une politique diamétralement opposée qu'elle pratique aujourd'hui.

Alors que l'Amérique a déjà à sa disposition toute l'Europe occidentale et l'Afrique du Nord pour y installer autant de bases aériennes et navales qu'elle peut en désirer, elle a découvert qu'elle pourrait aussi en établir quelques-unes en Espagne, et, bien que ces dernières ne présentent qu'un intérêt militaire quasi nul, elle a saisi ce prétexte pour offrir à Franco toute l'aide

économique, militaire et financière dont il avait besoin. Pour défendre la liberté, elle s'allie ainsi avec le pire ennemi de la liberté ! Pour empêcher l'Europe de tomber sous la botte de Malenkov, elle rive l'Espagne sous celle de Franco ! La raison d'être de sa lutte contre le communisme, par cela même, donc, déjà disparaît.

Mais il y a plus !

Dans toute l'Asie, l'Amérique trahit, plus directement encore, son principe.

Comme tout pays, la Chine a le droit de se choisir le régime qu'elle veut. Or entre Mao Tsé-tung et Chang Kai-shek, elle a choisi Mao Tsé-tung. Son choix est indubitable : elle l'a fait par la force des armes. L'armée populaire de Mao Tsé-tung, soutenue matériellement par la Russie, n'a pu battre, après une longue guerre, l'armée mercenaire de Chang Kai-shek, soutenue matériellement par l'Amérique, que parce que le peuple était avec elle. Dans de telles circonstances, c'est le sort des armes qui témoigne de la volonté du peuple.

Or aujourd'hui, non seulement Washington refuse de reconnaître la nouvelle Chine, mais organise l'« agression » contre elle. En donnant l'ordre à sa flotte du Pacifique d'interdire toute action de la Chine contre Formose, tout en permettant toute action de Formose contre la Chine, et en fournissant les gens de Formose d'argent, de matériel de guerre et de conseils militaires pour leurs opérations contre le littoral chinois, l'Amérique non seulement autorise l'agression, mais elle y participe.

En Indochine, il en est de même. L'Amérique s'y met dans le camp de l'agresseur en lui fournissant armes, dollars et conseils pour la poursuite de son agression !

Faut-il, en effet, rappeler, encore une fois, qu'il n'y a en Indochine qu'un agresseur, et que cet agresseur est la France.

La France est l'agresseur parce que toute puissance coloniale, toute puissance qui s'est établie dans un pays étranger et y demeure par la force des armes, est, par définition même, un agresseur.

Mais, dans ce cas particulier, la France est encore plus directement agresseur du fait que, après avoir reconnu le gouvernement du Viet-Nam et avoir signé avec lui un traité établissant ses droits, elle a violé impudemment ce traité, le jour même de son entrée en vigueur, en se livrant à une série d'attaques à main armée, répétées jusqu'au jour où, après trois semaines, elle parvint à forcer le Viet Minh à lui faire la guerre. (Voir dans la « R.P. » de février 52 le rappel des événements survenus entre le 30 octobre et le 25 novembre 46).

Notre presse à tout faire et notre radio d'Etat ont coutume de parler des « rebelles » d'Indochine. En effet, il y a des « rebelles » en Indochine, mais ces rebelles sont Bao Dai et consorts qui, par ordre de la France et sous sa protection, ont établi un nouveau gouvernement contre le seul gouvernement régulier, celui qui avait été reconnu même par la puissance occupante, le gouvernement du Viet Minh.

Or l'Amérique, qui pendant toutes les premières années, avait pris parti pour le Droit en invitant la France à cesser les hostilités et à faire la paix avec le Viet Minh, a aujourd'hui pris place, elle-même, parmi les « rebelles ».

Elle ose galvauder sans vergogne cette notion d'agression qu'elle avait si justement brandie dans l'affaire de Corée, en désignant tout sim-

plement comme « agresseurs » les agressés d'Indochine. Les gens de la Corée du Nord et leurs inspireurs russes avaient, eux aussi, osé prétendre, contre toute évidence, le jour où ils envahirent la Corée du Sud, que cette dernière était l'agresseur. En prétendant semblablement, contre toute évidence, qu'en Indochine c'est le Viet Minh qui est l'agresseur, l'Amérique tombe juste au même niveau qu'un satellite de Staline.

Et voici maintenant que Dulles prétend interdire à la Chine d'aider le Viet Minh ! Toute entrée de troupes chinoises en Indochine serait, dit-il, considérée par l'Amérique comme une nouvelle agression !

Et de quel droit ?

Pourquoi la Chine ne pourrait-elle aider Ho Chi-minh, président du gouvernement régulier du Viet-Nam, alors que l'Amérique aide Bao Dai, l'usurpateur ? Et pourquoi les troupes chinoises ne pourraient-elles entrer au Tonkin alors que les troupes françaises, qui ne sont pas plus annamites, je suppose, que les troupes chinoises, s'y trouvent ?

Que les troupes françaises se retirent du Viet Nam, et alors, oui ! si la Chine fait franchir à ce moment la frontière par ses troupes, elle commettra une agression, mais pas avant !

Enfin, pour clore la série des « corruptions » auxquelles procède la nouvelle administration américaine, rappelons que l'Amérique, l'Amérique de Lincoln dont le « principe » est le gouvernement du peuple « par le peuple et pour le peuple », vient de faire renverser en Iran, à coups de dollars, un gouvernement démocratique en passe d'établir la république, pour y restaurer un régime de monarchie absolue et de dictature militaire !

Ainsi, les principes pour lesquels l'Amérique pouvait encore prétendre légitimement combattre il y a peu d'années, et qui pouvaient rallier autour d'elle, et les peuples d'Occident, et les peuples d'Asie, et les peuples d'Afrique, ainsi que toutes les forces de liberté éparses dans le monde, ne sont plus que dérisions.

De même qu'en 39 la conduite des gouvernements français et anglais avait été telle durant les années précédentes qu'il devenait impossible que la guerre contre l'Allemagne puisse passer aux yeux de tout homme de bonne foi, comme une guerre contre le fascisme, qu'elle n'était manifestement qu'une guerre entre deux fascismes, de même, aujourd'hui la conduite de l'Amérique est telle que son conflit avec la Russie tend à ne plus apparaître comme un conflit entre la liberté et le despotisme, mais simplement comme un conflit entre deux despotismes rivaux.

Le terrible est que les conséquences de la corruption des principes ne se révèlent que lorsqu'une situation critique est atteinte. La conséquence de l'abandon par la république française de son principe durant les années 36 et suivantes, ne s'est révélée que le jour où les troupes françaises ont lâché pied ; la conséquence de l'abandon de son principe par la république américaine ne se révélera sans doute que le jour où les Etats-Unis auront besoin de leurs alliés et où ceux-ci les lâcheront.

La victoire de l'Occident sur le despotisme oriental, qui apparaissait encore il y a peu de temps comme presque une certitude, devient de moins en moins sûre. La Russie a non seulement la bombe H, mais elle est en train de se gagner toute l'Asie. Politiquement comme militairement, l'Amérique devient relativement plus faible chaque jour.

Robert LOUZON.

LE SYSTÈME DES OTAGES OU LE MASSACRE DES INNOCENTS

Le 8 août, Ahmed Belgaroui — que le correspondant du « Figaro » en Tunisie présente à ses lecteurs comme le Glaoui tunisien — est abattu dans son bureau par un inconnu non encore arrêté. Le Résident général réunit les responsables du « service d'ordre » et fait publier un communiqué où on lit notamment :

« Des mesures de sécurité sont prises sur place... Au cas où ces mesures s'avèreraient insuffisantes, je suis fermement décidé à les renforcer autant qu'il en sera nécessaire. »

Dans la nuit du 8 au 9 août, le couvre-feu est décrété dans tous les villages du Sahel.

Le 10 août, la résidence générale convoque tous les contrôleurs civils dans une réunion extraordinaire à Tunis ; l'examen des mesures propres à mettre fin à la « recrudescence du terrorisme » en Tunisie semble être la principale préoccupation de ce petit « conseil de guerre ».

Le 10 août, le général Garbay prend l'avion pour Paris.

Depuis cette date, les troupes françaises semblent vouloir appliquer la consigne de semer la terreur, dans les régions du Sahel, du Cap Bon et du Sud tunisien — c'est-à-dire là où ont eu lieu auparavant des « incidents ».

Femmes, vieillards et enfants désertent villes et villages pour se réfugier dans les campagnes et éviter les « balles perdues » des forces armées déchainées.

Venant renforcer l'état de siège, le couvre-feu s'étend à toutes ces régions où la population est précisément la plus dense et la plus laborieuse. De 18 h. à 6 h. du matin, toute circulation est rigoureusement interdite. D'où une paralysie du travail dans les campagnes à une période cruciale de l'activité agricole, dans l'oasis de Gabès, les champs du Sahel et les vergers du Cap Bon. La situation économique, déjà assez grave, s'en trouve tragiquement affectée.

Les propriétaires de voitures de louage se sont vu retirer leur permis de circulation, ils ont été pour la plupart éloignés ou jetés dans les prisons sous prétexte qu'ils transportent les « fellagas » et les ravitaillent en armes et munitions. Le désarroi est d'autant plus vif que ce permis leur a coûté à chacun 500.000 francs sans compter les autres menus cadeaux pour faciliter les démarches auprès des autorités compétentes. Leur nombre va grossir celui déjà important des chômeurs et aggraver encore la crise sociale.

Accablés de désespoir, ils deviennent assoiffés de sacrifices et la « résistance » devient pour eux, comme pour tous les autres opprimés, « sœur de rêve ».

UNE TECHNIQUE QUI SE PERFECTIONNE

Quand les prétextes font défaut, on les invente et quand les chefs d'inculpation manquent on les improvise. Les perquisitions infructueuses effectuées dans les demeures des nationalistes irri-

tent les autorités ; on se charge alors de glisser des armes et munitions de « marque » et d'arrêter les « dangereux malfaiteurs » sous l'inculpation de détention d'armes.

Ainsi la technique répressive semble se perfectionner :

a) Perquisitions « montées », déclenchant arrestations et ratissages ;

b) Flagellations et tortures des nationalistes sur la place publique ;

c) Exécutions sommaires des responsables locaux sous le prétexte mensonger d'« usage d'armes contre les forces de l'ordre ».

N'ayant manifestement pas obtenu du gouvernement français que le système des otages soit officiellement admis et publiquement mis à exécution, les forces répressives le pratiquent avec une rare rigueur, passant outre à l'avis de Paris.

Ainsi M. Bechir ben Mabrouk Djaziri, secrétaire général adjoint du syndicat des agriculteurs de Menzel Gabès, relevant de la centrale syndicale de l'Union générale de l'agriculture tunisienne, est arrêté alors qu'il vaque paisiblement à ses affaires : accusé d'avoir prêté main-forte aux « fellagas », il est conduit sous bonne escorte à son domicile où on feint de procéder à une perquisition. Là dans sa propre chambre à coucher, devant sa femme et ses enfants, il aurait été abattu sans autre forme de procès, enveloppé dans une couverture et transporté quelque part où on le jette dans une fosse improvisée. Sa femme s'est vu interdire l'accès du cadavre et l'inhumation de la victime selon les traditions musulmanes. Des soldats montent la garde auprès de la fosse avec l'ordre de faire feu sur toute personne qui viendrait rendre un pieux hommage au disparu.

A Moknine dans le Sahel, le 13 août, les « forces d'ordre » font irruption dans la demeure de la tante de M'Hamed ben Salah et forcent les portes des locaux avoisinants. Les femmes poussent des cris, les habitants accourent et les soldats tirent dans le tas : M'Hamed M'Sali est abattu, plusieurs personnes sont blessées.

A Kalaâ Kebira notamment et dans la région de Sousse, une trentaine de nationalistes et de syndicalistes membres de l'U.G.T.T., de l'U.G.A.T. et de l'U.T.A.C. sont arrêtés le 14 août sous l'inculpation de détention d'armes et de munitions : il ne s'agit que de cartouches déposées par les autorités elles-mêmes dans les demeures des victimes lors des perquisitions.

Le 16 août, au Djebel Meidoudi, une bataille oppose des fellagas aux forces de l'ordre. Bilan : 3 soldats abattus et 5 Tunisiens tués.

Le 18 août, les troupes sillonnent toute la région avec autos blindées et chiens policiers. 4 paisibles habitants sont arrêtés et exécutés sommairement au vu de leurs compatriotes. Ce sont Ali B. Belgacem El Hamrouni, Tahar Ben Mosbah Bou Haïfa, Nefti Ben Hassine et Belgacem ben Mohammed ben Amor.

Le 18 août également, Menzel-Temim dans le Cap Bon est violemment ratissée à la veille de l'Aïd el Kébir. Toutes les demeures des membres de la cellule néo-destourienne sont saccagées et pillées. Mohamed ben Eechir ben Fadhl, président de la cellule locale et secrétaire général du syndicat des agriculteurs producteurs de l'U.G.A.T., est arrêté, pris sous escorte et « promené » dans les rues de la ville. Conduit chez lui il est abattu en présence des siens. Non satisfaits de cet assassinat, les C.R.S. refusent de livrer le cadavre à sa jeune femme éplorée et à son vieux père qui n'a plus de soutien.

Effectuant, le jour même une tournée à Sayada, un indicateur de police du nom de Horrig a été abattu ; les gendarmes de Moknine et de Ksar-Hellal, des gardes mobiles et des gardes républicains procèdent au ratissage de la région à 1 heure du matin. Deux Tunisiens sont exécutés : Brahim ben Tahar ben M'Hamed Bel Abed et Mohammed ben Fradj ben Othman ben Hadj Mheni.

Le jour même également, Medenine dans le Sud tunisien est soumise à de « rudes opérations de police ». Huit Tunisiens sont abattus sous le prétexte de détention d'armes.

Le 19 août, 14 personnalités tunisiennes sont arrêtées au Kef dont : Abdallah Chaouch, professeur de l'annexe de la grande Mosquée au Kef ; Salah Ben Aïche, président de la fédération du néo-destour, gravement malade ; Mouldi Khmassi, ainsi que les dirigeants régionaux des trois grandes centrales nationales, syndicale, ouvrière et patronale : Ahmed Amara, secrétaire général de l'Union régionale du Kef (U.G.T.T.), Docteur Salah Majed, secrétaire général de l'Union régionale du Kef (U.G.A.T.), Mohammed Karma, secrétaire général de l'Union régionale du Kef (U.T.A.). Toutes ces personnalités sont inculpées de détention d'armes et soumises à des tortures et sévices multiples.

Le 21 août, à la suite de la grève spontanée de solidarité avec le peuple marocain dans toute la Tunisie, 12 nationalistes sont arrêtés à Monastir, dont : Salem Bechir et Mohammed Zerafi.

Les autorités ont évidemment pris soin de déposer au préalable des cartouches et des armes dans les demeures de ces personnalités pour les traduire devant le tribunal militaire avec l'inculpation désormais passe-partout (détention d'armes).

Le 25 août, c'est au tour de Béja, dans le nord, d'être ratissée. Les autorités pénètrent dans les demeures de trois membres de la fédération du néo-destour, y déposent armes et cartouches et arrêtent, entre autres, Ali Zlaoui, Rachid b. Youssef et Mustapha ben Khalifa, dont le sénateur Léo Hamon a auparavant assuré la défense devant le tribunal militaire de Tunisie.

Le même jour, Djebel Labiod (région de Béja), subit une opération de police. Abdelaziz el Bahri, secrétaire général des agriculteurs producteurs et membre de la commission administrative de l'Union générale de l'agriculture tunisienne, est arrêté.

Les 26, 27 et 28 août, durant la nuit, un ratissage de grand style a été opéré dans le sud du Sahel et plus particulièrement à Ksar-Hellal, Moknine, Teboulba, Bekalta et Sayada. Dans la nuit du 27 au 28, des grenades sont lancées contre certaines demeures à Ksar-Hellal, notamment celle de Salem El Hedjeri, blessant grièvement sa femme.

Le 30 août à Monastir, dans le Sahel, deux gardes républicains sont attaqués par des Tunisiens devant la caserne qui se trouve à l'entrée de la ville. L'un meurt, l'autre est blessé. Déchaînement

des troupes de répression qui font irruption dans les rues à grands renforts d'autos blindées, chiens policiers et C.R.S., armés de mousquetons. Au milieu des rafales de mitraillettes, un ratissage monstre met à sac, dans la nuit du 30 au 31 août, de nombreuses demeures. Arrestations massives, tortures sur la place publique et, pour servir d'exemple, 4 personnes des plus représentatives sont arrêtées et sommairement exécutées au vu des habitants. Ce sont Mustapha Ben Hassine Jannatte, chef de la jeunesse destourienne ; Hadj Said Merchaoui, commerçant, trésorier adjoint de la cellule néo-destourienne, et dont le fils âgé de dix ans s'est accroché aux jambes du garde républicain en criant : « Ne tuez pas mon père » ; Abdeselem Trimèche, ouvrier boulanger, chargé de la propagande ; Ahmed el Ghandri, agriculteur, propriétaire, militant.

Une cinquantaine de personnes arrêtées sont soumises, à la caserne de Sousse et à celle de Monastir, à des supplices inouïs.

En outre, deux cadavres ont été trouvés criblés de balles le lendemain sous les remparts de la ville. Il s'agit de : Ameur Zeguina et Mohammed Slama, âgé de 16 ans.

D'autre part, le nombre de blessés actuellement hospitalisés est de 41 dont 4 devaient décéder le 2 septembre ; celui des blessés légers est indéterminé.

Le 31 août au matin, les gardes mobiles demandent aux parents des victimes de venir chercher les cadavres. Les parents refusent et exigent autopsie et constat. Les dépouilles mortelles sont alors amenées par les gardes mobiles eux-mêmes aux domiciles familiaux, et les parents sont avisés que l'enterrement devait avoir lieu le lendemain entre 6 h. et 7 h. du matin avec un cortège de dix personnes au plus, et sous l'escorte des gardes mobiles eux-mêmes.

Conséquence de la nuit tragique du 31 août : grève dans tout le Sahel ; tout est fermé. Déchaînement nouveau des troupes de Garbay qui, brisant les portes des magasins, saccageant et détruisant tout ce qui leur tombe sous la main, obligent les habitants à rompre leur grève.

Le 1^{er} septembre, dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, et une heure avant l'entrée en vigueur du couvre-feu étaoli dans tout le Sahel, des gardes républicains font irruption sur la plage de Sayada et, sans aucun prétexte, ouvrent le feu sur les jeunes Tunisiens qui se promènent au bord de la mer. Bahri ben Said ben Hadj Essid, âgé de 20 ans, est abattu. On compte de nombreux blessés dont l'état de plusieurs d'entre eux est jugé grave.

Ainsi tout le Sahel vit dans la terreur. Les autorités du protectorat visent manifestement l'extermination de tous les éléments représentatifs de la population de cette région.

Un contrôleur civil suppléant vient d'être nommé dans le caïdat de Monastir. Il a pour rôle de combattre tous les nationalistes et tous les cadres des organisations nationales sur le terrain particulier de l'économie. C'est ainsi qu'après avoir retiré toutes les autorisations de transport et de louage automobile, dans sa circonscription, il s'acharne maintenant contre les agriculteurs, les commerçants et les artisans dans le but de les ruiner et de « couper » les vivres au néo-destour.

REGION DE ZAGHOUAN

1^{er} septembre : dans la région de Zaghouan, une expédition punitive composée uniquement de gardes républicains se rend dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre à Djebibina. Après un ratissage de grand style, on procède à de nombreuses

arrestations, particulièrement celles des dirigeants syndicaux locaux : Mabrouk ben Lakrami ben Mohammed, secrétaire général du Syndicat des agriculteurs producteurs de Djebibina et membre de l'Union régionale de l'agriculture tunisienne de Zaghouan ; Tahar ben Kraiem Trabelsi, membre du syndicat des agriculteurs producteurs de Djebibina.

REGION DE GAFSA

A la suite de la mort d'un garde républicain, six otages tunisiens dont un directeur d'école coranique ont été sommairement exécutés sur la place publique de Ksar (petit village à proximité de Gafsa). 2 septembre : lors d'une opération de police à M'Dilla, un Tunisien est abattu dans sa demeure par les gendarmes et un autre blessé. Plusieurs arrestations sont opérées sous l'inculpation passe-partout (détention d'armes).

REGION DE GABES A EL HAMMA

Liste non encore définitive de quelques victimes des pillages : Ahmed ben Ali ben Mohammed, 3.000 fr. ; Bechir ben Baccar ben Ali, librairie pillée, tous les livres ont été déchirés ; Bechir ben Hassine ben Hassine, boutique pillée, jarre d'huile brisée, vol d'argent non encore évalué ; Abdallah ben Issaoui ben Ammar, magasin pillé, tout l'argent liquide se trouvant dans le tiroir a été emporté ; Sadok ben Abd. Issaoui, boutique pillée, tout l'argent liquide se trouvant dans le tiroir emporté ; Sadok ben Sassi ben Ferhat, portes du magasin et du domicile brisées ; El Ayadi ben Ali ben Ahmed, boutique pillée, argent volé ; Mme Hamida bent Abderrahman Nehidi, tous les bijoux en or extorqués de force.

UN PEUPLE CORIACE

Ainsi tout un peuple condamné par la censure à l'asphyxie subit les assauts quotidiens et se trouve pieds et mains liés en face de la furie des « forces de l'ordre ». Chaque village en Tunisie

attend de pied ferme son tour de ratissage et chaque Tunisien son lot d'oppression. Ainsi la mort rôde dans les rues et partout. Personne ne se résigne à « crever » comme un chien entre quatre murs.

Quant à la presse locale de langue française, elle ne cesse d'exciter à la haine et de prêcher la violence ; elle ne parle des « incidents » que pour en donner l'interprétation officielle et évidemment mensongère. Presque chaque jour, cette presse nous annonce, entre autres informations, la mort de Tunisiens à la suite de manipulation de grenades et engins de guerre, ce qui est proprement un travestissement de la vérité. Il s'agit en réalité de grenades jetées sur divers groupes de Tunisiens par les militaires qui sillonnent la Tunisie en tous sens avec leurs autos, camions et jeeps. C'est ainsi que de nombreux bergers, campagnards et autres ont trouvé la mort.

Les éloignés politiques n'ont pas été épargnés dans leur camp aux confins du Sahara. Des mesures rigoureuses sont prises à leur rencontre : suppression de la radio et des journaux, interdiction des promenades, aggravation du régime alimentaire, restriction dans la correspondance, les colis et les douches, vexations et brimades de toutes sortes.

LA CONSPIRATION DU SILENCE

Une sorte d'accoutumance aux ratissages semble avoir émoussé la sensibilité de l'opinion publique tant en France que dans le monde. Rares sont les voix de l'extérieur qui se sont élevées contre les crimes de ces derniers temps.

L'insécurité règne en Tunisie et nul ne sait ce que réserve l'avenir. Tout le monde s'attend à de nouvelles vagues répressives et à d'autres mesures coercitives, car il semble bien que les mesures prises par le résident général de Haute-cloque s'avèrent insuffisantes et tout porte à croire qu'il laisse à son successeur le soin de « les renforcer autant qu'il en sera nécessaire ».

ALERTE A L'HITLERISME !

Voilà le « travail » des C.R.S. de la IV^e République. Est-ce que les SS du III^e Reich ont fait pire ?

Les SS traitaient les résistants français et leurs amis comme des bandits. Les C.R.S. traitent les résistants tunisiens de fellagas (bandits, en arabe), pillent et abattent leurs amis.

Les premiers avaient au moins le prétexte de la guerre. Les seconds ne sont que des provocateurs.

En tout cas le système des otages est aussi cher à la IV^e République qu'il l'était au III^e Reich.

Et personne n'y échappe. Les soi-disant fellagas comme les personnes ayant bénéficié d'une « mesure de clémence ».

« Tout acte de sabotage ou de terrorisme commis dans une localité entraînera la mort de trois grands chefs destouriens de ce lieu. Rien ne nous arrêtera ».

Cette déclaration de guerre, écrite en français, était épinglée sur les vêtements de Hedi Chaker, la dernière victime des policiers du gang Colonna — les mêmes qui assassinèrent Furhat Hached, le 5 décembre 1952.

De leur côté les militants de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens recevaient un tract de la même encre, comme le prouve cet extrait :

« Dans chaque ville, on a formé un comité qui désigne les personnalités et un comité de terroristes bénéficiant de tous avantages matériels et rece-

vant des armes. Cette organisation qui a pris nom de « Les Sacrifiés » a décidé de prendre dix otages dans chaque ville où une personne sera tuée. Peut-être, lecteur, seras-tu l'un de ces dix hommes. Dieu soit loué — tiens alors compte de ce communiqué... Si, à partir de ce jour, un crime est commis sur une personne par la main terroriste, nous tuerons, comme otages, dix des meilleurs de sa ville, parmi les destouriens, les syndicalistes et les notables. »

Le dessein de décapiter le mouvement tunisien est très net.

Les colons et tous les Colonna de l'administration ne tiennent pas du tout à se trouver face à face avec des hommes libres. Des esclaves feraient mieux leur affaire. Des esclaves qui auraient des représentants à la mesure de leurs maîtres, comme le proxénète El Glaoui, par exemple.

C'est pour permettre aux Glaoui tunisiens de se vendre en toute sécurité que les militants de l'U.G.T.T. et du Néo-Destour, c'est-à-dire les représentants véritables du peuple tunisien, les interlocuteurs qualifiés, capables de défendre ses intérêts, doivent disparaître.

Par tous les moyens.

Hier, Farhat Hached, secrétaire général de l'U.G.T.T. ; aujourd'hui le compagnon de Bourguiba, Hedi Chaker, membre du bureau politique du Néo-Destour et président de la fédération néo-

destourienne de la région de Sfax. Interné à Tabarka au lendemain de l'arrestation des membres du ministère Chenik, puis transféré à Remada (sud tunisien) et au fort de Djerba en 1952, il avait été placé, il y a quelques semaines en résidence forcée à Nabeul, par « mesure de clémence ».

Le 14 septembre, vers 2 heures du matin, Chaker appelle à son secours par téléphone le poste de police de Nabeul, situé à trois cents mètres.

Des inconnus tentaient de défoncer la porte de sa demeure. Les policiers — comme par hasard — arrivèrent trop tard. La porte avait été défoncée par un explosif et Chaker enlevé par trois individus en voiture. Son corps, criblé de balles de mitraillette, était découvert dans la matinée sur la route de Nabeul à Grombalia.

Hedi Chaker avait 45 ans.

* *

Ainsi la chasse au Tunisien est ouverte en permanence. Le Français qui s'y livre, non seulement n'est jamais inquiété, mais il a même à sa disposition les armes et le matériel nécessaires.

Nous avons cru, un moment, que devant la monstruosité de l'assassinat de Farhat Hached, les criminels avaient pris peur.

Notamment désignés, ils pouvaient tout craindre de l'indignation de quelques consciences.

On aurait pu le croire en lisant le plaidoyer pro corsico d'Antoine Colonna devant le Conseil de la République, le 8 juillet dernier.

Quand un chef de gang affirme « déplorer la fin brutale » de sa victime — Farhat Hached — et « s'être incliné devant la douleur des siens », c'est que le moral n'est pas très bon, même si on a la prétention d'appartenir à un pays dont les hommes « viennent au premier rang des Français qui ont payé de leur vie les erreurs de faux humanitaires, de maniaques de la destruction de l'œuvre impériale française... »

C'est que le torchon brûlait à l'époque dans certains commandos, et Colonna n'était plus tellement fier de compter parmi les hommes venant au premier rang des Français qui assassinent sans courir aucun danger.

Les bandits de la Corse de ma jeunesse sont rarement descendus aussi bas dans la lâcheté, même quand ils ne couraient pas le risque de se trouver le lendemain devant des justiciers armés.

Nous croyions d'autant plus à cette peur des criminels que des personnalités françaises de France, et non des moindres (France-Maghreb), trouvaient intolérable l'impunité dont jouissaient toujours les assassins de Farhat Hached et se proposaient de mettre les responsables au pied du mur.

Colonna et ses tueurs, malgré le satisfecit obtenu du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Maurice Schumann, devant le Conseil de la République, n'étaient pas rassurés.

Il était aussi question d'une tentative du Comité d'études des problèmes d'outre-mer, présidé par le général Catroux, de trouver une solution au différend franco-tunisien, comité dont la délégation du Néo-Destour à Paris « encourageait les louables efforts ».

Voici l'essentiel d'une motion adoptée par ce comité :

— Réaffirme le principe de la perennité de la présence française en Afrique du Nord.

— Vise l'évolution démocratique de la Tunisie.

— Condamne toute politique de force ou de demi-mesure.

— Préconise une « loyale et franche confrontation des idées » pour la création d'une « Union franco-tunisienne » dans le cadre des traités.

— Propose pour la Tunisie :

a) la réaffirmation par la France du principe de la souveraineté tunisienne ;

b) libre exercice de cette souveraineté dans le domaine des affaires intérieures ;

c) le prompt établissement en Tunisie d'un régime d'autonomie interne comportant un gouvernement tunisien homogène et une assemblée législative élue ;

d) le tout réalisé progressivement selon un programme établi d'un commun accord et fixant avec précision la chronologie et la substance des étapes.

— Propose pour la France :

a) le maintien des prérogatives résultant des traités ;

b) la définition et la garantie par voie contractuelle des droits et intérêts de la France en Tunisie ;

c) détermination d'un mode de représentation des Français de Tunisie compatible avec la souveraineté tunisienne.

Le Comité préconise au préalable les moyens suivants :

— des mesures d'apaisement de nature à recréer un climat de confiance et de détente.

— une déclaration du gouvernement français énonçant les principes ci-dessus ;

— la reprise en France du dialogue sur ces bases ;

— la désignation à cet effet par S. A. le bey de personnalités représentatives de l'opinion tunisienne, habilitées à mener en son nom les négociations.

Oui, les assassins de Farhat Hached pouvaient craindre l'expiation.

La riposte à ceux qui demandaient des comptes comme à ceux qui voulaient que les négociations soient transférées à Paris est venue du maréchal Juin.

Par la déposition du sultan du Maroc, Sidi Mohammed ben Youssef, le maréchal affirmait sa puissance.

On pouvait donc signoler le « travail » du général Garbay. La lâcheté — dans l'immédiat — était payante.

* *

Depuis que l'Amérique des républicains est revenue sur la politique coloniale de l'Amérique des démocrates, l'hittlérisme colonial a désormais les mains libres. Et un chef, le maréchal Juin.

Un chef que Paris couvre d'honneurs — bâton de maréchal, fauteuil à l'Académie française — et dont il consolide la puissance, dans les domaines colonial et militaire.

C'est ainsi qu'un décret ministériel du 18 août dernier ordonne au gouvernement de consulter le maréchal Juin sur « toutes les propositions d'officiers généraux et leur affectation... quand il s'agit de postes importants... Il dispose d'un droit permanent d'inspection des formations et des services ». Juin, l'homme de Pétain de 1941 à 1943, qui l'eût cru !

Des officiers généraux sont déjà ses créatures : le général Guillaume, résident général de France au Maroc ; le général Duval (des fusillades du Constantinois, mai 1945 - 40.000 victimes), commandant la région de Casablanca ; le général des ratissages de Tunisie, Garbay (des massacres de Madagascar - 80.000 victimes) ; le général Carpentier, chef de l'état-major de Juin, commandant en Indochine.

Voizard, le nouveau résident général de France à Tunis, est aussi un homme de Juin.

La position de Juin dans les colonies est donc très forte. Or les colonies sont le réservoir des soldats d'élite de l'armée française. Ce sont les troupes coloniales qui ont fait de Juin un maréchal de France et qui en feront sans doute demain le chef de l'Etat français. Avec la bénédiction de l'Amérique républicaine. Voyez Franco !

J.-P. FINIDORI.

Des Elisabeth aux Cromwell

ou

LES PERSPECTIVES RÉVOLUTIONNAIRES DES AGES ÉLISABÉTHAINS

Deux noms de reines président aux deux époques les plus importantes de l'histoire d'Angleterre et de cet empire mondial dont l'Angleterre devint la métropole : ce sont ceux d'Elisabeth et de Victoria.

Elisabeth qui peut, sans grande impropriété du terme, être nommée Elisabeth « la Grande », et Victoria, qui fut la médiocrité en personne et qu'on peut appeler assez justement Victoria « la chanceuse ». Mais aujourd'hui, une troisième reine, Elisabeth II, vient de monter sur le trône. Espérons qu'elle n'aura pas la malchance d'être appelée, après sa mort, par opposition avec son illustre homonyme, Elisabeth « la Petite ».

L'évolution d'un empire

A la différence de Minerve sortant du cerveau de Jupiter, l'empire britannique, cet « empire romain » des temps modernes, n'est pas apparu dans le monde brusquement, pleinement formé et tout armé. Bien au contraire, il passa par des stades successifs dont chacun eut ses caractères particuliers.

La première Elisabeth et ses rudes marins, qui brisèrent la puissance de l'Espagne, furent les précurseurs de l'empire qui allait naître : ce fut sous le règne de la « reine vierge » que Britannia sortit de la mer revêtue de son armure et pointant son trident vers les sept mers du globe. Ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de l'écrire dans la *R.P.*, l'époque de la première Elisabeth fut l'âge des « commencements ».

Si Elisabeth fut le précurseur, le saint Jean-Baptiste ou le Hérode de l'empire britannique — au sexe et aux caractéristiques personnelles près ! — le vrai fondateur de l'empire fut Olivier Cromwell, qui naquit sous Elisabeth et fut l'authentique créateur de la Grande-Bretagne moderne et de son frère siamois, l'impérialisme britannique.

Ce fut aussi Cromwell qui prévit prophétiquement l'avenir de l'empire qu'il fonda lorsqu'il déclara que « personne ne va aussi loin que celui qui ne sait pas où il va », car n'est-ce pas un historien moderne qui a décrit l'« expansion de l'Angleterre » comme s'étant produite « sans que l'esprit y eût aucune part ». (Sir John Seeley : *L'Expansion de l'Angleterre.*)

Le sang du dernier roi féodal d'Angleterre, Charles I^{er}, versé sur l'échafaud de Whitehall le 30 janvier 1649, n'était pas encore sec que « l'Acte de Navigation » (1) établissait la prétention de la Grande-Bretagne à la domination mondiale ; la dure et pénible lutte qui s'ensuivit avec la

Hollande fut une seconde borne sur la route qui devait conduire la Grande-Bretagne à son empire mondial.

Car la première borne avait été mise par Cromwell lui-même, lorsque l'Angleterre, conduite par sa main de fer et pénétrée de la doctrine calviniste de la prédestination, avait posé les fondements de l'empire britannique en se transformant en « Grande-Bretagne » par la conquête successive de l'Irlande, de l'Écosse et du Pays de Galles ; en fait, la « Grande-Bretagne » fut l'embryon de l'empire britannique, ou plutôt de l'empire anglais, dont les Galles, l'Écosse et l'Irlande furent les premières colonies.

Si Cromwell fut le « Lénine » de l'Angleterre moderne, ainsi que l'appela un jour Trotsky, ses disciples, les whigs, en furent les « bolcheviks », et William Pitt, comte de Chatham (2), en fut le « Staline », un Staline aussi efficace que celui qui vient de mourir.

Sous Chatham, l'« organisateur de la victoire » anglais, et sous l'oligarchie whig, la Grande-Bretagne devint la première puissance du monde. Et lorsque le second Pitt eut défendu victorieusement contre Napoléon ce que le premier avait enlevé aux Bourbons, l'empire britannique fut fait. C'est ce que vit bien cet archiréaliste de Napoléon lorsque, examinant le monde, sans passion, du haut de son rocher de Sainte-Hélène, il remarqua que le résultat net de sa carrière avait été de faire de l'impérialisme britannique le maître du monde et du XIX^e siècle.

En se plaçant à ce point de vue, qui est essentiel, on peut décrire le drame napoléonien comme celui de « Bonaparte contre l'oligarchie britannique » ; au temps de la moderne Angleterre, tout comme au temps de l'ancienne Rome lorsque celle-ci eut à faire face à Hannibal, ce fut l'oligarchie, la ténacité d'une collectivité médiocre, qui l'emporta sur le génie individuel d'un Titan.

L'Angleterre et les trois révolutions

L'« âge d'or » de l'empire britannique, son « moment historique », le XIX^e siècle, ne fut pas le produit direct de quelque génie individuel. Ce fut bien plutôt le résultat de l'interaction de trois révolutions : deux révolutions politiques et une révolution économique.

Les deux premières sont la révolution américaine (1776-1783) qui détruisit le « premier empire » britannique, celui d'Amérique, et la révolution française qui fit tout, sauf de détruire la Grande-Bretagne.

Mais si l'Angleterre échappa au sort qui l'at-

(1) Loi du 6 octobre 1651 en vertu de laquelle, en gros, était interdite l'entrée en Angleterre de toute marchandise non transportée par un navire anglais. (Note du traducteur).

(2) Ce premier Pitt est l'énergique ministre de la Guerre britannique auquel fut due la fin victorieuse de la guerre de Sept Ans contre la France. (Note du traducteur).

tendait, de devenir une « république cisalpine », puis, probablement, un simple fief bonapartiste (car Napoléon se serait sans doute réservé personnellement cette riche proie), ce ne fut pas à cause du génie de Pitt et de Wellington, ni même de celui de Nelson, et certainement pas grâce à George III ! — ce fut du fait de la troisième révolution, la « révolution industrielle ».

C'est dans les ateliers du Yorkshire et dans les filatures du Lancashire que les vastes plans stratégiques de Napoléon en vue de l'empire mondial furent défaits ; ce n'est pas Pitt ni Nelson, mais l'artisan inconnu, qui fut le réel héros de la résistance britannique et, en dernier ressort, le vainqueur de Trafalgar, de Leipzig et de Waterloo.

La science économique eut raison du « blocus continental ». Lorsque la garde impériale marchait sur Moscou en 1812, elle le faisait dans des capotes qui avaient été tissées... à Bradford ! Car nous sommes maintenant entrés dans l'âge industriel, et les guerres sont désormais gagnées dans les usines ; ce n'est pas la plume, mais la machine qui est plus puissante que l'épée.

L'époque de Victoria

Ce fut l'arrivée de la révolution industrielle dans une Angleterre déjà rendue capitaliste par Cromwell, le parrain, pour ainsi dire, de la révolution industrielle, qui a permis à l'Angleterre de dominer tout le XIX^e siècle et qui, incidemment, a fait de la reine Victoria, cette vieille et obstinée ménagère, une « grande reine ». Sous elle, la Grande-Bretagne enserra la planète dans ses bras de colosse et toute une série de brillantes figures politiques, telles que Peel, Palmerston, Disraeli, Gladstone, furent des modèles admirés durant tout le « siècle anglais » pendant lequel Britannia « régna sur les flots », cependant que, selon les propres termes du **Manifeste Communiste**, les marchandises à bon marché des fabriques anglaises brisaient, sous le saint étendard du libre échange, d'innombrables « murs de Chine ». De telle sorte que le nom de cette vieille reine insignifiante en vint à personnifier un âge d'or que la bourgeoisie britannique se remémore nostalgiquement comme le « bon vieux temps ».

Accompagnement particulièrement inattendu, peut-on ajouter, pour un règne qui débuta en même temps que le mouvement chartiste, première action de masse révolutionnaire de la classe ouvrière industrielle, nouvellement née. En 1837, année qui vit à la fois la naissance de l'époque « victorienne » et du chartisme, c'est beaucoup plus le destin de Marie-Antoinette que l'enthousiasme délirant du jubilé de ses soixante ans de règne (1897) qui aurait pu raisonnablement être prédit à la jeune Victoria.

L'impérialisme britannique passe à la défensive

L'« âge d'or » britannique, la montée au zénith de son empire, et, du même coup, l'âge d'or de sa bourgeoisie, s'achèvent approximativement, assez bien, avec le jubilé de la vieille reine. C'est à ce moment, en effet, que l'empire britannique atteint son sommet historique, le dernier pic de son « Everest ». En poursuivant la métaphore, nous dirons que la descente a commencé presque aussitôt et qu'elle ne s'est pas arrêtée depuis. Avec la tragi-comédie de la guerre contre les Boërs à la fin du siècle (1899-1902), l'impérialisme britannique entra dans sa phase finale, sa phase défensive, phase dans laquelle,

une génération plus tard, nous sommes encore aujourd'hui.

De même qu'en notre époque de décadence religieuse, la théologie préfère abandonner des dogmes plutôt que d'en proclamer de nouveaux, de même l'impérialisme britannique a opéré au cours du dernier demi-siècle une retraite stratégique que ni sa vaste expérience politique acquise au cours des siècles, ni la ténacité proverbiale de John Bull n'ont pu empêcher de se poursuivre à une cadence accélérée.

La « retraite de Russie » opérée par l'Angleterre prend plus de temps que celle de Napoléon, mais elle n'est pas moins désastreuse, bien que sous une forme moins spectaculaire. La reine Victoria, aujourd'hui, serait bien triste — et que dire de Lord Palmerston !

Les grandes lignes de l'histoire britannique durant ce dernier demi-siècle sont, je suppose, familières aux lecteurs de la **R.P.** qui ont depuis longtemps le privilège unique de lire les articles de Louzon, le Polybe de notre temps, nous n'avons donc pas besoin de nous appesantir particulièrement sur elles.

Successivement la guerre des Boërs — victoire à la Pyrrhus, s'il en fut ! — puis les deux conflits impérialistes avec l'Allemagne affaiblirent et minèrent l'imposant édifice de l'impérialisme et du capitalisme « victorien », tandis qu'en même temps, une foule de phénomènes économiques et politiques simultanés, dont principalement la montée du capitalisme américain (au point de vue économique), et celle du nationalisme asiatique (au point de vue politique), venaient faire peser le plus grave danger sur l'impérialisme traditionnel de la Grande-Bretagne ; tous ces phénomènes se sont combinés pour enlever, à la fois, à la Cité de Londres ses marchés, et à Britannia son trident historique.

La fin de la seconde guerre impérialiste amena, en particulier, cet événement considérable : la séparation de l'Asie d'avec la métropole. Le centenaire de la « mutinerie » des Indes (1857-59) va voir la République installée dans l'Inde. En 1947, alors que les « die-hard » torys auraient peut-être encore tenté de se lancer, d'ailleurs sans espoir, dans un dernier bain de sang, les travaillistes, alors au pouvoir, eurent la sagesse de lâcher la main. Et ainsi, le « plus brillant joyau » de la vieille Angleterre, son empire des Indes, s'est évanoui.

En Asie, le colonialisme européen, ou bien se plie, avec autant de bonne grâce que possible, à l'inévitable, ou bien conduit des actions d'arrière-garde désespérées, comme c'est le cas au Viet-Nam et en Malaisie.

Ce qui fut le « premier empire » de la Grande-Bretagne, l'Amérique, a désormais pris la place de son ancienne métropole comme empire mondial ; son « second empire », celui d'Asie, est maintenant, en fait, disparu ; cependant qu'en Afrique, son « troisième empire », sur lequel se concentrent actuellement les futilités des espoirs des impérialistes britanniques, anciens et nouveaux, est en train de commencer sa révolution nationale — la révolution qui accomplira en Afrique durant la seconde moitié du XX^e siècle ce que fit la « révolte de l'Asie » en Asie durant la première moitié du même siècle. Les défenses de l'empire britannique sont en train de crouler sur toute la ligne et la fin de l'empire, dont la première Elisabeth traça les grandes lignes et que Cromwell fonda, est déjà en vue.

Telles sont les conditions historiques dans lesquelles se présente ce moment final, ou presque, de la phase défensive de l'impérialisme — période du « déclin et de la chute de l'empire britan-

nique » (3) — à l'instant où la seconde Elisabeth monte sur le trône et où le second âge « élisabéthain » commence.

Que nous donnera celui-ci ?

Les perspectives « élisabéthaines »

Il faut avouer qu'à l'aube de ce soi-disant second âge d' « Elisabeth », les réelles perspectives diffèrent grandement de celles qui ont cours dans cet océan de littérature imbécile qui remplit à l'infini, et jusqu'à la nausée, la presse britannique d'aujourd'hui.

Si nous voulons examiner d'une façon plus conforme à la science marxiste, ce que sera, ou pourra être approximativement, la « forme des choses à venir », nous devons nous baser sur la situation réelle du monde telle qu'elle se présente à nous dans la présente année de 1953, plutôt que de nous en remettre, comme tant de nos contemporains, à l'évocation irraisonnée des ombres mortes d'un lointain passé.

Pour découvrir ce que le Destin réserve à l'Angleterre, il convient, maintenant que nous avons brossé la toile de fond de la scène britannique, telle qu'elle se présente aujourd'hui, de passer en revue brièvement les institutions fondamentales de l'Angleterre contemporaine, et il va falloir nous excuser auprès de nos lecteurs, si, étant donné cette vérité première que l'histoire de l'Angleterre moderne est avant tout l'histoire d'une métropole impériale, nous devons de nouveau en revenir à ce « colosse aux pieds d'argile », ce colosse croulant, qu'est l'empire britannique.

L'empire sur lequel le soleil se couche...

Ainsi que nous l'avons déjà noté, la fin de l'empire britannique d'Asie a suivi directement, comme conséquence immédiate, l'affaiblissement de l'Angleterre dû à ses conflits avec le rival germanique.

Nous entendons cependant parler encore beaucoup aujourd'hui du « Commonwealth » britannique et de l' « Empire » britannique, mais ces grands mots recouvrent une réalité qui n'est rien moins qu'impressionnante. Le gigantesque empire mondial qui couvrait toute la planète, l'empire « victorien » des Palmerston et des Disraeli, et de Kipling, n'est plus.

En Asie, seuls quelques postes perdus s'opposent encore, temporairement, à l'inévitable. En Afrique, la marée des nationalismes nègres s'élève rapidement : la Côte de l'Or (4), les Mau-Mau, la résistance de l'Afrique centrale à la fédération (5), tout cela marque les étapes effectives

(3) Allusion au titre de l'ouvrage fameux de l' « encyclopédiste » anglais du XVIII^e siècle, Gibbon : « Le déclin et la chute de l'empire romain » (Note du traducteur).

(4) Dans les derniers temps du gouvernement travailliste, l'Angleterre dut concéder aux populations indigènes de la Côte de l'Or, en Afrique occidentale, une « souveraineté interne », comme l'on dirait au Quai d'Orsay, à peu près complète. (Note du traducteur).

(5) Londres et la colonie de la Rhodésie du Sud, où il existe un assez grand nombre de blancs, particulièrement des blancs venus du dominion de l'Afrique du Sud, veulent établir une fédération entre la Rhodésie du Sud, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland, trois territoires contigus, mais dans les deux derniers desquels il n'y a presque que des indigènes. Or les indigènes de ces deux dernières colonies s'y opposent vigoureusement car ils ont peur de tomber, par le canal de la fédération, sous la domination des blancs de la Rhodésie du Sud ; ils préfèrent être gouvernés directement de Londres, l'homme blanc étant d'autant plus dangereux qu'il est plus près. (Note du traducteur).

de l'évolution d'un continent. Si le roi Canut (6) ne pouvait dompter la marée montante, l'impérialisme britannique ne le peut pas davantage.

En outre, aussi bien dans les temps modernes que dans l'antiquité, « les dieux rendent fous ceux qu'ils veulent perdre ». Le Dr Malan, dans la nazi Afrique du Sud, les Britanniques, dans la fasciste Kenya, font tout ce qui est en leur pouvoir pour hâter le départ des blancs d'Afrique et rendre certain qu'un jour le continent noir sera exclusivement occupé par des hommes de peau noire.

Où se trouve aujourd'hui la Côte de l'Or, le reste de l'Afrique se trouvera demain. Car, de même que les hommes de la Sainte Alliance avaient découvert, en combattant les nationalismes européens du XIX^e siècle, qu' « on peut faire tout avec des baïonnettes, sauf de s'asseoir dessus », de même l'Angleterre sera un jour forcée d'appréhender cette même vérité, en combattant les nationalismes des peuples africains du XX^e siècle.

« L'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais » a déjà vu en Asie le soleil se coucher ; en Afrique, le soleil s'approche de l'horizon. Tout comme le « second empire » fut créé sous Victoria, le « troisième empire » sera perdu sous Elisabeth.

Le Commonwealth suivra l'empire

Tel sera donc le sort de ce qui fut l' « empire » britannique. Mais, **quid** du « Commonwealth », c'est-à-dire de cette communauté des nations dont la plupart sont de race britannique et qui sont reliées les unes aux autres par des liens fort lâches au sein d'une association volontaire, sous l'égide de la couronne britannique ? — Eh bien ! ses jours aussi sont comptés.

Avec un Pacifique constamment menacé, et de plus en plus, par le « péril jaune », par la Chine communiste et par le Japon impérialiste, il ne faut pas s'attendre à ce que l'Australie et la Nouvelle-Zélande persistent à s'accrocher à une île lointaine qui a déjà fait la preuve qu'elle est totalement incapable de les défendre contre la menace jaune. Inévitablement, la bannière étoilée des Etats-Unis finira par compter parmi ses étoiles la « Croix du Sud » (7).

Quant au Canada, la logique de la doctrine de Monroë finira aussi nécessairement par amener ce Benjamin des Etats américains (8) sous la coupe de Washington et de Wall Street. Ce n'est que grâce à l'Eglise catholique du Canada français que le Canada se maintient hors des Etats-Unis lors de la guerre anglo-américaine de 1812-14 ; or, étant donné qu'aujourd'hui l'Amérique est devenue le dernier espoir de l'Eglise romaine, les catholiques canadiens pousseront désormais le Canada à s'intégrer aux Etats-Unis beaucoup plutôt qu'à se maintenir en dehors.

L'Afrique du Sud et l'Afrique centrale, enfin, n'ont pas d'autre avenir en vue que de mener une existence précaire sous la forme d'Etats nazis avec une « race de seigneurs » gouvernant ses îlots noirs par la force pure et simple. Si elles maintiennent leurs liens avec la Grande-Bretagne, elles ne seront pour celle-ci que des « Malaisie » ou « Indochine » à l'état permanent, un fardeau

(6) L'un des rois danois de l'Angleterre, au XI^e siècle. (Note du traducteur).

(7) La constellation de la « Croix du Sud » figure sur le drapeau de l'Australie. (Note du traducteur).

(8) Ce n'est qu'en 1867 que les différentes provinces qui forment aujourd'hui le Canada se constituèrent en un Etat : le « Dominion du Canada ». (Note du traducteur).

militaire dont il se pourrait bien que l'Angleterre demande un jour à être débarrassée.

On peut, en conséquence, affirmer sans crainte que le commonwealth, aussi bien que l'empire, est condamné. Si Elisabeth règne aussi longtemps que Victoria, elle ne léguera guère à ses descendants que la Grande-Bretagne proprement dite... et peut-être l'île de Man (9) !

Ainsi donc, les perspectives élisabéthaines se présentent, à l'extérieur, sous la forme d'un empire croulant et d'un commonwealth diminuant qui viennent tout juste de chanter leur chant du cygne aux récentes fêtes du couronnement — et Dieu sait s'ils l'ont chanté !

Le parti tory et l'avenir

Tournons maintenant nos regards vers les perspectives intérieures.

En dépit de son prétendu conservatisme, le parti tory sait mieux que quiconque « marcher avec le temps ». A part son nom, il n'a plus rien de commun avec le parti oligarchique de Pitt et de Wellington, de la première moitié du XIX^e siècle. Le parti tory d'aujourd'hui, la « démocratie tory » est une création de Disraeli (1804-1881).

Le facteur grâce auquel le parti de la ploutocratie a pris devant le monde posture du parti par excellence de la Démocratie (avec un grand D) est fort simple ; il se résume en ce mot : Impérialisme.

L'immense et immensément productif empire britannique, tel qu'il existait au XIX^e siècle, produisait non seulement des « valeurs » mais aussi des tonnes de « plus-value ». La politique de Disraeli, servilement imitée par les successeurs de ce grand maître de la science contre-révolutionnaire, a consisté à intensifier l'exploitation des masses de « coolies » travaillant aux périphéries de l'empire afin de faire profiter d'une partie de cette plus-value le prolétariat métropolitain. D'où l'« aristocratie ouvrière » britannique, avec son mouvement travailliste réformiste, d'où la théorie fabienne de « l'inévitabilité d'une progression par étapes ». Et d'où aussi le parti tory, comme produit de l'impérialisme.

Il convient de se demander quel va être maintenant l'avenir du parti tory. Eh bien ! son sort, manifestement, sera le même que celui de l'empire britannique ; il s'évanouira en même temps que ce qui l'engendra. Le régime politique des « bas-fonds au-dessous des bas-fonds », en vertu duquel chaque « coolie » britannique avait neuf « coolies » coloniaux travaillant pour améliorer son sort, est fini ; ou plutôt, il ne survit que dans la péroraison des discours de sir Winston Churchill, la dernière figure historique de la « démocratie tory ». Il faut considérer le galant chevalier de la Jarrettière, qui est le premier Premier ministre de la jeune reine, comme une « pièce de musée », dont la renommée historique disparaîtra avec l'époque à laquelle il correspond. Il est bien certain que jamais prophétie historique ne s'est révélée plus fausse que la pompeuse déclaration dans laquelle il affirmait qu'« il n'était pas devenu le premier ministre de la Couronne pour présider à la dissolution de l'empire britannique », car c'est précisément ce qui est advenu.

Le Labour Party

Si le parti tory est une création historique de l'impérialisme, la même chose doit être dite du

(9) Ile située à mi-distance entre l'Angleterre et l'Irlande. (Note du traducteur).

Labour Party, la « loyale opposition de Sa Majesté », au moins en ce qui concerne le passé.

En Angleterre, l'opposition tranchante entre les classes, telle qu'elle avait été analysée par Marx en se fondant principalement sur le modèle vivant que lui offrait l'Angleterre au temps des débuts de l'industrialisme, s'est trouvée émoussée par la pluie d'or qu'ont procurée les profits du monopole et la plus-value en provenance de l'empire aux Anglais de l'époque victorienne comme fruit de leur supériorité maritime et industrielle. C'est ce qui, associé avec l'esprit empirique du prolétariat anglais, a réduit le socialisme, pour les Anglais, à une simple affaire de marchandage. Le stade récemment atteint du « Welfare State » (l'Etat-Providence) a achevé de porter le réformisme à son maximum. Le Labour Party n'a jamais eu la moindre doctrine socialiste, il n'a jamais envisagé de construire une société nouvelle ; et il a, sans doute, maintenant, versé autant de nouveau vin dans les vieilles outres qu'elles pouvaient en contenir.

Présentement, le Labour Party est un parti d'opposition qui a cessé de poursuivre une opposition de principe, se contentant de chercher à découvrir des défauts de détail dans les programmes du gouvernement, alors que l'impérialisme britannique, base indispensable, à la fois à la réaction britannique et au réformisme britannique, est en train de crouler sous ses pieds. Professant un mépris total pour la « théorie », qu'ils considèrent comme quelque chose de « non-anglais », et n'ayant aucune idée de la dialectique sociale qui fait s'écrouler le sol sous leurs pieds, les chefs de cette variété britannique de la social-démocratie qu'est le Labour Party se trouvent aujourd'hui perdus dans une mer inexplorée. Nous craignons fort que si elle ne se donne point des pilotes plus avisés et une carte politique plus claire, la social-démocratie ne puisse survivre longtemps à la « démocratie » tory.

Pour juger du tableau que nous offre actuellement l'Angleterre, il n'est pas nécessaire de regarder ce qu'il y a en dehors de ces deux grands partis. Notre époque n'est pas le temps des francs-tireurs.

Concluons donc que l'empire britannique est en train de s'effondrer et que toutes les chances, présentement, sont pour que cet effondrement emporte avec lui les principaux partis et institutions actuellement existants, car ils furent, en dernière analyse, des créations de l'Angleterre impériale.

L'avenir de la monarchie

Qu'un pareil destin attende la monarchie britannique elle-même en dépit des acclamations délirantes qui saluèrent Elisabeth à son couronnement, c'est ce qui sera bien évident pour quiconque a suivi l'analyse qui précède.

Car nous avons déjà noté dans un précédent article (« d'Elisabeth à Elisabeth ») qu'au temps de Victoria, la monarchie britannique ne fut sauvée de son extrême impopularité et probablement d'une disparition rapide que par la naissance de ce culte impérial dont Disraeli a été le fondateur. Rappelons à nouveau à nos lecteurs que, depuis Disraeli, « la monarchie britannique est féodale dans sa forme, mais impérialiste dans sa substance ».

Comme symbole de l'unité de l'empire et du commonwealth, la monarchie joue un rôle important, et même indispensable. Le caractère hétérogène de cet empire et de ce commonwealth rendrait en effet difficile, sinon impossible, le choix d'un président. Est-ce que, par hasard,

l'Inde accepterait Malan comme président ? Ou bien la protestante Ecosse, un Canadien français catholique ? Est-ce que les dominions de couleur accepteraient la présidence d'un homme blanc, ou vice-versa ? Le choix d'un président par la voie électorale apparaît donc impossible.

C'est pourquoi la monarchie demeure une nécessité. Mais lorsque « l'empire et le commonwealth » auront disparu — et nous avons vu que cela était historiquement inévitable — la monarchie ne sera plus qu'un luxe, un luxe coûteux et vieillot. Alors, la bourgeoisie britannique, qui déteste dépenser de l'argent inutilement, mettra fin sans pitié à ces présentes splendeurs féodales et elle abolira très probablement du même coup la monarchie.

Il n'est guère douteux que si la seconde moitié du XIX^e siècle n'avait pas vu la naissance de l'impérialisme, la reine Victoria eût été le dernier monarque anglais, et que quelque homme politique bourgeois, tel que Joë Chamberlain ou Lloyd George, serait devenu le premier président de la Grande-Bretagne. Or, comme aucun Disraeli ne reviendra vraisemblablement plus jamais au secours de cette monarchie décrépite qu'est la monarchie britannique, nous devons en conclure que si la bourgeoisie (dans laquelle nous comprenons les chefs réformistes du Labour) reste au pouvoir, Elisabeth ou son successeur devra céder la place, d'une manière ou d'une autre, à une république bourgeoise. Car la bourgeoisie, sauf lorsque interviennent, comme en Angleterre ou au Japon, des facteurs particuliers, est républicaine de cœur. Rappelons le mot très juste de Benjamin Constant : « Une monarchie constitutionnelle diffère de la monarchie absolue en nature ; entre elle et la république, il n'y a qu'une différence de degré. »

L'Angleterre et la « révolution permanente »

Les lecteurs de la R.P., qui ont le privilège de jouir d'une bourgeoisie gouvernant directement au moyen de la république, penseront sans doute avec nous que les présidents de république ne sont pas invariablement des saints, des génies ou des héros. Par conséquent, la simple substitution en Grande-Bretagne, disons du présent « maire du palais » l'héroïque sir Winston Churchill, à la « fainéante » mérovingienne qui figure à la proue du navire de l'Etat, serait difficilement, par soi-même, une révolution sociale. Cependant, lorsqu'on envisage la mort à venir de la monarchie anglaise, il est nécessaire de tenir compte de la dialectique de l'histoire, et, en particulier, de la doctrine de la « révolution permanente ». Oui, l'abolition de la Couronne britannique aurait en soi-même peu de signification ; en réalité, elle ne modifierait tout juste qu'un des postes du compte des profits et pertes de la bourgeoisie, mais, du fait qu'elle serait une action révolutionnaire, l'abolition de la monarchie ne résulterait pas uniquement dans la substitution d'un président à un roi ou à une reine, elle impliquerait également l'arrivée d'un nouvel ordre social et la victoire d'une nouvelle classe réellement révolutionnaire.

Il est manifeste qu'aujourd'hui, seule la classe ouvrière, seul un prolétariat authentiquement marxiste, peuvent remplir un tel rôle, étant donné que la bourgeoisie, autrefois révolutionnaire, est présentement, idéologiquement et mentalement, en pleine banqueroute, qu'elle n'a plus une seule idée dans le crâne. La victoire du fascisme, hier, et la vague de religion qui déferle, aujourd'hui,

dans les couches autrefois libres penseuses de la bourgeoisie en constituent une double démonstration. C'est pourquoi un événement, insignifiant en lui-même, comme l'abolition de la monarchie britannique, pourrait acquérir une haute signification en tant qu'épisode de la « révolution permanente » et de la lutte de classes.

Un parallèle historique : les deux âges « élisabéthains »

Du point de vue révolutionnaire, il y a vraiment un parallèle frappant entre l'époque de la première Elisabeth et celle de la seconde.

Il est maintenant évident, avec le recul de l'histoire, que le règne d'Elisabeth Tudor représente la phase finale du féodalisme et de la monarchie féodale. Ou, plutôt, pour être plus précis, la monarchie des Tudor doit l'importance du rôle qu'elle joua dans la société anglaise au fait qu'elle fut le *tertius gaudens* qui tenait la balance entre la féodalité déclinante et la bourgeoisie naissante.

Mais l'avenir était à la bourgeoisie. La société féodale ne pouvait ni lâcher la bride aux forces sociales et intellectuelles qui étaient apparues sous la première Elisabeth, ni s'en rendre maître. C'est pourquoi le vieil ordre féodal dut céder la place à la nouvelle bourgeoisie qui, elle, savait comment utiliser, à la fois l'empire découvert par Raleigh (10) et la révolution intellectuelle promue par Bacon. Le vrai continuateur d'Elisabeth I ne fut pas le faible Charles, mais le révolutionnaire social Olivier Cromwell. La véritable ligne de succession est celle qui va d'Elisabeth Tudor à Olivier Cromwell.

Le second âge élisabéthain, tout comme le premier, est témoin de la dernière phase, ou, comme l'on dit, du chant du cygne du vieil ordre social de son temps : l'ordre social de la classe bourgeoise. Seule, une nouvelle classe possédant un idéal révolutionnaire dynamique, le prolétariat, peut remodeler cette société décrépite, ou, comme le dit un poète du temps de Cromwell (Andrew Marvell), « fondre les vieilleries du royaume dans un nouveau moule ». Il faut, comme successeur à la seconde Elisabeth, un second Cromwell. (Notons, ce qui n'est évidemment qu'une amusante coïncidence, que le fils d'Elisabeth, l'actuel héritier du trône, porte un nom qui est plutôt un mauvais présage, celui de Charles.) (11).

Une nouvelle classe ouvrière révolutionnaire, enfin libérée, à la fois des somnifères d'une social-démocratie moribonde et des stupéfiants de l'encens moscovite, une classe démocratique, libertaire et révolutionnaire, arrachera le sceptre de la main paralysée d'une bourgeoisie faiblissante et fera sa révolution « cromwellienne », autrement, cependant, il faut l'espérer que par les méthodes « de sang et de fer » employées par les Côtes de Fer de Cromwell.

A un point de vue très large, la direction générale du second âge élisabéthain peut donc très bien être la répétition du premier.

« Où va l'Angleterre ? »

Le bref résumé que nous venons de donner des perspectives historiques qu'offre, à son aube,

(10) Marin anglais et favori d'Elisabeth. Raleigh envoya plusieurs expéditions en Amérique (1584-87), qui fondèrent les premiers établissements britanniques en Virginie, nommée ainsi en l'honneur d'Elisabeth, reine vierge. (Note du traducteur).

(11) Rappelons que le roi anglais qui connut le sort de Louis XVI s'appelait Charles : Charles I^{er}. (Note du traducteur).

le nouvel âge élisabéthain, pourra choquer ceux qui sont accoutumés aux vues plus orthodoxes que présentent aujourd'hui avec tant d'abondance Messieurs les éditeurs de Fleet Street et d'ailleurs. Elles ne représentent pas non plus les idées qui préoccupent, soit le vénérable sir Winston, soit les Très Honorables membres du Labour, beaucoup trop occupés jusqu'ici à applaudir la nouvelle reine, pour trouver le temps d'étudier l'histoire sous l'angle révolutionnaire. Il est en tout cas bien connu que dans cette « nation de boutiquiers » empiriques, la logique (ainsi que Churchill le rappelait récemment avec fierté) est tenue en piètre estime et que la puissance d'analyse d'un Marx ou d'un Sorel n'y est que fort peu appréciée. Cependant, ici comme partout, « il ne faut pas juger les gens d'après ce qu'ils pensent d'eux-mêmes » ; le dernier mot reste à l'Histoire, et il reste à être dit.

Un jour, Léon Trotsky, le grand théoricien du bolchevisme révolutionnaire, posait la question : Où va l'Angleterre ? Une génération a passé depuis qu'il écrivait le livre portant ce titre et la route suivie par Moscou, que c'était le dessein de Trotsky de recommander à l'Angleterre, est devenue un chemin bourbeux, impraticable pour la révolution. Mais la question posée demeure sans réponse et, en la reposant de nouveau, d'un point de vue marxiste, nous essayons d'apporter notre contribution personnelle à l'amas croissant des spéculations et des perspectives auxquelles a donné lieu la naissance du nouvel âge élisabéthain. La réponse finale git dans le silence du « dieu prudent » d'Horace qui se réservait à lui seul toute connaissance de l'avenir. Cependant, « grande est la vérité et elle triomphe... parfois !

F. A. RIDLEY.

LE NOUVEAU VISAGE DE L'AMÉRIQUE LATINE

Faisons-en notre deuil. Le mouvement ouvrier d'Amérique latine échappe à notre influence, à nos idées et à nos tactiques. Il a vécu longtemps de nos exportations, comme les « élites » intellectuelles se nourrissaient des livres et des conférences académiciennes d'Europe. Aujourd'hui encore, quelques images superficielles peuvent faire illusion, à nous comme à ceux qui là-bas nous reflètent, mais ce sont images demeurées sur une rétine paresseuse. Les faits ont changé.

Socialistes, trotskystes, anarchistes, nous cherchons au Chili comme en Bolivie, en Argentine comme au Brésil, quelque surgeon vivace de notre arbre européen desséché. Si bien que nous éprouvons une grande joie à mettre en valeur des initiales glorieuses, des titres d'organisation, des schémas classiques. Malheureusement ces initiales ne parlent qu'à nous, ces titres ne couvrent plus des forces, et ces schémas sont jeux de l'esprit. Même pour les doctrines et les tactiques sociales, l'ère colonialiste est close.

Les travailleurs d'Amérique latine jouent seuls. Bien ou mal, mais seuls. Avant de les juger — (on se demande d'ailleurs sur la base de quel orgueil nous pourrions le faire) — il s'agit de les comprendre. Jusqu'à présent, nous avons tendance à considérer le mouvement ouvrier sud-américain comme le prolongement de notre mouvement. C'était en partie exact. Les Espagnols et les Italiens furent les initiateurs, et les moteurs des grandes organisations syndicales et politiques. Ils allaient en Argentine ou en Uruguay chercher du travail certes, mais ils emportaient avec eux leur mode de vie, leur façon de penser et d'agir. Le copain anar de Turin ou de Barcelone retrouvait un milieu connu à Rosario ou à Buenos Aires. Le socialiste de Madrid ou de Modène prenait sa carte à la section du parti à Montevideo ou à Santiago. Sans doute, avec les indispensables correctifs d'époque, en fut-il de même, cinquante ans auparavant, aux Etats-Unis du Nord, avec les immigrés allemands ou scandinaves, italiens ou russes. Ici les « chevaliers du travail » et les I.W.W. Là, la F.O.R.A. Et comme aux Etats-Unis où les I.W.W. finirent par mourir, comme force sociale, au profit de nouvelles organisations, l'A.F.L. d'abord, et le

C.I.O. plus tard, la F.O.R.A. en Argentine, la C.G.T. au Chili, le mouvement anarchiste du Brésil, furent frappés durement, liquidés comme facteur ouvrier déterminant.

Bien sûr, il y a les explications faciles : la trahison de certains, la répression policière, les scissions intérieures. Tout cela réuni ne semble pas suffisant pour aboutir à une liquidation quasi totale. D'autres conditions, plus générales, ont dû intervenir. Il semble qu'aux Etats-Unis ce fut d'une part l'arrêt de l'immigration massive, et d'autre part, la stabilisation de l'économie américaine sur des bases nationales. Autrement dit, l'indépendance nationale entraînait la naissance d'un mouvement ouvrier autochtone. Il apparaît qu'en Argentine et au Brésil le phénomène soit identique.

Il y a autre chose, cependant, qui contribue à renforcer l'évolution : c'est la modification de la structure de l'économie, entraînant la modification de la nature du prolétariat. Les ouvriers organisés étaient essentiellement des travailleurs habitant les villes, et aussi des hommes de métier. En Argentine comme au Chili, les syndicalistes révolutionnaires influençaient les gens du port, les corporations du livre, du transport, des cuirs et peaux.

Pour prendre l'exemple de l'Argentine, ce sont ces corporations qui formaient l'ossature du mouvement. Le « campo » était moins solide, du point de vue organisation. Mais c'est cependant dans les régions agricoles que les explosions sociales étaient les plus dangereuses. Avant la dictature d'Uriburu, pendant les années précédant 1930, les deux insurrections importantes, celle de la Patagonie et celle de la Forestal, éclatèrent à l'intérieur du pays, et non dans les centres, pourtant empreints de tradition révolutionnaire. Là se trouve matière à étude pour ceux qui voudraient chercher les origines de l'actuelle situation.

Quand vient la fièvre de l'industrialisation, provoquée par la deuxième guerre mondiale, par l'accumulation de devises disponibles, par l'affaiblissement des puissances européennes autrefois expansionnistes, la main-d'œuvre du campo ac-

court vers les villes, forme un prolétariat sans organisation ni tradition et coule dans le moule des administrations syndicales créées par le gouvernement, acclame les mots d'ordre démagogiques de la C.G.T. d'Etat, qu'elle croit révolutionnaire. Et qui, pour elle, en fait, est révolutionnaire. La lutte entre les anciennes formations ouvrières et l'appareil d'Etat se présentant sous ses aspects ouvriers se livre dans des conditions difficiles pour les premières, l'adversaire disposant de foules neuves et candides.

Sans doute, les situations ne se présentent-elles pas sous le même jour dans d'autres pays latino-américains. En Bolivie, au Venezuela, par exemple, la tradition européenne n'était pas implantée. L'entrée massive des populations de l'intérieur dans le jeu politique et social est pourtant aussi vraie. Le peon fait son apparition dans la ville. Il défile, acclame, hue, se bat. Trompé, escroqué, manœuvré, il est présent. On ne peut plus le négliger. Même en cognant dessus. Cela nous semble essentiel à retenir si l'on veut comprendre le nouveau visage de l'Amérique latine.

La question qui se pose est de savoir si les débris d'organisations ouvrières anciennes sauront répondre, après leur dure expérience, à une situation différente de celle qui a permis leur développement, si les militants formés à l'école de Pablo

Iglesias ou à celle de Luigi Fabbri sauront s'adapter à des conditions sociales distinctes. Des circonstances favorables se présenteront. Les promesses gouvernementales ne peuvent être tenues, parce qu'elles ont été formulées, elles aussi, sur la base de considérations « européennes ». Partout en Amérique du Sud le décalage entre le « campo » et la ville, entre le développement industriel et la stagnation de l'agriculture, aboutit à des crises. L'armée de peones qui campe dans les cités peut devenir garde prétorienne ou force révolutionnaire.

Nous voyons un atout aux mains des anciens. C'est leur meilleure connaissance du monde, leur expérience des relations internationales. Car le nationalisme des pays latino-américains, explicable et défendable dans sa première étape, se heurte rapidement aux impératifs d'un univers interdépendant. Les Peron et les Paz Estenssoro peuvent survivre à leurs éphémères succès et prolonger leur pouvoir en participant aux combinaisons des compagnies privées nord-américaines ou des services soviétiques. Reste à savoir comment les mineurs du Chili, les métallos de Sao Paulo ou les débardeurs d'Argentine trouveront des alliés auprès des organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique du Nord.

L'ITINERANT.

PERON PARTOUT

Les bonnes lectures des enfants argentins

La traduction des livres de lecture pour enfants, en usage en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe orientale, a provoqué la stupeur et souvent l'indignation du corps enseignant français, lequel ne peut accepter que, dès l'âge le plus tendre, des élèves soient nourris de textes de propagande. Les exercices de calcul basés sur des problèmes de tir, les poésies vantant platement l'omniscient et omnipotent Staline, les règles de grammaire expliquées par des récits où la haine de l'étranger éclate se trouvent à l'opposé des méthodes qui sont en honneur chez les instituteurs et professeurs respectueux de la liberté de l'homme.

Il semble pourtant que le système de bourrage des crânes enfantins a tendance à se développer. L'indication nous en vient d'Argentine, où le général Peron exerce des pouvoirs qu'il voudrait absolus. Le livre de lecture du premier degré supérieur intitulé *Enfants heureux* (1), autorisé par le ministère de l'Education de la nation, fournit un triste échantillon des méthodes d'enseignement dans ce pays.

Voici une page de ce livre, où la pauvreté des idées se conjugue à la volonté de flatter le chef de l'Etat :

- Allô, Georges ?
- Comment allô ? Où as-tu pris ce mot étranger, Henri ?
- Je l'ai entendu dire par je ne sais qui.
- Bon, bon. Je préfère dire *Hola*, comme on le dit en Argentine. Et maintenant plus que jamais puisque les téléphones sont à nous, depuis que le gouvernement du général Peron les a achetés. N'est-ce pas ?
- Tu as raison, Georges.

Exemple isolé ? Hélas ! non. En 116 pages, de

(1) Maria Alicia Dominguez — Editorial Kapelusz.

quelques lignes chacune, le général Peron est cité 30 fois, son épouse 10 fois.

Tout est prétexte à prêchi-prêcha politique. Qu'on en juge par ces phrases cueillies au hasard :

« Les mouchoirs s'agitèrent
Quand il se fit au balcon
Mille et mille voix
Clamèrent : Vive Peron ! »

« Au Palais du Gouvernement, il y a de nombreuses colombes, le général Peron leur donne à manger. »

« L'humilité est belle. Le général Peron aime les humbles et les protège. »

« Combien les petits de ce pays sont heureux ! C'est parce que le général Peron nous protège. »

« Le général Peron est celui qui a permis le plus grand développement des industries nationales. »

« Apprenons à être studieux
Et capables de collaborer
Au Plan de Peron qui nous demande :
Travailler ! Travailler ! Travailler ! »

« Dans sa simplicité, la maisonnette est jolie, et surtout très gaie. Par les grandes fenêtres pénètrent l'air, la lumière et le soleil. »

« Grâce au plan « Eva Peron » de prêts à la construction, cette famille possède un logement à elle. »

Le comble de l'ineptie est atteint quand, dans un conte « moral » surgit... la fée Justicialisme !

« Un jour, la fée Justicialisme apparut et lui dit... »

Que l'Argentine, pays que l'activité universitaire et la qualité des milieux intellectuels placèrent en tête des nations latino-américaines dans le domaine culturel, soit tombée aussi bas juge de régime qui la gouverne depuis 1943.

LA REVOLUTION DE JUIN

EN ALLEMAGNE ORIENTALE ET CENTRALE

Le 16 juin, Berlin et le monde furent bouleversés par le cri des travailleurs de Berlin-Est : « Grève générale » ! Depuis plus de deux décades ce cri n'avait plus retenti à travers l'Allemagne. L'action révolutionnaire semblait pour toujours appartenir au domaine de l'histoire. La barbarie fasciste avait démoralisé la classe ouvrière allemande, refoulant les principes révolutionnaires sur les rayons les plus secrets des bibliothèques totalitaires où, dénoncée comme littérature de « décomposition marxiste », elle semblait destinée à tomber en poussière.

Conditions générales

En 1945, les fondements de la solidarité socialiste ne purent être ranimés. La deuxième grande dictature totalitaire de notre histoire s'étendit sur la moitié de l'Allemagne sous couleur de forces militaires d'occupation. Liquidant la dictature fasciste d'Hitler et de Goebbels, elle lui substitua une nouvelle dictature. La Gestapo fit place à la N.K.V.D., les haillons bruns du Troisième Reich furent descendus dans les camps de concentration et les drapeaux rouges se déployèrent sur ces mêmes camps. Les étendards changèrent, mais la domination illimitée d'une minorité continua à s'appesantir sur des millions de travailleurs et de citoyens. Les intérêts des travailleurs et du peuple jugulés sans merci pendant douze années de terreur étatique continuèrent à être négligés. La solidarité des travailleurs ne put se manifester de nouveau, car la police secrète s'employait à désorganiser tout groupement social, toute organisation ouvrière, toute association culturelle. Les miasmes d'un pouvoir policier illimité polluaient l'atmosphère. La science parfaite de la Gestapo disparue se perfectionna dans le cadre de la S.E.D. combinant la science de la N.K.V.D. à celle de la Gestapo.

La classe ouvrière d'Allemagne orientale et centrale fut soumise à un plan économique pour lequel elle ne fut pas consultée, ni en ce qui concerne les objectifs généraux ni dans le domaine des réalisations concrètes dans les entreprises et dans les industries particulières. Les conseils d'entreprise de la République de Weimar avaient été liquidés depuis des années. Les travailleurs ne jouaient aucun rôle dans le domaine de la fixation des salaires et des conditions de travail. La tâche essentielle des syndicats stalinisés se limita à un but : augmentation de la production. Cette augmentation de la production s'effectua au premier chef au profit de l'Union soviétique soit sous forme de prestations directes pour les réparations, soit sous forme d'exportations destinées à être revendues sur le marché mondial au bénéfice de l'Union soviétique.

La prédominance accordée à l'industrie lourde, dans une région qui ne possède en propre aucune source de matières premières suffisante pour ses propres besoins, exigea l'investissement de moyens extraordinaires qui durent être prélevés sur ceux destinés à l'industrie légère, à l'indus-

trie de biens de consommation, en particulier. Le développement de l'industrie lourde visa à satisfaire les besoins soviétiques, sans considération des intérêts de la classe ouvrière.

Conséquences générales

Au cours de l'été dernier, le parti stalinien proclama la thèse de la « Construction du socialisme ». Cette « construction du socialisme » alla de pair avec une aggravation instantanée de toute la situation matérielle de la classe ouvrière. On exigea des rendements accrus dans les entreprises, les salaires restant inchangés, voire diminués. En même temps, fut décidée la « construction des forces armées nationales » de la D.D.R. (1). Cela entraîna automatiquement une dégradation des conditions alimentaires dans toute la zone soviétique d'occupation. Des milliers de tonnes de produits de consommation, en particulier de produits agricoles, furent détournés de la consommation collective et envoyés aux fabriques de conserves en vue de réserves et de stockage. Les industries du textile et des cuirs travaillèrent par priorité pour la nouvelle armée. Tous les produits, dont la production ne pouvait être développée au-delà d'un certain niveau, furent détournés de la consommation. Une aggravation nouvelle de la situation apparut lors de la proclamation de la « collectivisation de l'agriculture » et comme cette collectivisation — à l'encontre de toutes les déclarations staliniennes — affecta un caractère évident de contrainte, des milliers de paysans abandonnèrent leurs terres au cours de l'année écoulée. Il en résulta une baisse immédiate de la productivité agricole et l'accentuation de la crise alimentaire. Des milliers d'hectares ne furent pas mis en culture. Pour parer aux difficultés générales, le parti stalinien employa la violence, moyen pour lui habituel et légitime, qu'il applique depuis des dizaines d'années. Il lança la « campagne d'économie rigoureuse ». Cette campagne entraîna la diminution des salaires et traitements, le congédiement d'ouvriers, l'élévation des normes.

Une situation « objectivement » révolutionnaire

Les conditions d'une situation « objectivement » révolutionnaire se trouvèrent réunies au cours de cette période qui débuta en été 1952, avec le deuxième congrès du Parti S.E.D. pour atteindre au paroxysme le 17 juin 1953. Tous les éléments objectifs d'une résurrection s'y trouvaient réunis.

Cette période est caractérisée par l'application absolue à la zone d'occupation de l'Allemagne soviétique du système imposé aux « démocraties populaires ».

Cette tentative du Politburo allemand émanait d'une directive du Kremlin qui, considérant les modifications de la situation mondiale, avait opté pour une Allemagne définitivement séparée et pour l'assimilation totale de la zone Est dans

(1) Demokratische Deutsche Republik.

le bloc de l'Empire soviétique. Depuis la mort de Staline, au cours de la lutte qui se déroule dans les hautes sphères soviétiques apparaît cette étrange « détente tactique » qui se poursuit encore aujourd'hui et pour laquelle l'Allemagne représente le champ d'expérience de prédilection. Cette gigantesque entreprise trouve un parallèle très proche dans le tournant du Komintern au début de l'année 20 avec la tactique du Front unique, ce tournant au cours duquel le parti stalinien d'Allemagne fut contraint de revenir sur tout un ensemble de fautes, ébranlant impitoyablement l'autorité du Politburo et donnant à tous les fonctionnaires du parti une impression foudroyante, éveillant dans la classe ouvrière et dans le peuple des espoirs révolutionnaires d'un changement total de tout le système d'oppression stalinienne.

Si l'on se réfère à la théorie classique de la révolution, on peut dire qu'à la veille du soulèvement deux conditions élémentaires se trouvaient réunies dont les caractères objectifs peuvent être prouvés à l'aide de centaines de documents :

1° La complète démoralisation de la classe dominante de l'appareil de l'Etat et du parti stalinien qui ne savaient plus quelle attitude prendre, ne pouvant prévoir ni les conséquences ni les buts de la manœuvre tactique du Kremlin ;

2° Un mécontentement général de toute la classe ouvrière et de toutes les couches de la population qui ne voulaient collaborer en aucune manière avec l'appareil directeur du parti stalinien.

Histoire de la révolution

Si l'on se réfère à l'histoire des révolutions il ressort, de façon évidente, à la lumière par exemple de la Révolution russe, que des événements locaux — comme les manifestations des femmes à Pétrograd en 1917 pour demander du pain — constituent le point de départ de bouleversements puissants. Chaque révolution commence par les revendications concrètes d'être vivants appartenant à un groupe social ou politique déterminé. L'insurrection allemande apporte seulement un témoignage nouveau aux lois générales qui empiriquement caractérisent les grandes révolutions. Le rôle des travailleurs du bâtiment de la Stalinallee réside dans le fait qu'ils ont, par une action limitée, localisée, axée sur des revendications strictement économiques, donné l'impulsion au mouvement. Mais même dans le cadre de la Stalinallee, cette action n'a pas été le fait abstrait de provocateurs tombés du ciel ou d'une lutte de classe consciente dépassant le cadre d'une action syndicale. Ce mouvement fut le résultat d'une discussion qui durait depuis des semaines concernant la diminution des salaires et l'élévation des normes, l'augmentation du prix des produits de consommation essentiels et indispensables, voire l'absence de ces produits. Ce ne fut qu'après toute une suite de pourparlers avec les représentants du parti stalinien, c'est-à-dire des syndicats stalinien que les ouvriers — dont personne parmi les responsables des classes dirigeantes ne prenait en considération les revendications légitimes — en arrivèrent à cet état de désespoir qui devait logiquement avoir les conséquences suivantes : capitulation totale et assujettissement des travailleurs à la tactique mouvante du politburo stalinien.

Les événements locaux de la Stalinallee ne représentent qu'un exemple typique d'une situation générale. Les mêmes conditions se manifestant

dans les entreprises de Magdebourg Halle, Leipzig, Brandebourg, Potsdam, Rostock, Wismar et autres, il suffit de multiplier par cent la situation dans la Stalinallee pour dépouiller le phénomène local de son caractère isolé et y reconnaître l'élément objectif commun aux conditions sociales de la classe ouvrière dans toute la zone d'occupation soviétique allemande. Ce n'est que quand on entend résonner l'orchestre des conditions politiques, économiques, intellectuelles et policières de cette moitié soviétique de l'Allemagne que l'on se rend compte du caractère général de l'insurrection.

Rosa Luxembour contre Lénine

On ne peut douter de la spontanéité du mouvement. Morte, Rosa Luxembour l'emporte, trente-quatre ans après son assassinat, sur la théorie léniniste de la mission révolutionnaire. Dans les conditions qu'impose une domination policière intégrale les mouvements insurrectionnels organisés sont impossibles. Des événements extraordinaires de caractère objectif doivent intervenir pour que, au cours même de l'action, l'appareil policier lui-même soit paralysé et impuissant. C'est pourquoi l'opinion publique du monde entier fut déconcertée par les événements de Berlin-Est : elle partait du point de vue abstrait qu'un régime totalitaire rend impossible toute action de masses. Tous les théoriciens de l'anticommunisme partaient de ce point de vue abstrait qui avait correspondu empiriquement aux expériences de l'Union soviétique comme aux conditions de l'Etat nazi. Mais pour un observateur de la situation allemande, depuis l'été dernier, se précisait la vision d'une crise économique et politique extraordinaire dont le caractère allait en s'aggravant. Les facteurs objectifs de cette période d'évolution du stalinisme allemand étaient évidents. Ils suscitaient en outre une transformation des facteurs subjectifs qui trouvaient leur expression anarchiste et contrôlée dans des mouvements partiels et localisés, dans des crises au sein du parti et dans des renversements de ministères. Les décisions du Politburo du 9 juillet ouvrirent une petite soupape par laquelle se précipitèrent avec une violence démesurée toutes les énergies des masses, détruisant et submergeant tout le pays de leur vague insurrectionnelle.

Fidèle à la doctrine révolutionnaire stalinienne, séparé des masses par un abîme, le Politburo espérait accomplir son tournant tactique tout en le contrôlant et orienter les sentiments de la masse dans les limites de la nouvelle politique. Cette tentative devait échouer. Elle a échoué. La révolution sociale est apparue sur la scène de l'Etat totalitaire. Elle l'a dénoncé définitivement comme antiouvrier et réactionnaire. Comme toute institution coloniale, le politburo allemand s'est retourné vers ses chefs colonisateurs soviétiques pour requérir d'eux l'entrée en jeu des tanks contre la révolte des travailleurs. Pendant quarante-huit heures il s'est tu. Et puis il nous a proposé la théorie de la provocation.

La théorie de la provocation

Cette théorie met au même rang les capitalistes « anglo-américains », le chancelier Adenauer, le ministre Jacob Kaiser, le leader S.E.D. Ollenhauer, le maire de Berlin-Ouest, Reuter, et les agents provocateurs et espions « fascistes ». Bien entendu, les stalinien ont oublié les lois de l'action des masses ; séparés des masses laborieuses par un abîme social et par le monopole

du pouvoir, ils ne peuvent se représenter les soulèvements sociaux que comme l'expression de l'action d'agents secrets et de provocateurs.

Vivant eux-mêmes depuis des décades dans un milieu d'agents secrets et d'organisations d'espionnage, ils ont perdu la possibilité d'envisager autre chose. Le parti stalinien juge les soulèvements sociaux au premier chef d'après le modèle et le mécanisme qu'il a employés pour de tels soulèvements. Et comme, depuis cinquante ans, il ne jure que d'après la théorie de la mission révolutionnaire léniniste et considère la classe ouvrière absolument incapable de s'élever d'elle-même à la conscience collective révolutionnaire, comment aurait-il pu concevoir une révolution ouvrière autrement qu'avec l'aide de la théorie de la provocation. Il s'y ajoute cet argument décisif que la révolution ouvrière était dirigée contre eux, contre les staliniens. Il serait présomptueux d'espérer que le politburo ait pu considérer la question de la révolte des travailleurs comme justifiée et leur action comme légitime. Le chancelier Adenauer est peut-être très capable, mais vouloir le présenter comme l'organisateur d'un soulèvement ouvrier est absurde.

La tragédie de l'insurrection résida justement dans ce fait qu'elle n'obéissait encore à aucune direction, qu'elle n'avait pu se fixer aucun objectif central. Si le mouvement avait effectivement été préparé depuis des mois, voire des années, comme le prétendent les staliniens, contre toute évidence, ce qui, au reste, apporterait un témoignage accablant de l'incapacité de leur police secrète, il aurait dû dès le premier jour être en état d'occuper les postes-clés de l'appareil d'Etat. Il se serait le jour même emparé des installations de gaz et d'électricité, des centrales des postes, des télégraphes, des installations hydrauliques, des postes de police et des prisons.

Le caractère inorganisé du mouvement est tellement évident que l'existence d'une direction organisée est impensable, abstraction faite de l'absence de toute preuve empirique d'une prétendue préparation centrale : d'une direction. Les conséquences du soulèvement des 17 et 18 juin sont énormes. Ces journées ont montré le nouveau visage des travailleurs allemands de l'Allemagne orientale et centrale. Elles ont substitué à la honte de la soumission au fascisme la gloire de l'insurrection contre la dictature soviétique. Elles ont donné aux classes opprimées des autres démocraties populaires un espoir et un signal, elles ont montré qu'une lutte victorieuse contre le stalinisme est possible.

Une révolution d'un type nouveau

L'insurrection a confirmé le fait, depuis longtemps empiriquement établi, que dans la nouvelle société totalitaire stalinienne deux grandes classes s'opposent — si l'on peut encore employer le terme conventionnel de classe pour ce nouveau phénomène sociologique. La classe des privilégiés de l'Etat et du parti, qui a pris en main le rôle de classe dirigeante et dont les représentants participent à l'oppression, se trouve en opposition irrémédiable avec la classe des prolétaires, des ilotes, où se trouvent confondus toutes les autres classes de la société bourgeoise. Entre ces deux classes se réalise la décomposition de la société totalitaire du XX^e siècle.

La nouvelle révolution, dont nous avons vu récemment les premiers soubresauts en Allemagne orientale et centrale est la première des révolutions d'un type nouveau ; ses formes et son mécanisme présentent beaucoup de points communs avec les soulèvements spontanés du XVIII^e et du

XIX^e siècle, mais son contenu interne est autre. Elle n'est plus axée sur les revendications de classe partielles au sens où on le concevait dans la société bourgeoise. Elle ne distingue plus les revendications spécifiques des travailleurs, des employés, des intellectuels ou des survivants de la bourgeoisie en particulier. Toutes ces revendications spécifiques sont réunies en une seule opposition totale. Le mot d'ordre de cette révolution est : « Mort à la tyrannie totalitaire. » Elle ne peut pas faire le deuxième et le troisième pas avant le premier.

La révolution d'un type nouveau est une révolution primitive ; elle est spontanée, elle est libre, elle est solidariste dans l'action. Sa spontanéité constitue sa liberté, et sa liberté indispensable réside dans sa spontanéité inéluctable. Ce n'est qu'au cours même de l'action après le premier ébranlement des forces de police qu'elle peut, en faisant entrer la liberté au sein même de la société totalitaire, formuler ses directives, liant la spontanéité à une organisation de l'insurrection. Son premier pas est le soulèvement spontané, son deuxième est l'organisation de directions locales, le troisième se propose l'organisation de la révolution nationale.

La nouvelle révolution n'a pas encore son parti. Dans les pays totalitaires au XX^e siècle il n'existe encore aucun parti pour une telle révolution, en particulier, il n'en existe pas extra muros dans les pays occidentaux où manquent toutes les conditions pour cela. La révolution d'un type nouveau se développera selon ses formes particulières dans son propre milieu national et social. Le soulèvement de l'Allemagne orientale et centrale considéré comme réponse face à la dictature stalinienne montre justement quels sont les aspects de ces formes nouvelles.

Les militants antitotalitaires en France et dans tous les autres pays devraient étudier soigneusement les réalités des événements de juin 1953. L'insurrection de juin 1953 en Allemagne orientale et centrale est le signe avant-coureur de grands mouvements révolutionnaires contre l'absolutisme, qui opprime l'Union soviétique et les satellites, elle fait apparaître les aspects évidents de la nouvelle structure de la révolution qui vient. Nous disons aux militants révolutionnaires de France et des autres pays : Etudiez l'action de masses en Allemagne occidentale et centrale et vous y reconnaitrez la révolution du type nouveau : la révolution du XX^e siècle.

Berlin, juillet 1953.

Ernst SALTER.

Quand même les hommes se tairaient, la vérité crie. Voilà ce que savent ceux qui pensent, ceux qui font quelque distinction entre une plaie fermée et une plaie guérie, qui ne confondent pas les affirmations du code avec les solutions du droit, et qui ne croient pas que la volonté momentanée de la loi suffise pour réprimer l'éternelle révolte de la réalité méconnue. Faire le silence, ce n'est pas faire la paix. Il y a quelque différence entre un consentement et un bâillon.

Victor HUGO.

(Carnets intimes 1870-1871, d'après Henri Guillemin, *Figaro littéraire*, 1-8-53).

Au secours des militants ouvriers victimes de Franco

Le secrétariat des « Comités de défense sociale et d'entraide » communique :

Les « Comités de défense sociale et d'entraide » considèrent comme un devoir sacré d'alerter l'ensemble de l'opinion française sur le nouveau crime, d'une gravité particulière, qui, de l'autre côté des Pyrénées, est en train de se préparer.

Le Comité National d'Espagne de la « Confédération Nationale du Travail » (C.N.T.) clandestine nous a fait parvenir un mémoire que nous reproduisons ci-dessous :

« C'est avec une profonde douleur que nous dénonçons au monde civilisé la nouvelle injustice qui va être réalisée par le régime de Franco et la Phalange. Les autorités franco-phalangistes préparent un simulacre de procès pour condamner les militants les plus héroïques du syndicalisme espagnol. Si la conscience du monde libre ne barre pas la route à l'ignoble système absolutiste qui règne dans notre pays, bientôt sera sacrifiée une promotion d'hommes pleins d'abnégation, qui ont formé la plupart des cadres de lutte dans la résistance espagnole.

« Il est presque certain que le gouvernement totalitaire espagnol condamnera bientôt ces honnêtes travailleurs. *La peine de mort a été requise pour trois d'entre eux.* Pour tous les autres, les condamnations varient entre vingt et trente ans de réclusion. Le procès préparé par le sinistre colonel Eymar sera une monstruosité de plus à ajouter à celles qui se commettent dans l'Espagne de Franco. Il n'y a rien dans le dossier qui puisse prêter à confusion. *Il s'agit d'une affaire purement syndicale.*

« *Il ne sera pas permis aux accusés de choisir librement un avocat.* Ils devront le choisir parmi ceux qui figurent dans une petite liste que leur présentera le juge. Réduits à l'impuissance, sans pouvoir se défendre, les militants syndicalistes se trouvent dans une dangereuse situation. Le monde civilisé doit élever la voix contre de telles injustices. *Les travailleurs espagnols luttent pour la justice et pour la liberté.* Mais dans ce système de terreur instauré par la dictature du général Franco, *parler de liberté constitue un délit, lutter pour la justice un attentat contre les lois de sécurité du pouvoir tyrannique et exiger les droits du peuple équivaut à un délit de haute trahison.*

LES VICTIMES

CIPRIANO DAMIANO GONZALEZ, secrétaire du Comité national de la C.N.T. d'Espagne, arrêté le 6 juin ; emmené au commissariat de la sûreté nationale de Barcelone, où il subit les plus horribles tortures. Plus tard, il fut conduit à Madrid. Il est accusé d'être possesseur d'un poste émetteur de radio, d'avoir à son domicile clandestin une grande quantité de propagande (brochures et livres) subversive.

EMILIO QUINONES, délégué à l'extérieur du Comité national. Il fut atrocement battu. Pendant deux mois il a vécu séquestré et a subi les plus durs interrogatoires. La vie de ce militant ainsi que celle du secrétaire du C.N. se trouve en grand danger.

SEBASTIAN CALVO, membre actif de la résistance alliée. Il possède la médaille de Truman, une décoration française et une anglaise. A été torturé, lui et sa famille, de telle façon, qu'il a frôlé la folie.

ENRIQUE SANZ, arrêté en novembre 1952. Interrogé un mois durant. Supplicié, il se trouve aujourd'hui complètement épuisé physiquement. Or-

ganisateur avec d'autres des grèves populaires de mai 1951.

JOSE ESTEVE, accusé de former des organisations interdites et d'être membre de la direction du syndicat des spectacles publics attaché à la C.N.T. de Barcelone. Il resta emprisonné un mois durant au Commissariat de la Sûreté Nationale. A été torturé et flagellé.

PABLO BORJAS MARTINES, membre actif de la C.N.T. Accusé d'avoir reproduit et diffusé des tracts de la C.N.T. Détenue actuellement à Madrid. Il est en plus accusé d'être membre du Comité national de la C.N.T.

MIGUEL MUNOZ, membre de la C.N.T., demeurant à Madrid. Accusé d'avoir dirigé un mouvement populaire de protestation.

BENITA BARCENA, accusée d'être agent de liaison de la résistance espagnole.

JOSE TORREMOCHA ARIAS, arrêté à Barcelone. Inculpé de diffusion et d'impression de tracts de la C.N.T.

PEDRO TORREMOCHA (père du précédent). D'âge avancé, il est inculpé d'avoir prêté son aide au secrétaire du Comité national de la C.N.T.

JUAN SANA, J. APARICIO, MIGUEL CASTELIS et IGNACIO SERRA VIA ont tous été arrêtés sous l'inculpation d'être des militants actifs de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne.

**

Un commentaire est inutile.

Les « Comités de défense sociale et d'entraide » s'adressent à toutes les personnalités, à tous les intellectuels, aux grandes organisations syndicales libres, à tous les militants ouvriers, à tous les hommes libres pour leur demander d'appuyer de toutes leurs forces la campagne qu'ils vont engager pour arracher ces valeureux combattants de la liberté à la mort ou à la prison.

Les Comités de défense sociale et d'entraide croient utile de souligner qu'il s'agit là d'un monstrueux procès d'opinion dont le but avoué et non dissimulé est de décapiter la valeureuse C.N.T. d'Espagne. C'est donc une atteinte indiscutable aux libertés fondamentales ouvrières.

En effet, le seul grief retenu contre la totalité des accusés est d'appartenir au Comité National de la C.N.T. De plus, il est reproché à certains accusés d'avoir organisé les magnifiques grèves ouvrières de mai 1951 qui forcèrent l'admiration de tous les hommes libres.

Devant cette nouvelle atteinte à la liberté, il faut que tous les hommes libres se dressent. Le peuple de France qui, hier encore, se dressait unanimement contre d'autres injustices, ne doit pas laisser ce crime s'accomplir.

Chaque homme libre est comptable du sang des syndicalistes espagnols. En défendant leur liberté et leur vie, c'est aussi notre liberté que nous défendons.

Les Comités de défense sociale et d'entraide demandent avec insistance à tous ceux pour qui la liberté n'est pas une simple formule de mettre tout en œuvre pour sauver ces nouvelles victimes de l'arbitraire.

Les Comités de défense sociale et d'entraide lancent un appel à la solidarité en faveur des victimes du franquisme.

Adressez les protestations et les fonds à Aimé Capelle, 9, avenue Secrétan, Paris (19^e). — C.C.P. Paris 7622-88.

La dernière crise ministérielle a été d'une durée exceptionnelle ; la presse nous l'a présentée comme particulièrement grave et comme secouant le pays jusque dans ses profondeurs. Eh bien ! je n'ai rien observé de tel dans le village où je réside depuis bientôt trente ans et où je m'applique à connaître tout le monde.

La crise a été accueillie avec indifférence ; ses péripéties ont été suivies avec un scepticisme qui ne doit pas être confondu avec l'esprit critique si essentiel à la recherche de la vérité.

Son dénouement n'a suscité ni espoir ni soulagement : du scepticisme on est simplement revenu à l'indifférence.

Cependant, depuis quelques jours, on s'inquiète du rebondissement et de l'élargissement de la guerre d'Indochine. La politique tortueuse et ténébreuse du Quai d'Orsay angoisse les citoyens (1).

La presse nous trompe ou ignore. On voit mal pourquoi la crise ministérielle aurait ému les ruraux.

Elle n'était pour eux qu'une crise après tant d'autres. On ne pouvait, au début, prévoir sa durée ; d'autres crises assez longues avaient déjà été enregistrées dans le passé. Alors à quoi bon s'inquiéter ?

De plus, ici, le travail de la vigne commandait tout pour au moins trois mois et ne laissait guère de loisirs.

Pour ce qui est des ouvriers travaillant à Villefranche, ils sont encore des prolétaires de trop fraîche date pour se comporter en syndicalistes. Ils ne pouvaient s'intéresser à des événements parlementaires lointains, pris qu'ils étaient (et qu'ils sont) par leurs soucis immédiats. Ces soucis proviennent du chômage qui augmente, des bas salaires réels et surtout de la pénurie de logements à Villefranche. Le ménage J..., qui vient d'avoir un troisième enfant, cherche un appartement depuis deux ans.

Le travailleur est loin de son usine. Alors la ménagère doit, chaque soir, songer à la gamelle du lendemain et l'homme, s'il ne dispose que d'une bicyclette rentre éreinté au logis, car, entre Villefranche et Blacé, se placent deux côtes longues et dures. L'ouvrier à peine arrivé chez lui détend ses membres las, avale son frugal repas du soir, prend l'air s'il fait beau et gagne son lit.

Les moyens d'information manquent. Les quotidiens lyonnais sont de moins en moins lus. Outre qu'ils sont chers, on estime qu'ils renseignent mal leurs lecteurs. **Le Progrès**, centre gauche, passe pour un journal bien fait. Sa typographie est excellente et ses photographies remarquables ; mais qu'il s'agisse de politique extérieure, de politique intérieure ou de politique sociale on n'y trouve plus les articles de fond qui, naguère, le rendaient intéressant.

Reste la radio.

Présentées sur un ton neutre et en quelque sorte impersonnel, les informations officielles seraient, de ce fait, volontiers acceptées comme véridiques si, très souvent, elles n'étaient ultérieurement contredites par les événements.

La B.B.C. étant jugée trop sérieuse, les faveurs vont de plus en plus à Radio-Luxembourg. La

(1) Jamini, si souvent cité par Proudhon, disait que les expéditions lointaines sont condamnées à l'échec et que la négociation doit être préférée à la guerre. Au village, on sent obscurément, mais intensément, qu'en Indochine la situation ne peut que s'aggraver.

variété des sujets traités, la brièveté de chaque « numéro », l'apparente impartialité des informations plaisent à l'auditeur moyen. Certaines émissions de ton légèrement frondeur (M. Benoit a des ennuis ; le point de vue de Piédalu ; les procès du lampiste Leguignon) font rire ceux qui aiment la satire à fleur de peau. Dans le même ordre d'idées on écoute volontiers le Grenier de Montmartre. « Non mais qu'est-ce qu'on leur passe ! » On c'est les chansonniers et leur les gouvernants.

Les gens du peuple axés à gauche manifestent leur scepticisme par des formules stéréotypées inlassablement répétées :

— On prend les mêmes et on recommence.

— Tous ces salauds ne sont là que pour la place et la paye.

— Nous autres on ne vend pas nos vins et eux autres ils viennent encore de s'augmenter.

— Ils nous possèdent jusqu'au trognon.

— On ne les voit qu'au moment des élections.

— Ils veulent la guerre et la révolution.

— Le pire de tout c'est qu'on n'y peut rien.

— Tout ce qu'on dit, c'est manière de causer en buvant un pot, mais ça ne change rien à rien, ça ne les touche pas, eux autres.

Du centre gauche à l'extrême droite, les notables se distinguent par leur nullité sentencieuse. Graves, gourmés, parlant au nom du bon sens dont ils sont le refuge, ils se meuvent dans le banal, le convenu, le lieu commun. Il y a en eux du Pipelet, du Joseph Prudhomme et du Bournisien. Leurs propos sont définitifs, solennels, vagues et imagés. La France y tient une bonne place et ils en font une personne très désagréable. Et tout cela traîne dans leurs journaux depuis un siècle :

-- La France veut être gouvernée.

— Tant que la basse classe fera la loi, la France descendra la pente.

— La Chambre des députés toute-puissante, c'est la Convention et l'Anarchie. Oui, monsieur, l'Anarchie.

— Un Sénat renforcé s'opposera aux extravagances du suffrage universel.

— Les responsabilités du pouvoir exigent que le ministre oublie ses promesses à l'électeur.

— Il nous faut un Exécutif fort.

— Les réformes ne me font pas peur, mais je les veux mûrement étudiées.

— Les promesses démagogiques tuent la France. Etc., etc.

Que les conservateurs dogmatisent de la sorte, rien de plus normal, les conservateurs étant par définition ceux qui soustraient à l'examen le corps d'intérêts et de passions constituant ce qu'ils appellent vaniteusement leurs « doctrines éprouvées » ou encore « les lois d'une saine politique ». Mais ce qui est douloureux c'est que leurs adversaires manquent à peu près totalement de cet esprit critique qu'un philosophe, M. Dupréel, définit très justement comme étant « la disposition à faire prévaloir le plus possible le respect de la vérité en soi, connue ou à connaître ». L'esprit critique, en tant que tel, procède à de continuelles remises en question. Au village, au camp des hommes de gauche, elles manquent tout à fait. On ne dogmatise pas à la manière des conservateurs, mais on se réfugie dans des propos amers, débasés et au fond très superficiels.

Les hommes de gauche constatent les maux dont ils souffrent mais ils reculent devant la

recherche des remèdes à employer pour les guérir. Les conservateurs ont des conceptions d'une simplicité effroyable. Tout va mal, disent-ils, mais tout ira mieux aussitôt qu'un homme à poigne aura muselé le suffrage universel et agira à sa guise. Les gens de gauche, eux, manquent d'assurance. Ils se voient placés devant des situations si inextricables qu'ils n'osent même plus y penser.

Et, legs onéreux de l'ancien régime, de part et d'autre on croit à la toute-puissance de Sa Majesté l'Etat. Le conservateur veut que l'exécutif ne soit pas gêné par les cris démagogiques de la basse classe excitée par ses « meneurs » et l'homme de gauche pense que tout s'arrangerait aisément si les gouvernants voulaient sincèrement que ça s'arrange. Mais il est persuadé que ce sont des êtres foncièrement pervers ne songeant qu'à tirer profit de la misère du peuple et contre lesquels il est vain de lutter, tant ils sont forts.

A la campagne, vous stupéfiés les gens de gauche quand vous leur montrez avec preuves à l'appui que l'action civique autonome est possible parce qu'à toute force réactionnaire il est possible d'opposer des contre-forces efficaces.

Par suite de la puissance des idées de hiérarchie sociale, au village plus encore qu'en ville, les citoyens sont persuadés qu'il existe une différence radicale entre les gouvernants et les gouvernés : ceux-ci faits pour obéir et ceux-là pour commander, attendu qu'ils prétendent posséder des lumières spéciales qui manquent aux gens du commun. **Le pouvoir des ministres n'est jamais contesté ; ce que l'on incrimine c'est simplement l'usage qu'ils en font.**

Au cours d'une remarquable conférence sur l'Etat, l'ouvrier et le technicien, Harold Laski déclarait avec force : « Rien n'est aussi dangereux pour une société démocratique que l'impossibilité pour les gouvernés de mettre en question l'activité de ceux qui les gouvernent. » Il ajoutait : « Ils (les gouvernés) en viennent à ne plus souhaiter de responsabilités et envisagent l'idée d'initiative intellectuelle avec une certaine crainte, voire avec du ressentiment. Ils se déshabituent de la liberté au point de ne plus savoir quand elle est en danger et ne se rendent pas compte qu'ils contribuent à sa destruction, comme ils l'ont fait par exemple en se donnant à Hitler. »

Au temps de Pétain, une bonne partie du Beaujolais, qui se disait et se croyait républicaine, s'est ruée à la servitude. En 1941, elle a acclamé le vieux maréchal lors de sa tournée dans le vignoble. On s'exaltait en citant les propos tombés de la bouche de l'autoritaire vieillard. Et les dénonciations pleuvaient à l'encontre des récalcitrants. Au début d'octobre, on me perquisitionna pour la seconde fois. Il en serait encore de même si de Gaulle ou Juin réussissaient leur coup d'Etat.

Dans les régimes césariens, le statut politique du pays interdit aux sujets du despote de mettre en question son activité dictatoriale. En France, pour l'instant, pas de César apparent ; le citoyen a la possibilité théorique d'examiner l'action de ceux qui le gouvernent et de la réprover en donnant ses raisons. Mais, au village, c'est lui qui renonce à exercer son droit. Il se borne à froncer les lointains pouvoirs qui l'écrasent.

A. V. JACQUET.

PETITE ANNONCE

Camarade désireux acheter **l'Homme et la Terre**, d'E. Reclus (édit. A. Michel). Faire offre à Reclus, Hondrevilliers (S.-et-M.).

Parmi nos

LETTRES

Suite à l'histoire de la paille et de la poutre...

La lettre de Ruh, parue dans notre dernier numéro, n'a pas été du goût de Gallienne, à qui elle reprochait de vouloir mettre sur le même plan « les injustices tolérées par le régime évolué des Etats-Unis et les crimes commis par le régime rétrograde de la Russie », en lui rappelant l'histoire de la paille et de la poutre. Gallienne accuse son contradicteur de l'avoir mal compris et il pose des questions auxquelles précisément Ruh a déjà répondu, et bien répondu.

En quoi la poutre stalinienne est-elle dans mon œil ? écrit-il. Ruh me prend-il vraiment pour un stalinien ou un pro-stalinien de quelque nuance que ce soit ? Ai-je protesté contre un article quelconque de la R.P. dénonçant le stalinisme ? Ai-je dit qu'il ne fallait pas le dénoncer ? Bien au contraire !

Mais voilà ce que j'ai dit et pensé : Pourquoi la R.P., qui, à juste titre, dénonce l'impérialisme français, l'impérialisme anglais (qui cependant, eux aussi, pourraient avantageusement supporter la comparaison avec le stalinisme), a-t-elle une tout autre attitude lorsqu'il s'agit de l'impérialisme américain ? En quoi le racisme yankee est-il moins odieux que le colonialisme français ou anglais ? En quoi le maccarthysme est-il moins écoeurant que la répression bourgeoise dans les autres pays capitalistes ? Je ne reproche pas à la R.P., ou du moins à certains de ses rédacteurs, de faire une différence entre le stalinisme et la politique américaine, mais entre cette dernière et celle des autres pays capitalistes.

...et suite à l'affaire Rosenberg

Dans une seconde lettre, Gallienne s'en prend particulièrement à Louzon, d'abord au sujet de l'affaire Rosenberg :

Le monde entier a douté de la culpabilité des Rosenberg. Louzon nous a dit que personne n'oserait affirmer leur innocence. Oui, mais qui oserait affirmer leur culpabilité ? Louzon ajoute que leur procès « s'est déroulé selon toutes les règles de la justice américaine qui est, de toutes les justices, celle qui donne le plus de garantie à l'accusé, avec l'obligation qu'elle fait au jury de rendre son verdict à l'unanimité... ». Et qu'importe que le jury doive rendre son verdict à l'unanimité, si tous ses membres sont aveuglés par la haine de classe, ou de race. Louzon a-t-il oublié à ce point combien l'affaire Rosenberg rappelle l'affaire Sacco et Vanzetti ? Les règles de la justice américaine étaient les mêmes, et pourtant, aucun socialiste, aucun révolutionnaire, et bien peu de bourgeois ne doutaient de l'innocence des deux anarchistes. (Et à ce moment aussi, le pape, et même Mussolini, étaient intervenus en leur faveur !). Louzon a-t-il oublié Tom Mooney, les nègres de Scottsborough, plus récemment Mac Ghee, condamné lui aussi à l'unanimité par un jury raciste en dépit du président du tribunal qui estimait, avec raison, l'innocence prouvée ? Comment peut-on, dans une revue comme la R.P., nous citer en exemple une « justice » capable de tels crimes ?

En dépit de sa sympathie pour les Etats-Unis, Louzon ne peut pas approuver leur politique asiatique. Alors il dit que l'Amérique « cafouille ». Mais non, l'Amérique ne cafouille pas. Tout simplement, la politique d'Eisenhower ne poursuit pas les mêmes buts que celle de Louzon. Si les Etats-Unis luttaient contre le seul stalinisme, ils chercheraient à détacher la Chine de l'U.R.S.S., et adopteraient dans la question indochinoise une attitude franchement anticolonialiste. Mais à travers le stalinisme, c'est toute idéologie révolutionnaire, tout mouvement d'émancipation sociale prolétarienne que les Etats-

Unis entendent exterminer. Si la politique américaine s'est parfois montrée adversaire des méthodes colonialistes françaises ou anglaises, c'est parce qu'elle tend à remplacer dans le monde les vieux impérialismes fatigués, non par les mêmes méthodes, mais par une expansion économique plus en rapport avec les nécessités actuelles. Mais en fin de compte, chaque fois que les positions impérialistes sont menacées sérieusement quelque part, on voit les Etats-Unis voler à leur secours. Les Etats-Unis voudraient bien éliminer la France d'Indochine et d'Afrique du Nord, mais ils préfèrent qu'elle y reste plutôt que de céder la place aux forces anti-impérialistes.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de tomber dans l'anti-américanisme grossier des stalinien. En face des racistes antinègres, il y eut dans l'histoire américaine des John Brown ; en face des exploités du prolétariat, des écrivains comme Sinclair ou Steinbeck qui dénoncèrent l'injustice sociale. Il n'en reste pas moins que la politique américaine actuelle n'a rien de commun avec celle que peuvent souhaiter les révolutionnaires. Cela me paraît tellement évident que je m'explique mal comment il est nécessaire d'écrire de telles choses.

Gallienne n'est pas rassuré par les garanties de défense que la justice américaine accorde aux accusés ; il redoute l'aveuglement de tous les jurés et leur haine de classe ou de race. On se demande, dans le cas des Rosenberg, de quelle classe et de quelle race il peut s'agir ; car la « classe » des accusés apparaît assez incertaine, et leur « race » étant la même que plusieurs de ceux qui les ont condamnés.

Mais si l'on estime que les préventions et les partis pris peuvent toujours fausser les jugements des hommes, il faut bien admettre que c'est un phénomène qui n'a rien de spécifiquement américain, et qu'il faut alors rejeter toute condamnation et prendre systématiquement parti pour les condamnés contre leurs juges. C'est une position facile et qui satisfait les consciences les plus sensibles, mais qui est hors des exigences des sociétés organisées, quelles qu'elles soient.

Quant à la sympathie qu'éprouverait Louzon pour le capitalisme américain, je conseille à Gallienne de bien lire le présent numéro de la R.P. qui l'amènera sûrement à réviser son jugement.

D'autres lettres nous ont été adressées au sujet de l'affaire Rosenberg. Plus spécialement à propos de la lettre de Maitron et de la réponse qui l'a accompagnée.

Sauve, de Périgueux, est pleinement d'accord avec cette dernière :

« Charbit — écrit-il — a on ne peut mieux situé la question, et à mon avis il voit autrement juste sur cet événement contemporain que l'historien Maitron. »

Mais telle n'est pas l'opinion de Ferrès, de Drancy, qui écrit :

Il faut croire le camarade Charbit quand il écrit, au sujet des condamnés à mort français pour collaboration ou trahison, que « ces faits étaient connus depuis plusieurs semaines ».

En effet, un député indépendant paysan de l'Isère, Aimé Paquet a cru devoir à ce propos adresser une question écrite au garde des Sceaux. Le premier paragraphe est ainsi rédigé : « Dans quelles circonstances ont été exécutés le 2 juin deux jeunes Français condamnés à mort pour faits de collaboration le 18 novembre 1949 après une détention de trois ans passés aux fers ? »

On peut voir que ces préoccupations étaient à ce point communes au député Paquet et au camarade Charbit qu'ils ont adopté la même rédaction.

La question du député Paquet et la réponse du garde des Sceaux — parues à l'Officiel — figurent au Monde daté 13-14 septembre, page 4.

On ignore, compte tenu de la législation américaine, si un représentant sénatorial des U.S.A. a adressé à son gouvernement une question relative à l'affaire Rosenberg...

Quoi qu'il en soit, et comme dirait Camus, « Argument idiot. Si vous avez eu le malheur de marier votre fille aimée à un adjudant de Bataillon

d'Afrique, ce n'est pas une raison pour marier une cadette à un inspecteur de la brigade mondaine ».

Il est pénible de constater que c'est pourtant ce genre d'argument qui est employé contre Maitron sous une forme délibérément agressive. Maitron est pourtant, que l'on sache, l'auteur d'une thèse de doctorat sur le mouvement anarchiste français où les « bandits tragiques », par exemple, ne sont pas présentés sous leur plus mauvais jour.

Ainsi donc, le camarade Ferrès, qui a protesté, comme il se doit, contre la longue détention et l'exécution des Rosenberg, ne trouve qu'occasion d'ironiser sur « les préoccupations communes au député Paquet et au camarade Charbit ». Quand on lui signale la nécessité de balayer devant notre porte et de penser également à ceux qui subissent en France le même sort que les Rosenberg aux U.S.A. Car il n'y a pas que les deux suppliciés du 2 juin ; il y a aussi ceux qui attendent depuis de longs mois leur grâce ou leur exécution, tel ce misérable « patriote breton » Geoffroy, condamné à mort depuis des années et qui, lui aussi, nie le crime qui lui est imputé.

Est-ce que la pitié et l'indignation s'exerceraient à sens unique ? Et le sort de malheureux cesserait-il de nous intéresser dès qu'il nous est signalé par un député que je veux bien croire réactionnaire, tandis que nous devons faire chorus avec les communistes dont les campagnes sont toujours entachées d'arrière-pensées politiques ? Ce n'est pas bien beau.

Quant à « la forme délibérément agressive » que j'aurais donnée à ma réplique à Maitron, Ferrès se trompe. Je me suis efforcé, au contraire, de demeurer très en deçà du ton qu'il a employé dans sa philippique contre Louzon. Et je l'ai fait parce que je respecte la sincérité de Maitron et parce que je voudrais le voir tomber moins facilement dans les panneaux des stalinien.

F. CHARBIT.

« La dictature à envisager... » (*)

...Si le trait dominant de l'évolution intérieure des sociétés d'aujourd'hui, est la formation d'un nouveau type de dirigeants de la production, le trait dominant de leur évolution externe consiste en ce qu'elles marchent vers leur fusion au sein d'un Etat unique.

Or ce n'est pas l'Europe, trop petite, trop pauvre en ressources naturelles, et trop empêtrée dans ses traditions, qui pourra constituer cet Etat mondial. L'Europe est donc destinée, comme la chose est parfaitement visible déjà, à devenir le satellite de l'une des grandes puissances qui se disputent dès maintenant l'hégémonie mondiale. Or il est souvent commode pour un Etat d'installer chez ses satellites un homme muni de pleins pouvoirs, un dictateur, chargé de maintenir le pays dans la voie tracée par son « protecteur ». Lorsque après la mort d'Alexandre, les vieilles et illustres Cités grecques perdirent toute vie politique indépendante, qu'elles ne furent plus que des annexes pour les empires voisins qui se les disputaient, Athènes fut ainsi soumise à des dictateurs successifs dont chacun n'était que l'agent de celui des empires qui était momentanément le plus fort. C'est le sort qui, sans doute, nous attend.

La dictature que nous avons à envisager pour l'avenir n'est donc ni celle d'un Bonaparte ni celle d'un Boulanger ou d'un de Gaulle, mais celle d'un Pétain. Celle d'un « gauleiter » installé par l'Etat qui aura la France sous son influence, afin d'y faire les affaires, non de la France, mais de cet Etat.

Le bonapartisme tirait sa force de l'exacerbation de la vanité nationale ; les prochaines dictatures, au contraire, ne pourront s'instituer qu'à la suite de la disparition de tout amour-propre national. Elles en seront donc exactement le contre-pied.

Ce que le régime républicain a désormais à craindre de la part des Français, ce ne sont plus des flambées de fièvre, mais c'est leur hypothermie.

R. L.

(*) Extrait des *Etudes matérialistes*, n° LXXV. Robert Louzon, avenue Fragonard à Cannes (Alpes-Maritimes).

Malaise à Force Ouvrière

Les grèves d'août ont appelé les militants de Force Ouvrière à jouer un rôle de premier plan auquel ils étaient quelque peu déshabitués, depuis la scission. C'est vers eux, surtout, que se sont tournés les postiers et les travailleurs des services publics au début du mouvement. Ont-ils déçu cette confiance par leur hésitation, leur manque de fermeté, leurs tractations avec le gouvernement et les représentants du M.R.P. ? Ont-ils eu tort de décider la reprise du travail sans consultation des intéressés ? Certains militants de Force Ouvrière le pensent, et au Comité national confédéral, qui s'est tenu les 5 et 6 septembre, de nombreuses critiques ont été faites au bureau confédéral, les oppositions de tendance se sont avivées et certains défenseurs de la majorité ont été jusqu'à demander l'exclusion des oppositionnels.

Un camarade qui a participé à ces débats a bien voulu nous en faire le résumé ci-après :

Dans son rapport au Comité confédéral national, Bothereau s'est surtout attaché à justifier l'attitude du bureau confédéral — et la sienne propre — pendant les grèves d'août.

Selon lui, Sidro aurait demandé au bureau confédéral, au cours de la réunion de la commission exécutive du 11 août, de déclencher une grève générale interprofessionnelle de 48 heures. Le bureau unanime, dit Bothereau, s'y est refusé, d'une part, parce que cette décision était antistatutaire, ni le bureau confédéral, ni la commission exécutive n'étant habilités à déclencher un tel mouvement, et d'autre part, parce que rien ne prouvait que cette grève serait restée limitée à 48 heures. Le fameux « débordement cégétiste » était à craindre, alors que la C.G.T. ne bougeait pas et ne semblait pas décidée à bouger.

Ce que le bureau confédéral craignait aussi — Bothereau dit — c'était la possibilité d'ouvrir la porte à des manœuvres communistes dirigées contre le régime. Mieux valait ne rien faire que voir menacées les institutions républicaines.

C'est également la crainte de créer des remous législatifs qui a amené le bureau à ne pas réclamer trop fort la convocation du Parlement. L'entrevue avec Herriot amena Bothereau à penser que, non seulement les députés n'étaient pas tellement chauds pour se réunir, mais que si l'Assemblée nationale tenait séance, les députés pourraient bien voter hâtivement un texte réglant le droit de grève des fonctionnaires.

Bothereau a également insisté sur ses propres entrevues avec Auriol et Laniel, évoquant à peine les démarches de Jouhaux et son memorandum, dont le contenu pouvait cependant constituer, à l'époque, une excellente base de discussion. Bref, selon les propres termes de Bothereau, la principale préoccupation du bureau confédéral, durant cette période, a été de « sortir du tunnel ».

Selon Bothereau, les questions qui se posaient étaient :

— Devions-nous faire grève pour la convocation du Parlement ?

Ce n'était pas notre rôle, ni celui d'aucune organisation syndicale libre.

— Devions-nous généraliser le conflit ?

Le bureau confédéral n'est pas fait pour jouer la vie de Force Ouvrière à quitte ou double.

— Devions-nous ordonner la reprise du travail en bloc ?

Non, puisque les négociations se poursuivaient, fédération par fédération.

Et Bothereau ajoute que la confédération

n'avait pas le choix, la décision appartenait aux travailleurs, et de nombreux grévistes commençaient à rentrer.

L'intervention de Bothereau a montré à quel point la direction bureaucratique était incapable de concevoir un mouvement parti de la base et pris en charge par les directions fédérales. Tout se ramène à la crainte de l'exploitation cégétiste. « La C.G.T. nous attendait au virage de la reprise du travail ». C'était oublier que la C.G.T. ne pouvait profiter de la situation que si la reprise du travail était décidée dans de mauvaises conditions. C'était seulement si la direction de Force Ouvrière avait montré une combativité digne de celle des éléments de base que les négociations avec le gouvernement pouvaient aboutir à un accord fructueux pour les corporations en grève.

Sachant que le reproche de manque de combativité était fondé, Bothereau s'est attaché à défendre, devant le Comité confédéral national, la nécessité de garder la même direction confédérale... pour des raisons que personne encore n'a exactement comprises.

Le bureau confédéral — ou plus exactement Bothereau et ses amis — ont fait venir à la tribune de nombreux laudateurs. Ils ont retrouvé leur majorité en fin de comité confédéral national. Même des secrétaires d'unions départementales ou de fédérations qui l'avaient sérieusement secoué ont, au moment du vote final, rallié les bureaucrates. Mais les minoritaires, ne l'oublions pas, représentent en réalité une très forte fraction des adhérents de F.O., c'est avec eux qu'il faudra compter, et non avec les fédérations ou les unions départementales fantômes. Et la partie n'est pas jouée.

Les minoritaires, en réclamant la convocation d'un congrès extraordinaire, savaient qu'ils seraient battus. Mais les idées exprimées au Comité confédéral national feront leur chemin.

La grève générale, au lendemain du discours provocant de Laniel ? Mais tout le monde la désirait. Et Leveau (Sarthe) a exprimé là-dessus un point de vue absolument général.

Quant à Lapeyrade (Charente-Maritime), il fut beaucoup plus net. Mandaté par son union départementale pour « demander la tête » du bureau confédéral, il accusa celui-ci d'avoir méconnu totalement la capacité d'action de la base.

Les laudateurs du bureau confédéral sont alors souvent passés aux attaques personnelles contre les « opposants ». Babau (U.D. B.-

d.-Rhône) qui, par ailleurs, déclare sérieux le « Front démocratique et social », s'en est pris à Gyesse (Employés) qui réclamait la convocation d'un congrès extraordinaire.

Gyesse avait déclaré notamment :

« Par crainte de courir le risque d'une aventure politique improbable, la direction confédérale s'est confinée dans des négociations menées par l'intermédiaire d'un parti politique qui n'a cherché en la matière, pour son profit exclusif, qu'à éviter une crise ministérielle mettant en difficulté les hommes qu'il a délégués au pouvoir.

» Les conditions obscures dans lesquelles ont été négociés les accords, les tergiversations ministérielles, les dérobades des politiciens de la pseudo-commission des bons offices, l'imprécision des communications sur les pourparlers en cours puis enfin les menaces du communiqué du cabinet interministériel du 26 août 1953 ont fait que la reprise du travail a eu lieu dans la confusion la plus complète et dans la plus grande rancœur.

» Les travailleurs étaient persuadés qu'ils avaient engagé une grande bataille. Dès le 6 août ils accordaient à notre organisation un crédit et une confiance que nous recherchions depuis 1948. Ils se sont montrés déçus, quand ce n'est pas profondément choqués, de l'attitude confédérale.

» Par son manque de clairvoyance et d'imagination, par sa crainte morbide d'un débordement dont la suite des événements ont démontré l'inanité, la direction confédérale a fait inconsciemment le jeu des réactionnaires sociaux et des stalinien, qui ont intérêt les uns et les autres à jeter le discrédit sur les organisations syndicales libres.

» Les erreurs impardonnables de la direction confédérale ont fait et font le jeu de la C.G.T.

» Des cartes déchirées, des démissions sont remises, le découragement et la rancœur s'emparent des militants.

» Même les organisations confédérées qui n'ont pas participé à la grève sont plus ou moins directement touchées. »

Faute de pouvoir prouver que le bureau confédéral a eu raison, ses partisans, les « conspirateurs », les « collets noirs », veulent créer une tendance, soutiennent des journaux de fraction, etc... Compagnon (U.D. Seine) demande que le Comité confédéral national « interdise ces pratiques ». Et Laurent (Cheminots), qui fait confiance au bureau confédéral, ne demande rien de moins que l'exclusion des auteurs de ces journaux.

Delamarre (Métaux) proclame qu'un mot d'ordre de grève générale de 48 heures aurait dû être lancé par un Comité confédéral national convoqué en août. Et il ne faut pas seulement examiner le problème des salaires. Une question d'importance se pose à l'intérieur de la confédération : celle de la structure confédérale et de l'orientation de la centrale.

Sidro demandait, lui aussi, la convocation d'un congrès extraordinaire pour dissiper le malaise laissé chez les travailleurs par l'attitude du bureau confédéral. Sa critique a porté surtout sur la conduite des négociations et l'entremise du M.R.P.

La leçon de l'affaire, en définitive, a été tirée par Richard qui ne pense pas que, dans une démocratie, le bureau confédéral ne se réunit pas tous les vendredis pour chanter

« brigadier vous avez raison ». F.O. est, aux yeux de l'opinion publique, la centrale qui est à la pointe du combat. Il faut donc prendre un certain nombre d'initiatives, lancer par exemple un message au pays préconisant une nouvelle politique économique et sociale.

François LEGER.

Résolution du C.C.N.-F.O.

Le Comité confédéral national de la C.G.T.-F.O., réuni les 5 et 6 septembre 1953,

Se félicitant que l'initiative de la riposte aux projets réactionnaires du gouvernement soit le fait des organisations Force Ouvrière, salue fraternellement tous les ouvriers actuellement en grève, ainsi que tous ceux ayant participé aux mouvements d'août 1953.

Le C.C.N. s'élève contre les réquisitions illégales, ainsi que contre la circulaire Laniel du 12 août, qui sont une violation du droit de grève prévu par la Constitution.

Il proteste avec vigueur contre les mesures qui, malgré les engagements formels pris par le gouvernement, frappent les travailleurs ayant usé de leur droit de grève et affirme sa solidarité totale avec ces camarades.

Il mandate le Bureau confédéral pour leur manifester la solidarité matérielle et pour obtenir, en accord avec les Fédérations, le respect des engagements pris, la cessation des poursuites en cours, la levée des sanctions de toute nature.

Le C.C.N. enregistre les résultats acquis pour les travailleurs de la Fonction publique, des Services publics et de certaines entreprises nationalisées. Il dénonce l'obstruction systématique opposée par le C.N.P.F. et le gouvernement à l'aboutissement des légitimes revendications des travailleurs.

Considérant que les engagements gouvernementaux issus des négociations du mois d'août 1953 doivent être respectés intégralement, il ne saurait admettre les atermoiements, faisant systématiquement obstruction au fonctionnement des Commissions mixtes prévues par la loi.

Le C.C.N. ne peut être dupe d'une nouvelle pseudo baisse des prix à l'usage de la propagande du gouvernement pour retarder l'examen du véritable problème du pouvoir d'achat des salaires.

Le C.C.N. réclame de toute urgence la réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives en vue du relèvement du salaire minimum interprofessionnel garanti.

Indépendamment de l'évolution de l'indice des 213 articles, la C.G.T.-F.O. exige que le salaire minimum interprofessionnel garanti soit calculé sur 173 heures au lieu des 200 heures actuellement retenues.

Dans l'immédiat, il réclame l'octroi d'une prime d'attente uniforme mensuelle pour tous les travailleurs.

Le C.C.N. renouvelle son attachement aux principes fondamentaux et au programme de la C.G.T.-F.O.

Le C.C.N. donne mandat au Bureau confédéral et à la Commission exécutive pour prendre, en accord avec les Fédérations, toutes décisions d'action, y compris la grève, propres à imposer toutes mesures conformes aux intérêts des travailleurs de ce pays.

Il appelle les travailleurs à confirmer leur confiance à la C.G.T.-F.O. qui, aujourd'hui plus que jamais, a un rôle décisif à jouer dans la défense des intérêts ouvriers et dénonce, une fois de plus, les agissements aussi coupables que voilés des dirigeants de la C.G.T. stalinienne.

Démission de Sidro

A la suite des désaccords qui se sont manifestés au cours du Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O. des 5 et 6 septembre, le camarade Sidro, secrétaire général de la Fédération des Employés, a donné sa démission de la Commission exécutive confédérale.

Une résolution minoritaire

Le camarade Hébert, de l'U.D. de la Loire-Inférieure, avait présenté une résolution, dont voici l'essentiel :

Le Comité Confédéral National :

— REGRETTE que les dirigeants confédéraux n'aient pas établi un programme précis de revendications générales dont le rejet ou l'acceptation par le gouvernement et le patronat aurait pu déterminer en toute clarté la position de nos différents syndicats,

— ESTIME que l'absence de mot d'ordre confédéral tendant à généraliser le mouvement à l'ensemble des travailleurs, et par là même le soutien effectif du secteur privé au secteur public, représente une grave erreur qui n'a pas permis le succès qu'on pouvait espérer,

— CONSIDERE que les négociations entre le gouvernement et nos dirigeants confédéraux engagées par le canal d'une « commission des bons offices » composée de politiciens du M.R.P. n'ont pas permis d'obtenir les résultats minima que les travailleurs étaient en droit d'attendre et risquent de compromettre gravement l'avenir de notre mouvement,

— PROTESTE contre cette attitude qui risque d'être nuisible à l'efficacité de nos réactions devant de nouvelles attaques du gouvernement et du patronat,

— CONSTATE que la C.G.T. a ainsi pu, une fois de plus, abuser les travailleurs et apparaître grâce à sa propagande comme l'organisation la plus revendicatrice, alors qu'elle n'avait voulu prendre aucune responsabilité dans ce mouvement,

— SIGNALE que les effets de la politique confédérale ont ainsi détruit l'effort considérable dé-

ployé depuis plusieurs années par nos camarades et ont permis à nos adversaires gouvernementaux et stalinien de profiter d'une action déclenchée et animée partout par les militants Force Ouvrière.

Compte tenu de ces constatations et soucieux avant tout de renforcer notre organisation et de doter ainsi la classe ouvrière de l'outil efficace dont elle a besoin dans la lutte extrêmement dure qu'elle doit mener contre le patronat privé et d'Etat, le C.C.N. décide la convocation d'un Congrès confédéral extraordinaire qui devra :

— définir une nouvelle politique qui tiennent compte des erreurs du passé et préparer sérieusement l'action dans les mois qui viennent,

— établir un programme minimum de revendications à caractère général à présenter immédiatement aux pouvoirs publics,

— établir un plan de coordination permettant en cas d'urgence des liaisons rapides et efficaces entre tous les responsables syndicaux.

Cette résolution a recueilli quatre voix : Fédération de la Métallurgie, Unions départementales de la Loire-Inférieure, de Maine-et-Loire et de la Seine-Inférieure.

Pour un congrès extraordinaire

Une motion déposée par Sidro, des Employés, « constatant la nécessité de réformes de structure, d'une large discussion sur l'orientation de la Confédération, ainsi que l'examen d'un regroupement syndical » demandait la convocation d'un congrès extraordinaire dans les deux mois. Elle a recueilli 9 voix : Fédérations des Employés, de l'Habillement et de la Métallurgie, Unions départementales de Charente-Maritime, Constantine, Finistère, Loire-Inférieure, Maine-et-Loire, Seine-Inférieure.

Comment est partie la grève des postiers

Pas mal de sottises ont été écrites sur les grèves du mois d'août, et il y aurait lieu, je crois, de mettre bien des choses au point.

A mon avis, il importe de rétablir dès que possible, la vérité, si les uns et les autres veulent pouvoir juger sainement et tirer quelques enseignements de ce magnifique mouvement.

La grève du mois d'août est partie de Bordeaux, à l'initiative de la section départementale de la Fédération syndicaliste C.G.T.-F.O.

Nos camarades, avisés que la C.G.T. et la C.F.T.C. voulaient lancer un débrayage d'une heure, parcouraient les différents services et trouvaient des températures différentes suivant qu'ils s'adressaient aux facteurs ou aux téléphonistes.

Il est bon de noter qu'en juillet, la conférence nationale, qui réunissait les secrétaires régionaux de la Fédération syndicaliste à Paris, avait enregistré simplement deux ou trois régions décidées à passer à une action de grève illimitée pour faire aboutir les revendications P.T.T., mais que la majorité était contre.

Bordeaux était de celles qui se déclaraient prêtes à passer à l'action.

Lorsque la C.G.T. et la C.F.T.C. tentèrent leur débrayage limité à une heure, nos camarades, se rendant compte que la volonté revendicative de la majorité des postiers leur permettait de lancer un mot d'ordre de grève illimitée, reprenant leur décision de s'opposer à tout mouvement limité, mais au contraire de partir sur un mouvement illimité comme en 1946, donnaient l'ordre de débrayage.

Ce mot d'ordre fut suivi dans l'enthousiasme, car chacun avait encore présent à l'esprit, dans la quasi-unanimité du personnel, le splendide

mouvement de 1946 lancé aussi de Bordeaux dans des conditions identiques contre le gouvernement et la Fédération postale de l'époque.

Aussitôt, le bureau syndical F.O. recherchait à créer le climat de 1946, appliquait la même tactique de harcèlement des bureaux pour les entraîner à la grève illimitée. Ce fut une trainée de poudre et la Fédération syndicaliste, le lendemain, donnait l'ordre général de grève illimitée chez les P.T.T.

Ce qu'on ne dit pas, c'est que cette grève des postiers avait pour objectif une revendication essentiellement postière et que les décrets Laniel, que l'on savait encore en préparation, n'avaient nullement transpirés.

Ainsi donc, voilà les postiers partis dans une grève offensive, ayant comme objectif, d'après F.O., l'attribution d'une prime d'attente uniforme à tous de 5.000 francs et l'obtention d'une prime de fin d'année de 20.000 francs.

Les camarades de la Fédération syndicaliste ne surent pas éviter la constitution d'un Comité d'action où ils auraient pu très facilement entraîner C.F.T.C. et Autonomes sans la C.G.T. Dans la discussion qui survint, la C.G.T. posait 10.000 francs de prime uniforme, ce qui les amena à se mettre d'accord sur le chiffre de 7.000 francs de prime d'attente pour tous, en précisant qu'il faudrait sans doute, avec le gouvernement, faire les marchands de tapis.

Il ne faut pas non plus oublier que, dans des pourparlers ou des délégations qui eurent lieu en juillet, il était entendu que si le gouvernement, dans ces projets, risquait de porter atteinte à quelques fonctionnaires, il envisageait favorablement de faire un sort particulier aux postiers.

Et c'est peut-être là que se trouve le motif réel des décrets Laniel qui auraient consisté à donner aux postiers, administration rentable, faisant chaque année des bénéfices, un sort privilégié et à se retourner vers tous les autres fonctionnaires pour leur dire : voyez, je suis social, je paye bien les administrations rentables.

Tout ceci devrait permettre de bien poser le problème au départ.

Quelques jours après, les décrets Laniel paraissent et l'ensemble des fonctionnaires et services publics se mettent en branle dans l'enthousiasme pour la défense de leurs droits acquis.

La grève des postiers au départ offensive glisse immédiatement sur le plan général des fonctionnaires et assimilés, sur un terrain défensif.

Et là, les uns et les autres, mélangent le tout, reprennent la revendication des postiers ou n'en font pas état, suivant l'ambiance et le climat dans lesquels ils se trouvent.

Et le conflit dure et persiste.

Cette deuxième phase en amène une troisième, à partir du moment où la Confédération F.O. ainsi que la C.F.T.C. se servant de « l'infanterie fonctionnaire » posent nettement la question générale des salaires.

Et c'est là, encore une fois, où l'on pourra discuter très longtemps, à savoir si oui ou non il fallait transposer et où chacun peut considérer que les Confédérations ont bien ou mal fait.

Au point de vue orientation et solidarité ouvrière, dans la plus pure tradition syndicaliste, je considère que la Confédération a très bien fait de poser le problème général des salaires.

Au point de vue tactique, je suis moins catégorique, car, si nous étions restés sur une revendication strictement fonctionnaire, il était peut-être possible d'obtenir gain de cause.

Mais alors, il aurait fallu poser une revendication spécifiquement fonctionnaire qui aurait dit : les fonctionnaires n'ont pas leur salaire calculé sur le minimum vital garanti actuel (20.000 francs Paris, arrêté de septembre 1951) ; ils en réclament l'application ainsi que les 120 % prévus à leur Statut et le maintien des droits acquis.

A cette revendication, une seule alternative pour le gouvernement : céder ou se démettre, annulant dix-sept jours de grève et n'ayant nullement accepté de reconnaître qu'il y a en France un problème général des salaires qui se pose non seulement pour les fonctionnaires, mais pour tous les travailleurs du privé.

Je crois que tout cela devrait être dit, parce que c'est l'exacte vérité et que ceux qui aujourd'hui ou depuis ont porté des avis quelque peu à la légère devraient réfléchir avant de les publier.

Il est vrai que si la grève a tenu bon, il y a eu des bureaux qui ont flanché, des services qui fonctionnaient, plus ou moins ; les militants responsables ont fait au mieux dans chaque cas.

J'admire ceux qui ont répondu à tout et qui, en toute occasion, détiennent la vérité.

Responsable syndical, tous les jours, dans la lutte, avec les pires difficultés, et n'ayant bien souvent que le dévouement pour suppléer au manque de moyens, je considère que la grève d'août a été un succès total ; qu'elle a posé dans ce pays le problème général des salaires ou du pouvoir d'achat, qu'il faudra bien un jour résoudre.

On pourra discuter sans cesse, à savoir si on aurait dû continuer la grève ; les exemples de nos camarades du Havre ou d'ailleurs nous ont démontré l'hostilité et la puissance patronale et gouvernementale ; l'action quotidienne nous

permet de mesurer nos forces et de savoir jusqu'où l'on peut aller.

En définitive, je souhaite qu'un jour un large débat s'engage à une tribune syndicale pour qu'au moins la grande majorité des syndicalistes libres se mettent d'accord, après discussion, sur les grèves d'août.

Pierre RICHOU.

LA DÉFAITE DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE

Ce 28 septembre, nous apprenons la signature des accords hispano-américains aboutissant à l'octroi de bases stratégiques aux U.S.A., contre une aide financière importante à Franco.

Ce que l'on ne dit pas, c'est qu'il s'agit de la conclusion de **pourparlers engagés depuis plus de dix-sept mois** et que ce sont les résistances américaines qui avaient empêché l'accord. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les commentaires venimeux et grossiers par lesquels la presse franquiste a salué le départ de Truman.

On a prétendu que toute l'action des syndicalistes américains était dominée par des préoccupations stratégiques, que celles-ci commandaient leur acceptation de l'alliance avec Franco et leur soutien des mouvements nationaux en Afrique du Nord. Double mensonge ! Double stupidité ! L'A.F.L. et le C.I.O. — plus violemment — **n'ont pas cessé de combattre l'aide à Franco, et c'est leur résistance qui a empêché la signature de l'accord, jusqu'en ces derniers jours.**

C'est — comme nous l'avons écrit — pour des raisons stratégiques que le Pentagone et les businessmen ont imposé l'aide à la France en Afrique du Nord et en Indochine, l'aide à l'Angleterre en Perse, l'aide à Franco. Dès juillet 1952, nous avons annoncé la nouvelle politique américaine, qui, d'une part s'alligne sur les positions réactionnaires de la France et de l'Angleterre, d'autre part en prévision de la carence de l'Europe continentale, tend vers une défense périphérique.

L'aide à Franco, c'est dans une large mesure la conséquence du neutralisme, de la méfiance à l'égard des syndicalistes américains.

Il est vrai qu'abusant des maladrotes des politiciens de Washington, les neutralistes en viennent maintenant à localiser le danger de guerre aux U.S.A. C'est M. Bevan qui le dit (« Monde » du 25-9-53) : ce sont les Etats-Unis qui élèvent des barrières idéologiques devant la réconciliation mondiale. Car l'U.R.S.S. ne veut pas la guerre... elle se sent faible, à cause de la discordance entre sa production industrielle et sa production agricole. M. Bevan voit clair, mais prévoit trop vite. Car des gens qualifiés ont justement affirmé qu'Hitler s'était lancé dans la guerre, parce qu'il ne pouvait sortir d'une contradiction du même ordre.

Ce que M. Bevan ne précise pas, ce sont les bases acceptées par l'U.R.S.S. de cette réconciliation mondiale. Ou plutôt, il en précise au moins une : « **Unifier l'Allemagne et la maintenir désarmée, et pour éviter sa concurrence sur les marchés mondiaux, la forcer à contribuer à un fonds mondial d'équipement pour une somme équivalant à un éventuel budget militaire.** »

Le désarmement allemand... thèse de Moscou. La « compensation »... pour éviter la concurrence... justification de l'attitude anglaise, du confortable nationalisme anglais.

L'affirmation de l'infériorité allemande (le plus beau trésor de la propagande hitlérienne)... thèse internationaliste... n'est-il pas vrai ?

Je reste convaincu que Walter Reuther et même George Meany parlent un langage beaucoup plus sympathique à notre internationalisme de classe. — R.H.

DE LA VICTOIRE D'AOUT AU RENDEZ-VOUS D'OCTOBRE !

C'est avec quelque discrétion que je prenais place le 31 août au bureau de l'Union des Syndicats F.O. de la région parisienne. L'efficacité des grèves des P.T.T. et de la S.N.C.F. m'avait complètement isolé, loin de Paris et de la France, pendant trois semaines, et je ne pouvais guère discuter d'un mouvement que je n'avais pu ni soutenir, ni suivre. Mais cette absence, si elle m'a interdit de prendre position dans le débat ouvert au sein de notre organisation syndicale me permet d'apporter un témoignage objectif et désintéressé sur les discussions et leurs conclusions.

DEBATS PREVUS

Quelqu'un qui débarquait, tout enfiévré par les manchettes de la presse étrangère, pouvait s'attendre à respirer une atmosphère passionnée, sentant la poudre. Le syndicalisme libre, stimulé par la spontanéité ouvrière, reprenait sa marche ascendante. Si la presse de langue allemande insistait un peu lourdement sur le désordre français, la presse anglaise et l'édition européenne du *New York Herald* soulignaient objectivement le caractère « corporatif » des grèves et en laissaient entrevoir la signification profonde : **la revendication des travailleurs des services publics et des industries privées à une plus large part du revenu national.** Ce qui apparaissait en effet — ce qui m'a été confirmé par la chronologie exacte des grèves — c'était que les organisations bolchevisées avaient suivi le mouvement, sans prendre la responsabilité du déclenchement. Justification éclatante de notre thèse sur l'incapacité de la C.G.T.K. à provoquer une grève efficace, même dans les secteurs où elle bénéficie encore d'une large majorité.

Une telle constatation devait dominer les controverses. Elle expliquait les impatiences et les déceptions d'une minorité, peut-être trop ambitieuse, qui avait attendu du bureau confédéral une extension de la bataille et un élargissement des objectifs.

Au Comité général de l'Union du 4 septembre — prologue régional du C.C.N. du lendemain — la majorité des syndicats d'Employés et une fraction des syndicats des Métaux exprimèrent de virulentes critiques à l'égard de la direction confédérale — cependant que les représentants des Postiers, de la S.N.C.F., de la R.A.T.P., des Services publics, avec quelques nuances appréciables, se félicitèrent de l'action menée et semblèrent satisfaits du concours des militants confédéraux. Opposition aisément explicable. Ceux-ci avaient terminé honorablement une bataille dont l'indiscutable succès aurait été compromis par une longue usure. Ceux-là soulevés par l'espoir d'un nouveau « juin 36 » s'irritaient de l'occasion manquée. Mais il y avait dans les interventions des uns et des autres beaucoup plus d'éléments positifs que de contradictions négatives. On y décelait ce réalisme ouvrier de bon aloi qui ne subit pas les réalités, mais entend les dépasser par l'action. Un délégué des Employés évoquait, avec quelque pertinence, la grande peur de la bourgeoisie, assez comparable à celle de juin 36. Le

jeune délégué du syndicat Renault définit la spontanéité ouvrière qui bouscule les prévisions et qu'un militant doit sentir par intuition et non contrarier par raisonnement abstrait.

Si la conciliation s'avérait difficile quant au jugement du passé récent, la synthèse pouvait se réaliser dans l'élaboration d'un programme d'avenir. La minorité avait renoncé à réclamer un vote de défiance à l'égard du bureau confédéral. Elle maintenait la proposition de convocation d'un congrès confédéral. Thèse reprise au dernier C.C.N. de la C.F.T.C.

Une telle initiative ne peut être incluse dans une procédure statutaire. Le congrès extraordinaire devient une manifestation du même ordre que celle que nous réclamions en 1934, à la suite de la grève générale victorieuse du 12 février 1934... Une démonstration de la capacité constructive de la classe ouvrière succédant à la démonstration de sa force de résistance à la réaction politique et sociale. Et si l'on avait abouti au synchronisme des initiatives spectaculaires et efficaces de la C.G.T.-F.O. et de la C.F.T.C., l'unité du syndicalisme libre se réalisait dans les faits, avant de s'accomplir organiquement. Un débat sérieux aurait opposé la légitime prudence de ceux qui veulent mesurer les chances avant de s'engager et la salutaire audace de ceux que tentent les risques de l'imprévisible. Mais il aurait fallu le maintenir en des régions élevées.

SOUS LE SIGNE DU SORDIDE

Hélas ! le bureau de l'Union a perdu la flamme, qui nous réchauffait, il y a deux ans. Une influence dissolvante, servie par l'éloquence et l'expérience, le condamne à délibérer sous le signe du « sordide ». On ne discute pas des problèmes internationaux. On constitue des dossiers contre les militants de la C.I.S.L... surtout contre les Américains. On ne discute pas de l'unité. On instruit le procès de ceux qui l'appellent, en collectionnant des lambeaux de phrases. On ne tente pas de gagner les travailleurs nord-africains proscrits dans la périphérie parisienne. On ramasse des ragots policiers contre les hommes de l'U.G.T.T., les révolutionnaires algériens, les animateurs du « Congrès des peuples ». On se venge de la **Révolution prolétarienne**, où l'on avait trouvé une base de départ, en jetant ses extraits mutilés en pâture aux adhérents de l'Union...

C'est dans cet esprit que l'on a orienté le débat au Comité général. Il fallait isoler et écraser la minorité, prouver son loyalisme au bureau confédéral. Et comme l'on sait... « préparer » les assemblées, pratiquer la stratégie des couloirs et des coulisses, on a su trouver des camarades de bonne foi pour accabler les opposants. Ceux-ci d'ailleurs tombent facilement dans les pièges qu'on leur tend. Ils ont encore tous les défauts de la conviction intransigeante. Ils irritent quelquefois ceux qui honnêtement craignent de compromettre en des aventures la solidité de syndicats laborieusement et patiemment organisés — et ces militants sérieux constituent heureusement la majorité du Comité général. Les uns et les autres

pourraient controverser en se respectant mutuellement, si la bureaucratie ne s'en mêlait...

Je n'ai pas assisté au C.C.N. Il semble à lire le compte rendu des débats que la discussion ne fut pas trop envenimée par de sordides interventions et insinuations. Mais la conclusion n'en fut pas plus audacieuse et dynamique que celle du Comité général parisien. Et la même impression se dégage du compte rendu du Comité confédéral de la C.F.T.C. Ce qui prouve que dans les deux centrales la minorité reste « le sel de l'organisation »... quelle que soit la valeur propre de ses thèses. L'essentiel réside dans les hommes plus que dans les idées, dans les chances de renouvellement plus que dans l'efficacité des programmes.

Si je n'ai pas voulu discuter du passé, il ne m'est pas interdit de soumettre quelques observations, quant au programme futur. Je ne pourrai d'ailleurs que reprendre des propos fréquemment exprimés dans la R.P.

LE PROCES DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

J'avoue que comme Monatte, je ne comprends pas que l'on incrimine, dans la critique des opérations confédérales, les préjugés « anarcho-syndicalistes ». Cela devient une habitude et un alibi. Personne parmi nous ne nie l'évolution sociale et syndicale depuis 1906. Personne ne se refuse à un examen de méthodes nouvelles de propagande et d'action. Mais c'est vraiment simplifier l'histoire que de réduire le syndicalisme de 1906 à quelques idées dogmatiques et quelques formules explosives. Autant juger la révolution jacobine d'après les fantaisies de Fabre d'Eglantine ou les imprécations du Père Duchêne. Lorsque l'on revient à l'action directe... « libre » et à la spontanéité ouvrière, on redevient fidèle à l'esprit du syndicalisme de 1906.

Faut-il pour cela condamner le mot d'ordre lancé en août de « convocation du Parlement » ? Que les syndicalistes de la Fonction publique entendent engager la responsabilité des législateurs, méprisant une fois de plus leurs prérogatives essentielles et autorisant les décrets-lois... qu'ils désirent froter le museau des élus sur les ordures déposées par « leur » gouvernement... c'est une forme de la lutte contre « l'Etat-patron » qui ne viole pas l'indépendance syndicale ! C'est tout autre chose, s'il s'agit de provoquer un changement de politique et de majorité gouvernementale.

Tout autre chose... ou plutôt le retour d'une chose que nous connaissons bien. Car enfin, faut-il répéter que si le syndicalisme est malade, ce n'est pas de préjugés anarcho-syndicalistes. Il y a, hélas ! belle lurette que l'on n'invoque en haut lieu confédéral la Charte d'Amiens que par tradition rituelle. Georges Lefranc m'a déjà reproché mes injustices à l'égard du « planisme ». Je veux bien convenir que l'on n'a jamais appliqué le Plan... comme il le souhaitait en 1934. Mais il est certain que nombre d'expériences étatiques, entreprises depuis 1939, s'inspiraient du planisme. Il est non moins certain que le « tripartisme » de 1945, le dirigisme des salaires, le Statut de la Fonction publique naquirent d'ambitions politiques et sociales, exclusivement étatiques et diamétralement opposées aux inspirations anarcho-syndicalistes. Nous n'offensons pas la vérité historique en classant toutes ces tentatives sous la rubrique du **paternalisme**... que le « pater » s'appelle Blum, Fétain, Déat, De Gaulle, Thorez, Auriant ou Bidault. Riches d'une telle expérience, nous avons le droit de nous méfier — si séduisant qu'il paraisse — d'un autre « pater »... s'appellerait-il Mendès-France. Car le pa-

ternalisme, qu'il se présente sous l'aspect d'un Bonhomme Noël ou d'un Père, Fouettard, c'est toujours le désarmement de la classe ouvrière. En déplorant le sort de jeunes couturières — qui ne gagnaient pas le quart du salaire minimum — un de mes amis s'écriait : « C'est que Pinay gouverne... Nous ne sommes plus au temps de Blum et de Ramadier ». Regret sincère, nourri de quelque illusion rétrospective. Mais quand cela serait. Si les travailleurs ne sont pas capables par leurs propres forces de conquérir ce qui leur est dû, ou de conserver ce qu'on leur a équitablement accordé... c'est qu'ils ne sont dignes que du sort d'une plèbe misérable, clientèle de patriens plus ou moins généreux.

UN NOUVEAU FRONT

Le parti socialiste a lancé le mot d'ordre du « **Front démocratique et social** ». Initiative qui n'appelle pas notre opposition. Mais rien ne justifierait actuellement une nouvelle expérience de « Rassemblement populaire ». Sans doute ne prévoit-on pas d'aligner le parti communiste sur le nouveau front. Quoique certaines « arrière-pensées » soient faciles à déceler. Le Rassemblement populaire s'était constitué en 1935, alors que la fusion de la vieille C.G.T. majoritaire et de la C.G.T.U. en perte de vitesse se révélait possible et probable. Aujourd'hui l'effort du syndicalisme libre doit tendre à libérer la majorité de la classe ouvrière du corset post-stalinien. Ce qui n'exclut pas les contacts à la base, mais condamne toute tentative d'accord au sommet.

La nouvelle formation politique et sociale ne nous paraîtrait pas dangereuse, si elle dissipait l'équivoque majeure dans laquelle se perdent ses promoteurs.

D'une part, on subordonne la politique nationale à la conjoncture internationale. Ce qui n'est pas pour nous déplaire. A la condition que l'on ne s'oriente pas vers le renversement des alliances, souhaité par les neutralistes. On pourrait dissiper les illusions provoquées par la politique anglaise, même renforcée par la démagogie bevaniste. Contentons-nous de préciser que la rupture voulue ou acceptée avec les centrales syndicales américaines — **alors que celles-ci viennent de s'affirmer contre la politique actuelle du gouvernement américain** — renforcerait les pires ennemis de nos libertés et de la paix : les post-staliniens et les « big business » américains, qui d'ailleurs peuvent fort bien combiner un marchandage où l'Europe continentale servirait de monnaie d'échange.

D'autre part, à moins d'être atteint de débilité mentale, peut-on concevoir une politique communiste qui ne soit pas fonction des intérêts de Moscou ? Thorez et Frachon soutiendront (même sous le couvert d'une opposition de façade) **toute opération propre à rompre l'alliance atlantique et à libérer Moscou de la crainte d'un deuxième front.**

QUERELLES ENTRE BOURGEOIS

Cette équivoque dissipée, il restera à examiner les possibilités d'un Front démocratique et social. Notons d'abord que nous n'excluons pas les accords limités, sur des points précis, avec des organisations politiques. Lors de nos manifestations de solidarité à l'égard des insurgés berlinois de juin 1953, nous nous sentions plus près des jeunes socialistes de Paris qui huaient les tanks russes... que des anarchistes de Lyon qui ne voulaient pas que l'on insiste sur la « colonisation stalinienne » afin de ne pas favoriser... l'autre Bloc (!?).

Mais cette conjonction des forces syndicales et politiques, sur le terrain de la résistance et de

la solidarité n'implique pas l'adhésion à une nouvelle formule gouvernementale.

De quoi s'agit-il au reste ? L'évolution économique, ou plutôt l'anachronique stagnation de l'économie française s'éclaire par les conflits internes au sein de la bourgeoisie. Raymond Aron exagère quelque peu lorsqu'il classe la France parmi les pays... « pré-capitalistes ». Mais il a raison d'opposer l'Etat politique qui veut conserver sa massive clientèle de classes moyennes et de petite bourgeoisie et l'Etat fonctionnaire (il devrait dire « technicien ») qui tente de moderniser les équipements de l'industrie française. Le premier pénalise les formes les plus efficaces du commerce, multiplie les privilèges fiscaux, freine la concurrence, empêche l'élimination des moins aptes. Le second a dressé un plan d'investissements grandioses et mis en application un système de Sécurité sociale le plus ambitieux d'Europe, qui serait à peine supportable par une économie moderne. (Le Figaro, 18-9-53.)

L'archaïsme de la nôtre apparaît à tous les observateurs étrangers. On constate que les entreprises modernisées se solidarisent avec les vétustes, afin de maintenir de hauts prix de revient qui augmentent les marges bénéficiaires des uns en favorisant la survie anormale des autres. La fraude fiscale atteindrait 80 % du montant des impôts que devraient légalement payer les commerçants et les petits industriels, et se présente donc pour ceux-ci comme un effet de « l'instinct de conservation ». Inutile d'insister sur l'agriculture, où des installations médiévales subsistent, grâce aux privilèges fiscaux, au protectionnisme grossier, à l'interventionnisme le plus absurde.

Dans leur jargon habituel, les économistes dissertent sur les investissements, la cherté de l'argent, l'organisation du crédit. Le public ne les suit guère. On peut tout de même comprendre qu'il s'agit du financement des investissements industriels. Celui-ci peut être assuré soit par un appel aux épargnants, soit par l'intervention des banques, soit par des crédits d'Etat, soit par l'autofinancement, c'est-à-dire un prélèvement sur les bénéfices. Or en 1938, on comptait sur le total des investissements : 19,5 % d'émissions libres, 19,5 % de crédits bancaires, 28 % de crédits publics et 33 % d'autofinancement. En 1951, la part des émissions libres tombe à 5,5 %, celle des crédits bancaires à 2,5 %, celle des crédits publics monte à 49 %, celle de l'autofinancement à 43 %.

Revenir à la situation d'avant guerre, c'est ramener le crédit privé, favoriser « l'épargne », encourager le placement des actions et des obligations, assurer la sécurité des « dividendes ». Tendance foncièrement conservatrice et réactionnaire, qui se justifie par une double nécessité politique et sociale. Il importe de renforcer les « classes moyennes », piliers de l'Etat démocratique et d'assurer au capitalisme une base sociale suffisamment étendue.

Si M. Mendès-France est l'homme de cette politique, il se présentera comme l'héritier du fameux « Caillaux » de la grande pénitence, et l'homme providentiel du parti radical-socialiste, expression permanente de la petite bourgeoisie conservatrice. Voudrait-il et pourrait-il jouer le jeu de l'étatisme technocrate et autoritaire ? C'est douteux. Mais il n'en serait que plus dangereux pour la classe ouvrière.

UN PROGRAMME QUI PROVOQUE L'INITIATIVE OUVRIERE

J'entends l'objection. Il faut briser une organisation économique archaïque. D'accord, car le socialisme ne se conçoit qu'en face d'un capitalisme progressiste. Mais l'organisation syndicale

libre n'a pas à se lier par un programme ambitieux dont la réalisation échappe à sa compétence, dont sa faiblesse numérique et morale actuelle l'empêchera même de contrôler l'application. La rénovation, la modernisation de l'économie française, la prévention des maux humains qu'elles peuvent provoquer dépendent essentiellement d'une action ouvrière s'exerçant là où la classe ouvrière peut agir efficacement.

Sans doute convient-il d'assurer l'unité de la Confédération par des mots d'ordre simples, capables d'entraîner l'ensemble des syndiqués. La bataille pour le salaire minimum interprofessionnel ne se limite pas aux discussions de la Commission supérieure. Mais il importe de fixer nettement l'objectif. Il ne s'agit pas du relèvement des salaires professionnels. Les considérations d'ordre professionnel doivent être exclues. Il ne s'agit pas non plus de fixer une nouvelle échelle des salaires. De même que l'on interdit le travail des enfants, que l'on a prescrit des conditions de travail nocives, on décide que le salaire d'un travailleur ne doit jamais être inférieur à 27.000 francs par mois.

L'action d'août a souligné la gravité du problème des retraites. Elle ne conditionnera une action confédérale future que si l'on brise la barrière entre Services publics et industries privées, c'est-à-dire si l'on établit la péréquation des pensions des fonctionnaires et des retraites des vieux travailleurs. La solidarité confédérale implique aussi que soit résolu le problème des cumuls de pensions et de salaires, que les syndicats de fonctionnaires n'ont jamais sérieusement examiné.

Mais ces mots d'ordre formulés et diffusés, l'action doit être dans la mesure du possible décentralisée et spécialisée. Répétons encore ce que nous écrivions à la veille du dernier congrès de la C.G.T.-F.O. :

Les Fédérations d'industrie concentrant leurs efforts sur les entreprises les plus « rentables », celles dont la technique peut se perfectionner rapidement. Les Unions départementales se consacrant aux problèmes d'adaptation des travailleurs aux nouvelles conditions techniques : mutations professionnelles et sociales, développement et assouplissement de l'apprentissage, logement des travailleurs, organisation des loisirs, etc...

La Confédération coordonne ces activités multiples, organise la solidarité, soutient effectivement la lutte menée par les Fédérations et les Unions sur des points décisifs. Et ces expériences menées jusqu'à leur fin détermineront un programme synthétique national, qui n'apparaîtra plus comme le produit d'abstractions conçues en laboratoire.

Ainsi l'autofinancement des entreprises soulèvera la question de la cogestion — la réadaptation des chômeurs, comme les obligations de la construction imposeront de nouvelles formules de coopératives de production — les déplacements de main-d'œuvre, le développement des besoins alimentaires, l'organisation des loisirs suggéreront des créations syndicales autonomes qui rajeuniront les vieilles coopératives de consommation...

Ce ne sont là que des propositions que l'on jugera trop modestes ou trop ambitieuses, ou même fantaisistes. C'est peut-être une dernière poussée d'anarcho-syndicalisme ! Tant pis pour ceux qui n'ont pas compris que la Révolution ne sortira pas des constructions doctrinales ou des formations militaires — ou bien ce ne sera encore qu'une abominable duperie. La Révolution, c'est d'abord la renaissance de la spontanéité ouvrière, c'est ensuite la capacité de réalisation et de gestion de la classe ouvrière.

Roger HAGNAUER.

CARNET DE LECTURE

« Une coopérative de production unique en son genre », tel est le titre d'un article de la **Coopération de production** consacré au quotidien le **Courrier Picard**, publié à Amiens. Ce quotidien, bien administré, bien rédigé, a adopté dès sa fondation en novembre 1944 la forme coopérative. Sont membres de la société tous ceux qui travaillent au journal à quelque titre que ce soit, rédacteurs, typographes, imprimeurs, et personne d'autre. Les membres se réunissent une fois par an en assemblée générale et élisent leurs huit représentants au Conseil d'administration. « Il est dommage, dit l'auteur de l'article, Bernard Cateles, que le **Courrier Picard** n'ait pas trouvé d'imitateurs, car c'est un exemple qui mérite d'être étudié et suivi. Les succès remportés par le mouvement coopératif dans le domaine du journalisme ne sont pas tellement nombreux pour les négliger ou les sous-estimer. Quand on considère combien la réelle démocratie dépend de la connaissance exacte des faits et à combien de dangers est exposé l'approvisionnement en nouvelles et informations, lorsque cet approvisionnement est fait dans un but lucratif, une réalisation comme le **Courrier Picard** a une valeur qui dépasse de loin les profits qui en résultent pour les membres ou les lecteurs de Picardie. »

LIVRES REVUES

Georges LEFRANC : **LE SYNDICALISME EN FRANCE.**
(Presses Universitaires).

Dans la petite collection « Que sais-je ? » Georges Lefranc vient de donner une vue d'ensemble du syndicalisme en France. Retracer cent années de mouvement en cent vingt-cinq pages, à l'usage du grand public, n'est pas chose facile. Lefranc y aurait peut-être mieux réussi s'il avait simplement fait œuvre d'historien. A mon sens, il n'a pas assez refréné le partisan.

C'est ainsi qu'il termine sur une idée qui lui tient à cœur, mais qui s'oppose fondamentalement à la pensée des syndicalistes de notre espèce. Le mouvement syndical ne serait pas appelé à conduire la classe ouvrière vers son émancipation. Ce serait déjà bien beau s'il servait, dans notre démocratie, à faire contrepoids à la technocratie.

Outre quelques petites erreurs, grève des cheminots en 1909 au lieu de 1910, ou celle relative aux raisons du remplacement, au sein de la C.G.T., des Bourses du Travail par les unions départementales en 1906, je suis obligé de le chicaner sur plusieurs points. Les U.D. ne furent pas constituées par hostilité aux Fédérations, par sentiment d'inquiétude des révolutionnaires à l'égard de celles-ci. Le nombre des Bourses s'était multiplié ; les subventions municipales entamaient souvent leur indépendance ; l'U.D. embrassait un secteur plus large, pouvant contenir de multiples unions locales, et gardait sa liberté complète.

Il est difficile de comprendre ce qu'on a appelé le syndicalisme révolutionnaire si l'on ne tient pas compte qu'il est né dans la lutte contre le millerandisme, lutte menée coude à coude par la plupart des militants de syndicats, qu'ils fussent allemands, blanquistes, anarchistes, même guesdistes, sans oublier ceux qui n'avaient appartenu à aucun parti. D'où l'erreur d'appeler anarcho-syndicalisme le syndicalisme révolutionnaire français.

Lefranc ne donne pas aux grèves, non plus qu'aux mouvements de fond, la place qui leur revient. C'est là pourtant ce qui traduit le véritable effort syndical. Le mouvement du 1^{er} mai 1906 a plus fait que toutes les propagandes. Sans lui, par exemple, les huit heures n'auraient pas été regardées comme la principale revendication ouvrière et concédées légalement en 1919. L'élan n'aurait pas été donné au syndicalisme des fonctionnaires. Sans lui, sur le terrain du recrutement confédéral, il n'y aurait pas eu l'es-

sor de la Fédération d'industrie du Bâtiment, ni des militants des mineurs comme Cordier, du Pas-de-Calais, n'auraient pu forcer la main aux Basiy et Lamendin et amener à la C.G.T. les vieux syndicats de mineurs.

Qu'est-ce qui permet à Lefranc d'écrire que la Fédération des métaux fut de 1914 à 1918 la principale bénéficiaire de la collaboration ? Drôle de bénéficiaire, drôle de collaboration. Son explication du renoncement de Meirheim en 1918 à poursuivre son effort minoritaire me paraît aussi fragile.

Il parle, p. 67, de militants anarchistes qui avaient « accompagné » les communistes à la C.G.T.U. Ignorerait-il les causes véritables de la scission de 1921 ? Il renverse les rôles. Ce sont ces militants anarchistes qui poussèrent à la scission et qui d'ailleurs formèrent le premier bureau de la C.G.T.U. Les syndicalistes et les communistes d'alors ne firent que les accompagner. Lefranc n'a pas vécu cette période, sinon il n'adopterait pas la thèse officielle. Je n'eus pas à « rentrer » à la C.G.T. ; m'inclinant devant le vote de mon syndicat, je me refusai à le briser et demeurai à la vieille Fédération du Livre. Lefranc confond cette période avec celle où se détachèrent plus tard de la C.G.T.U. les cheminots de l'Ouest, les Fédérations des Ports et Docks et de l'Alimentation.

Il rappelle, p. 89, la grève « manquée » de 38 contre les décrets-lois Reynaud. Paul Reynaud a toujours eu un faible pour les décrets-lois. Cette grève décidée par un congrès confédéral, sous la pression des stalinien, fut lâchée par eux, mais eut en plus la malchance de n'être pas préparée et d'être mal menée par des dirigeants confédéraux qui ne la voulaient pas.

Une autre chose m'a surpris sous la plume de Lefranc, son jugement sur les grèves de 1947, d'où est sortie la dernière scission syndicale : « Que les communistes aient souhaité faire d'un vaste mouvement revendicatif un moyen de changer l'orientation de la politique extérieure de la France, c'est certain. Qu'ils aient espéré, à travers l'agitation ouvrière, imposer leur retour au gouvernement comme moyen de rétablir le calme, c'est probable. Que les grèves aient eu pour but le renversement violent du régime, c'est douteux ». Voilà un jugement bien balancé, trop bien balancé. Lefranc ne se rappelle-t-il plus la déclaration de Molotov à Bevin et à Bidault : « Si vous continuez avec la France à poursuivre la réalisation du plan Marshall vous irez au-devant de l'ouragan ». L'ouragan a été déchainé. Il ne s'en est pas fallu peut-être de beaucoup que la panique qui s'empara des pouvoirs publics dans plusieurs régions ne se généralisât. Il ne s'agissait plus d'un retour des stalinien au gouvernement pour rétablir le calme mais pour renverser la politique extérieure, et le seul moyen de la renverser c'était de renverser le régime. La préparation stalinienne était moins profondément avancée en France qu'en Tchécoslovaquie où un ouragan du même ordre s'est déchainé quelques mois plus tard. Surtout une fraction plus importante de la classe ouvrière n'était pas aveugle devant le danger fasciste stalinien et n'identifiait pas l'ouragan de Molotov avec la révolution sociale. J'ai peur que Lefranc n'ait pas vu cela. Il se défend contre les grands espoirs, s'habitue à piétiner en plein marais, au point de ne pas sentir non plus les grandes catastrophes lorsqu'elles vous frôlent. — P. M.

Victor ALBA : **LE MOUVEMENT OUVRIER EN AMÉRIQUE LATINE.** (Collection « Masses et militants ». Editions ouvrières).

Un livre fort utile, quoique un peu noir peut-être. Il en faudrait de pareils sur toutes les grandes régions du monde, afin de saisir où en est la marche du mouvement ; de bénéficier aussi de l'expérience de chacun de ses éléments.

Pour nous l'Amérique latine, c'est le pays des pronunciamientos et des généraux dictateurs. Nous n'en comprenons pas toujours les causes. Avec ses trois couches de populations, indiens, noirs, blancs et métis divers, l'équilibre politique est difficile. D'autant que reste vivace l'héritage matériel et moral de la colonisation, féodalisme et superstitions religieuses.

Les luttes démocratiques pour l'indépendance et surtout la dernière, la révolution mexicaine, ont exercé une influence profonde. Malheureusement nulle part plus que là-bas le pouvoir n'a transformé ses

conquérants ; une nouvelle oppression a remplacé l'ancienne. La vieille misère du paysan indien a survécu. L'ouvrier d'industrie n'a pas réussi à soulever la dure exploitation qui pèse sur lui. Les staliniens ont exploité longtemps son besoin de lutte contre l'impérialisme, particulièrement sa lutte contre le capitalisme américain. Moins au bénéfice de la classe ouvrière qu'au bénéfice du totalitarisme russe. Mais il paraît bien que cette politique incarnée par Lombardo Toledano soit en déclin. Il est vrai qu'une autre politique, celle de Peron et du justicialisme, essaie de dévoyer le mouvement ouvrier d'Amérique latine. Les syndicats argentins de Peron, selon l'image d'un collaborateur du **Monde du Travail**, auraient la tête fasciste et les pieds communistes.

D'après Victor Alba, le péronisme aurait gagné beaucoup de terrain, s'implantant même dans les quatre derniers pays rebelles, Brésil, Chili, Bolivie et Equateur. Là, Victor Alba voit peut-être trop noir. En dépit de la dégénérescence des appareils syndicaux, de la dégradation des exilés, des nouvelles bourgeoisies nationalistes prêtes à défendre leurs privilèges au moyen du fascisme, un redressement paraît en train de se produire. L'Amérique latine s'industrialise rapidement ; elle ne peut le faire qu'avec l'aide du capitalisme américain. D'où un grand rôle et une grande responsabilité pour le syndicalisme américain. C'est à lui de se porter à l'aide des travailleurs sud-américains partout où le capitalisme nord-américain s'implante. Pour Alba, le mouvement ouvrier est la seule chance d'émancipation de l'indien paysan, abandonné de tous et n'osant se redresser de lui-même. — P. M.

John GUNTHER : **PASSEPORT POUR LES U.S.A.** (Gallimard).

J'ai fait là un voyage aux U.S.A. Ces six cents pages m'ont pris une semaine. Mais je ne regrette pas ce temps passé. Je n'ai pas l'impression de l'avoir perdu. Jamais, je crois bien, je ne m'étais représenté les Américains aussi divers, aussi vivants, aussi dynamiques, mais ayant aussi autant à faire chez eux dans un tas de domaines, notamment pour réaliser une véritable démocratie et relever le niveau de vie d'un tiers de leur population. Lancés comme ils le sont, ils peuvent parfaitement y arriver, tout en remplissant leurs tâches internationales. — P. M.

FAITS ET DOCUMENTS

Mesures fascistes dans les P.T.T.

M. Pierre Ferri, ministre R.P.F. des P.T.T., vexé par le magistrat coup de pied au cul de la grève des postiers d'août, veut se venger. Voici une circulaire qu'il a pondue à cet effet, mais que des débrayages à Paris et en province l'ont obligé à retirer.

CONFIDENTIEL

Paris, le 9 septembre 1953.

CIRCULAIRE N° III

Le Ministre des P.T.T.

à MM. les Directeurs Régionaux des Sces Postaux, Directeurs Régionaux des Télécommunications, Directeurs Départementaux et Chefs de Service.

OBJET : Dispositions préventives à prendre, en cas de grèves des P.T.T., pour assurer la continuité du service.

L'Administration des P.T.T. constitue un service public dont le fonctionnement est nécessaire à la fois à l'exercice du pouvoir gouvernemental et au maintien de la vie économique de la nation.

Il est donc indispensable de prévoir et d'assurer, en toutes circonstances, un minimum de continuité des services des télécommunications, ainsi que des services postaux et financiers.

A cet effet, il convient de prendre toutes dispositions pour que dans toutes les éventualités, les chefs immédiats puissent disposer des moyens d'action dont l'ampleur est fixée pour chaque branche d'ex-

ploitation dans l'annexe 1 de la présente circulaire.

Ces moyens en personnel doivent permettre d'assurer la continuité des services définis ci-après :

SERVICES INDISPENSABLES :

— au fonctionnement des organismes gouvernementaux et à leurs liaisons et au maintien de l'ordre public ;

— à la sauvegarde de la vie humaine ;

— au maintien du moral de l'armée stationnée en territoire étranger et dans les territoires d'outre-mer ;

— à la sauvegarde des installations et des envois confiés à la poste ;

— au maintien des activités essentielles de la Nation.

Pour la mise en œuvre de ce plan, MM. les Directeurs et Chefs de service sont priés de vouloir bien procéder, dès réception de la présente circulaire, à la réalisation des mesures suivantes :

I. — Dresser immédiatement, pour chaque bureau ou centre jusqu'à la 3^e classe incluse, pour chaque catégorie de personnel énumérée à l'annexe 1, le nombre de fonctionnaires à désigner pour assurer la continuité du service.

II. — Inviter les receveurs et chefs de centre à procéder, dans les limites définies ci-dessus, à des désignations nominatives, compte tenu des éléments ci-après, cités à titre indicatif :

a) Fonctionnaires qui se sont tenus à l'écart du mouvement de grève d'août 1953 ;

b) Fonctionnaires, dont la candidature à un emploi dans les corps spéciaux de la poste aux armées et des transmissions militaires a été agréée ;

c) Fonctionnaires figurant sur un tableau d'avancement de grade ou candidats au tableau en préparation ;

d) A défaut, fonctionnaires sans passé disciplinaire et offrant les meilleures garanties.

Cette liste, à tenir secrète et à conserver dans le coffre-fort de l'établissement, devra être soigneusement mise à jour ; en particulier, les fonctionnaires promus ou mutés seront remplacés au fur et à mesure de la prise de service de leurs successeurs, par des fonctionnaires répondant eux-mêmes aux conditions requises. Egalement, des suppléants devront être prévus pour combler les positions de travail tenues par les agents indisponibles pour quelque cause que ce soit : congés d'affaires, congés de maladie, appels à un cours d'instruction professionnelle, période de réserve, etc...

III. — Les fonctionnaires désignés seront convoqués individuellement par le receveur ou chef de centre dans son cabinet, lequel leur commentera le texte contenu dans l'annexe II et les invitera à émarger sur un reçu individuel. Les chefs d'établissement mentionneront les refus qui pourraient leur être opposés.

IV. — Signaler dans un court rapport à faire parvenir sous le présent timbre pour le 25 septembre les difficultés et les incidents auxquels pourraient donner lieu l'application des présentes prescriptions et en particulier les refus enregistrés pour chaque catégorie de personnel.

Des instructions impératives devront être données aux receveurs et chefs de centre afin que :

1) Les listes nominatives d'agents désignés soient dressées pour le 15 septembre ;

2) Tous les fonctionnaires en cause soient avisés verbalement de leur désignation avant le 21 septembre.

V. — La mise sur pied des services dont la continuité doit être assurée en tout état de cause se fera en conformité des instructions en préparation qui vous seront transmises sous le timbre des Directions générales ou Directions intéressées de l'Administration centrale.

Le Ministre des P.T.T. : **Pierre FERRI.**

ANNEXE 2

CONFIDENTIEL

Ce texte ne doit pas être reproduit.

Texte à communiquer individuellement et verbalement et à commenter, si besoin est, à tous les fonctionnaires désignés pour assurer en toutes circonstances la continuité du service.

Le fonctionnement de l'Administration des P.T.T. étant nécessaire à la fois à l'exercice permanent du

pouvoir gouvernemental et au maintien des activités essentielles de la Nation, la continuité des services définis ci-après doit être assurée en toutes circonstances.

Services indispensables :

— au fonctionnement des organismes gouvernementaux, à leurs liaisons et maintien de l'ordre public ;

— à la sauvegarde de la vie humaine ;

— au maintien du moral de l'armée stationnée en territoire étranger et dans les territoires français d'Outre-Mer ;

— à la sauvegarde des installations et des envois confiés à la poste ;

— au maintien des activités essentielles de la Nation.

Je vous informe que je vous ai désigné pour assurer, en cas de grève, la continuité du service au bureau de

En conséquence, et sans autre avis, vous devrez, en cas de grève, vous mettre à ma disposition aux heures habituelles de prise de service pour tenir la position de travail

Vous vous conformerez, sans aucune restriction, à toutes les instructions ; en particulier, je vous signale que, dans une telle éventualité, vous n'avez pas qualité pour apprécier si telle communication ou telle opération, à vous confiée, présente ou non un caractère officiel ou d'urgence.

Tout refus de votre part, tout manquement aux instructions ci-dessus, entraînerait l'ouverture à votre encontre d'une procédure disciplinaire.

ENTRE NOUS

DEUX MOTS SUR LES COMPTES

Il y a peut-être des camarades qui ne lisent pas notre rubrique « D'où vient l'argent ? » Ils ont tort. Tous ceux qui souhaitent que la « R. P. » soit gaillarde doivent suivre, mois à mois, le thermomètre de sa santé physique : les volumes de ses recettes et de ses dépenses.

Le mois d'août avait été désastreux pour notre chèque postal. Le début de septembre n'a pas été meilleur. Un redressement s'est dessiné, à partir du 15, et un bon accueil semble être fait aux lettres de rappel qui régulièrement viennent réveiller les retardataires. Pourtant, on ne nous enlèvera pas facilement l'idée que les soutiens et la souscription pourraient être mieux alimentés.

Surtout que plusieurs vieux camarades écrivent qu'ils ne pourront bientôt plus payer leurs abonnements : leurs ressources n'augmentent pas, au contraire. Devons-nous envisager l'arrêt du service à ces vieux amis fidèles qui, à des époques au moins aussi difficiles que la nôtre, ont participé aux belles œuvres du mouvement ? Evidemment non ! Si aujourd'hui, alors qu'ils ont 70 ou 75 ans le mouvement syndical est faible et divisé, ces vieux compagnons étaient oubliés, ils auraient le droit de désespérer de l'avenir du mouvement. Or ce sont eux, souvent, qui tiennent le coup, moralement.

Une autre remarque : on sera frappé de l'importance, pour une fois, de la vente au numéro. L'explication est simple : les loisirs des vacances ont permis la visite de quelques librairies parisiennes qui pratiquent la vente au numéro et qui ont réglé ce qu'elles devaient. Cet apport n'était pas négligeable, un mois creux. Mais il prouve que, les autres mois, la vente au numéro ne donne pas ce qu'elle devrait donner.

Même à Paris d'autres librairies doivent pouvoir présenter la « R. P. ». Dans beaucoup de villes, grandes ou moins grandes, ça doit être également possible. Comment le savoir ? Il faut qu'un copain en parle au libraire et qu'il nous fasse signe, ne serait-ce que pour un premier essai de trois mois.

Enfin et surtout les copains qui fréquentent les réunions syndicales, — c'est-à-dire, n'est-ce pas, tout le monde — pourraient bien se dégourdir un peu et placer, l'un deux, l'un cinq, l'autre peut-être dix numéros par mois.

Reste encore à mener la chasse directe aux abon-

nés nouveaux, à faciliter la tâche des copains de l'administration en récoltant au besoin les réabonnements, en stimulant les souscripteurs. Pratiquement certains camarades opèrent déjà ainsi et sont, de fait, les meilleurs soutiens de la revue. Ce système du responsable départemental doit se développer. Correspondant, non seulement pour ces besoins vitaux de l'administration, mais aussi pour recueillir des témoignages, des informations et nous en avertir.

Pas question que, de Paris, nous désignons d'office des camarades. Mais il faut absolument que les hésitants se décident et que, d'ici trois mois, nous ayons un réseau mieux garni de correspondants bénévoles et actifs.

C'est possible. Et ce n'est pas réclamer à des copains déjà surmenés une tâche plus lourde encore. Le travail que nous leur proposons, nous sommes persuadés qu'il les aidera dans leurs autres tâches syndicales.

Voilà pourquoi, dès le mois prochain, nous comptons bien pouvoir ici, annoncer un progrès dans ce domaine.

Deux mots sur les comptes, annonçons-nous ! Quel débordement, pensez-vous ? Et bien non, il y aurait encore beaucoup à dire. Mais laissons un peu :

LA PAROLE AUX ABONNES.

Duyck (Paris). — « Aujourd'hui, jour de mon 70^e anniversaire, ma pensée va à la « R. P. » et à ses dévoués militants. On ne peut pas être toujours d'accord avec eux mais on doit reconnaître leur loyauté et leur désintéressement, et ceci est déjà très beau. »

Nouvelle (S.-et-O.). — « Réabonnement... seul. La « R. P. » apporte une documentation sérieuse, elle suit l'action syndicale avec clairvoyance. Mais mon esprit n'est pas encore assez fait à l'esprit politique pour juger les Etats selon la quantité de leurs crimes. Les U.S.A. n'auraient-ils à se reprocher que l'affaire Rosenberg que je ne les en condamnerais pas moins (note Charbit, p. 239). L'action ouvrière doit se mener contre toute injustice, même la première accomplie. La « R. P. » semble laisser supposer que tant qu'un gouvernement ne bat pas le record de l'injustice et du crime, on n'a rien à lui reprocher. C'est regrettable... »

Franç (Loire). — « Continuez. Votre vigueur est reconfortante. Votre documentation est précise. Si l'on n'écrit pas davantage, c'est qu'on se bat soi-même comme on peut. Mais on pense à vous... et on compte sur vous. »

Rigaud (Puy-de-Dôme). — « Je vais atteindre 75 ans. Je suis lecteur de votre revue depuis son premier numéro. Mais je ne puis plus suivre. C'est donc mon dernier réabonnement. Vive l'émancipation des travailleurs. »

G. Duveau (Paris). — « Chère vieille « R. P. » que je lis avec plus d'intérêt que jamais. »

Marceau Pivert (Paris). — « Mettre au premier plan, si possible ; le syndicalisme devant les problèmes européens, le syndicalisme devant les problèmes d'action commune internationale. Toujours intéressé par chaque numéro. »

G. Mons (S.-et-O.). — « Abonné depuis le début de la R.P., pas mal des illusions que je pouvais me faire à cette époque se sont évanouies ; c'est d'ailleurs pour cette raison que je ne peux que féliciter l'équipe dont la constance dans les idées, avec lesquelles je ne suis pas toujours d'accord, fait que notre revue a sa raison d'être dans l'époque que nous traversons pour y mener le bon combat. »

Jean Feyfant (Dordogne). — « Merci pour votre courageuse revue. Il est difficile pour un militant de ce mouvement de masse qu'est le syndicalisme de conserver une liberté de jugement et de décision quand on est sollicité, d'une part, par la démagogie pleine de vent des staliniens et, d'autre part, l'opportunisme de certains bureaucrates syndicaux. Militant F.O. de la base, face aux cégétistes dans le combat syndical, avec eux dans le combat social, je puise dans votre revue le courage et le réconfort. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 27 AOUT. — Signature d'un Concordat entre le Vatican et le gouvernement espagnol.

VENDREDI 28 AOUT. — Aux U.S.A., grève de 50.000 employés des Téléphones, grève de 25.000 ouvriers du Caoutchouc.

Fin de l'assemblée de l'O.N.U.

Les cheminots de Rouen ont repris le travail.

SAMEDI 29 AOUT. — Signature d'un accord franco-cambodgien sur le transfert des pouvoirs de police et de justice.

Incidents à Berlin, lors de la distribution des colis américains.

MARDI 1^{er} SEPTEMBRE. — Note de protestation yougoslave, à propos d'incursion de soldats italiens.

MERCREDI 2 SEPTEMBRE. — Aide financière des U.S.A. à l'Iran.

La France, la Grande-Bretagne et les U.S.A. proposent à l'U.R.S.S. une réunion des ministres des Affaires étrangères, le 15 octobre à Lugano.

Démission de M. Mitterrand, ministre de la France d'outre-mer.

VENDREDI 4 SEPTEMBRE. — Offensive franco-laotienne dans le Centre-Laos.

SAMEDI 5 SEPTEMBRE. — Comité national confédéral de la C.G.T.-F.O.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE. — Elections dans l'Allemagne de l'Ouest. Le parti chrétien-démocrate obtient 45,2 % des voix et la majorité des sièges au Bundestag contre 28,8 % au parti social-démocrate.

Discours de Tito qui demande l'internationalisation de Trieste.

LUNDI 7 SEPTEMBRE. — Ouverture du congrès des Trade-Unions.

MARDI 8 SEPTEMBRE. — Fin de la grève du Bâtiment de Toulouse.

La grève de la métallurgie continue au Havre.

VENDREDI 11 SEPTEMBRE. — A Rabat, attentat contre le nouveau sultan du Maroc.

Le président du conseil nord-coréen est reçu à Moscou.

Démission de Martin Durkin, de l'A.F.L., comme secrétaire au Travail du gouvernement des U.S.A.

Déclaration « neutraliste » du premier ministre du Cambodge.

A la commission mixte de la métallurgie, la délégation patronale s'oppose à la signature d'une convention collective.

MARDI 15 SEPTEMBRE. — Nouveau train de décrets-lois : accroissement du pouvoir des préfets.

MERCREDI 16 SEPTEMBRE. — Le gouvernement accorde une prime dégressive pour les traitements de 20.000 à 27.000 francs.

Ouverture de la 8^e session de l'O.N.U. Mme Pandit Nehru, déléguée de l'Inde, élue présidente.

Remaniement ministériel en Ukraine.

Le chancelier Adenauer propose de reprendre l'examen du problème de la Sarre.

JEUDI 17 SEPTEMBRE. — Débrayages chez les postiers parisiens, en protestation contre une circulaire du ministre, contraire à l'exercice du droit de grève.

Congrès du parti radical-socialiste.

VENDREDI 18 SEPTEMBRE. — Discours de M. Foster Dulles à l'O.N.U.

SAMEDI 19 SEPTEMBRE. — Conseil national de la C.F.T.C.

Au Conseil de l'Europe, plaidoyer de Spaak en faveur de l'armée européenne.

Le gouvernement de la Chine populaire est remanié, le congrès est ajourné.

MARDI 22 SEPTEMBRE. — Réunion à Rome des représentants des pays du pool charbon-acier.

Réunion de la Commission supérieure des Conventions collectives : elle demande de fixer à 23.000 francs le salaire minimum interprofessionnel.

Limogeage du président du conseil géorgien.

Elections danoises : victoire socialiste.

JEUDI 24 SEPTEMBRE. — Grève générale de 24 heures en Italie.

D'où vient l'argent ?

SITUATION DU 28 AOUT AU 25 SEPTEMBRE 1953

RECETTES

Abonnements :		
Ordinaires	48.978	
Soutien	10.800	59.778
Souscription « R. P. »		8.280
Vente au numéro		21.263
Divers (librairie)		60
		<hr/>
		89.381
En caisse au 28 août		116.967
		<hr/>
		206.348

DEPENSES

Papier et routage (complément pour le numéro de juillet)	8.799	
Impression (numéro de septembre)	78.280	
Papier et routage (no septembre) acompte	12.921	
Frais postaux	3.575	
Téléphone	2.905	
Frais généraux	650	
Librairie (remboursements)	6.225	
		<hr/>
		113.355
En caisse :		
Espèces	2.785	
Chèques postaux	90.208	92.993
		<hr/>
		206.348

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Souiller (Rhône) 2.000 ; U. Thevenon (Loire) 2.000 ; Franc (Loire) 1.000 ; Delusmes (Seine) 2.000 ; H. Sauvegrain (Paris) 1.400 ; Marcadet (S.-et-O.) 1.000 ; Calvel (Paris) 1.400. — Total : 10.800 francs.

LA SOUSCRIPTION

Hélène Thomas (Indre) 300 ; Habouzit (Rhône) 300 ; Padros (Rhône) 300 ; Duyck (Paris) 500 ; Jacquet (Rhône) 1.000 ; Mouhot (Doubs) 300 ; Mme Chanier (Paris) 300 ; Finas (Paris) 730 ; Boulet (B.-A.) 300 ; Harasse (Paris) 150 ; Cazaubon (H.-P.) 300 ; Lepage (L.-I.) 500 ; E. Roger (Paris) 600 ; A. Volck (Paris) 300 ; Balandreau (Drôme) 300 ; Vicente (H.-G.) 100 ; Maître (Paris) 800 ; Kirsch (Paris) 300 ; Agnès (Paris) 300 ; Aucouturier (Paris) 300 ; Boudet (Paris) 300. — Total : 8.280 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 28-8-53	1.309
Abonnements nouveaux	3
	<hr/>
	1.312
Désabonnements et suppressions	5
	<hr/>
Situation au 25-9-53	1.307

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 1 ; H.-G. 1 ; Rhône 1.

APPEL A LA SOLIDARITE

Le Syndicat national autonome des Chèques postaux qui n'a pas comme les autres organisations, la possibilité d'obtenir une aide basée sur les liaisons confédérales ou internationales, nous prie de faire appel à la solidarité de nos lecteurs en faveur de ses adhérents, en majorité des jeunes qui ont largement participé à la grève du mois d'août et qui n'ont perçu, en cette fin de mois, que de 17.000 à 25.000 francs, ayant subi sept jours de retenue sur leurs traitements.

Adresser les fonds au C.C.P. 503-21, Syndicat national autonome des Chèques postaux, Solidarité, 128, boulevard Davout, Paris-20^e.

